Ce que signifie

pour les entrepreneurs

Canada

Banque de développement du Canada
EXCLUSIVEMENT AU SERVICE DES PME

BDC

Notre mission La Banque de développement du Canada est une institution financière qui appartient entièrement au gouvernement du Canada. Elle joue un rôle de chef de file en fournissant des services financiers et des services de consultation aux PME canadiennes, et accorde une attention particulière aux entreprises exportatrices et à celles des secteurs de la technologie.

Les titres d'emprunt de la BDC sont émis auprès du public et des institutions du secteur privé et sont garantis par le gouvernement du Canada.

Notre vision Contribuer de façon unique et significative au succès de l'entrepreneurship dynamique et novateur, dans l'intérêt de tous les Canadiens et Canadiennes.

Nos principaux services Services financiers (prêts à terme) Financement subordonné Capital de risque Services de consultation BDC Connex^MC (produits financiers en ligne).

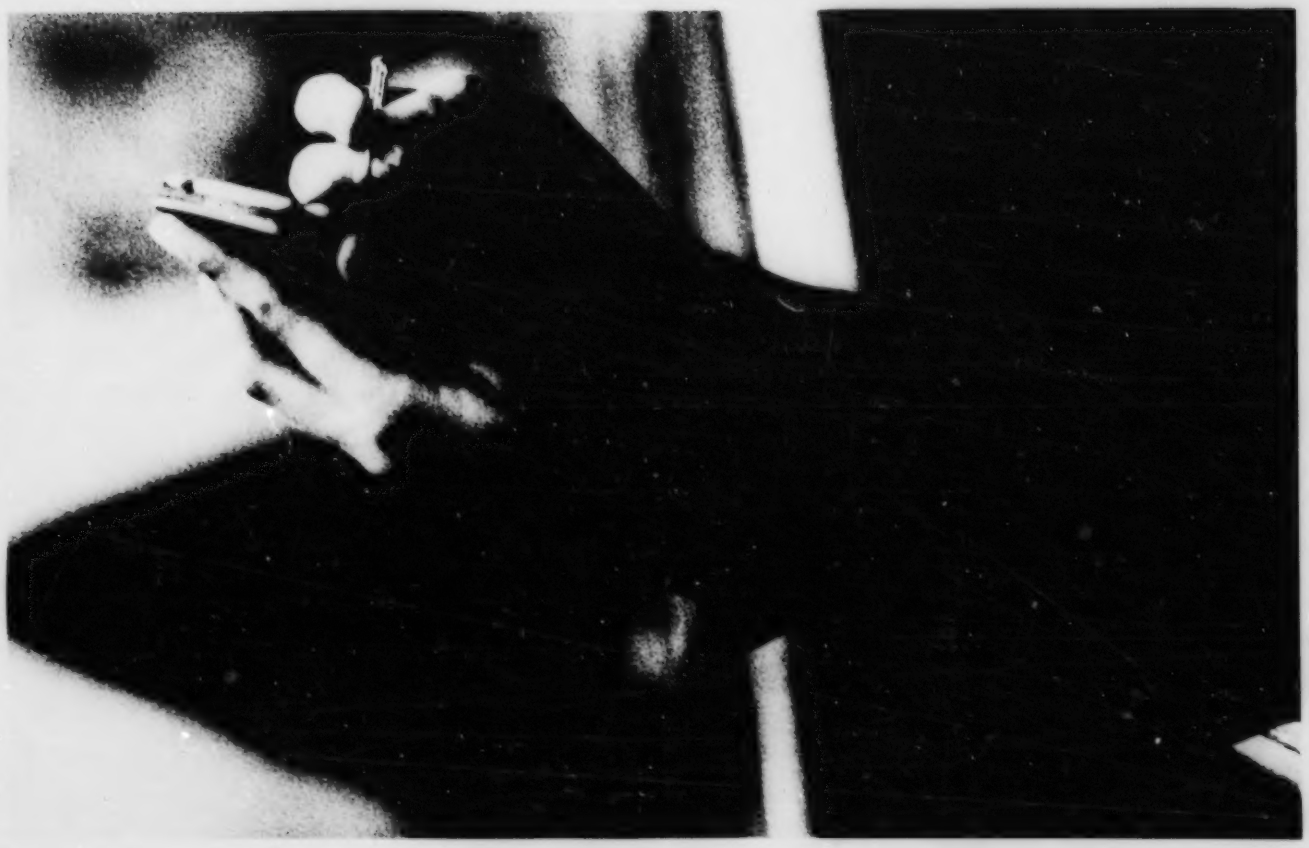
8 Faits saillants **10** Message du président du conseil **11** Message du président **13** Objectifs généraux d'entreprise **16** Revue des activités **30** Faits saillants régionaux **50** Régie d'entreprise **54** Commentaires et analyse de la direction **64** Responsabilité de la direction relativement à l'information financière **64** Rapport des vérificateurs **65** États financiers **84** Résultats financiers et d'exploitation — rétrospective quinquennale **86** Survol des services de la BDC

102-06450/

L'innovation en action Lorsque les PME canadiennes innovent, nous en bénéficions tous. La BDC est fière de soutenir les milliers de PME à l'échelle du pays qui transforment des idées innovatrices en réussites commerciales. Nous rendons hommage aux entrepreneurs, jeunes ou expérimentés, qui sortent des sentiers battus, qui adoptent de nouvelles technologies et qui explorent de nouveaux marchés. Nous saluons leurs efforts pour innover. Et nous leur offrons un soutien indéfectible sous la forme de solutions de financement innovatrices et d'un service attentif qui répond à leurs besoins en évolution.

Innover, c'est employer **des jeunes talents** et **des personnes expérimentées**

Innover, c'est adopter **des processus** et **de la technologie**



Innover, c'est chercher sans cesse **de nouveaux marchés** pour ses produits

Innover, c'est être **à l'écoute** des clients
pour mieux répondre à leurs besoins en constante évolution

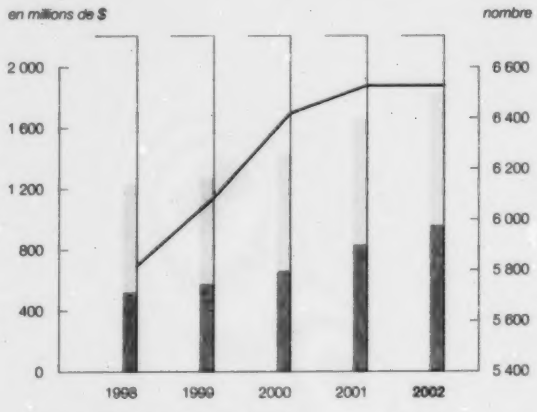
Innover, c'est chercher **des modes de financement nouveaux et différents**

Innover, c'est faire **du marketing avec rigueur**

Faits saillants

Total du financement autorisé

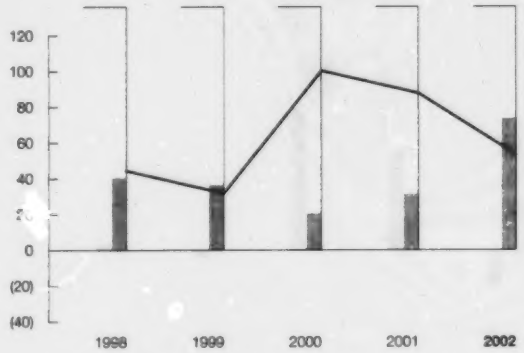
pour l'exercice terminé le 31 mars



	1998	1999	2000	2001	**2002**
IFS et exportateurs (valeur)	528	582	672	834	**961**
Autres secteurs (valeur)	707	690	763	818	**887**
Total des autorisations (valeur)	1 235	1 272	1 435	1 652	**1 848**
Nombre	5 815	6 082	6 412	6 519	**6 519**

Bénéfice net

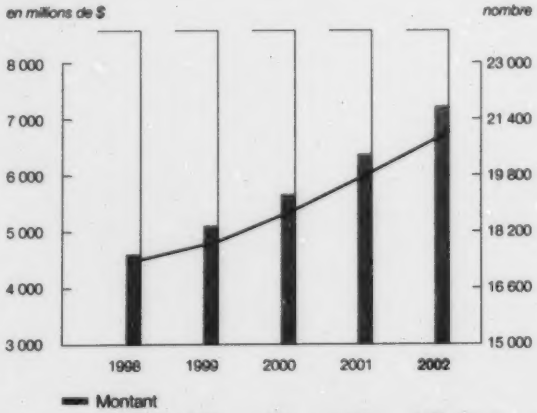
pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



	1998	1999	2000	2001	**2002**
Prêts et Groupe-conseil	41,3	36,9	21,1	32,1	**74,7**
Capital de risque	4,2	(4,1)	80,0	56,2	**(21,0)**
Bénéfice net total	45,5	32,8	101,1	88,3	**53,7**

Total du financement engagé

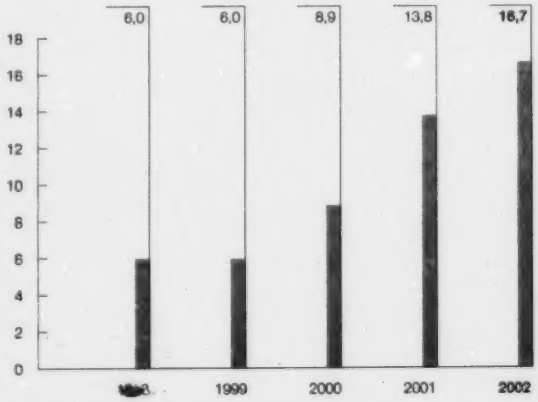
au 31 mars



	1998	1999	2000	2001	**2002**
Montant	4 586	5 090	5 641	6 353	**7 202**
Nombre de clients	17 414	17 923	18 807	19 884	**21 016**

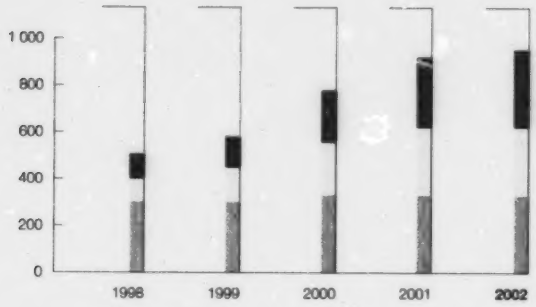
Dividende déclaré

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



Total de l'avoir de l'actionnaire

au 31 mars *(en millions de $)*

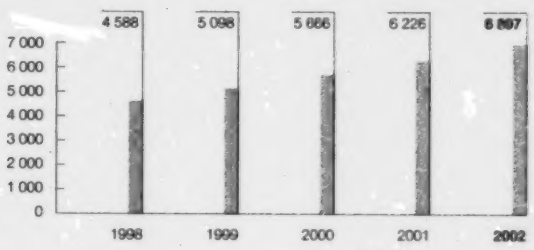


	1998	1999	2000	2001	2002
Actions ordinaires	303,4	303,4	331,2*	331,2*	**331,2***
Actions privilégiées	100,0	150,0	230,0	295,0	**295,0**
Bénéfices non répartis	103,7	130,4	222,6	297,1	**334,1**
Total de l'avoir de l'actionnaire	507,1	583,8	783,8	923,3	**960,3**

* Inclut un surplus d'apport de 27,8 millions de dollars

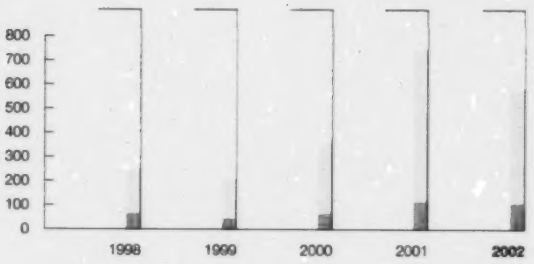
Total de l'actif

au 31 mars *(en millions de $)*



Valeur totale des projets financés par du capital de risque

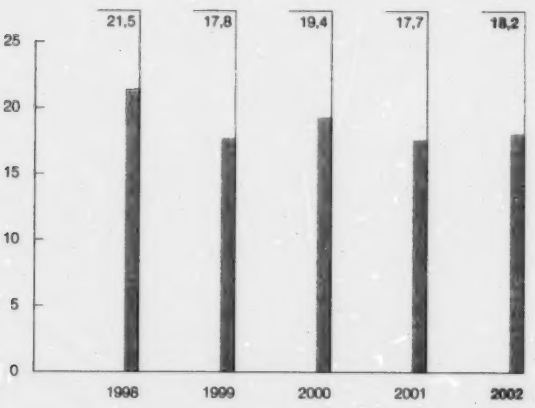
pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



	1998	1999	2000	2001	2002
Placements de capital de risque autorisés par la BDC	63	42	63	114	**106**
Investissement d'autres sources (estimation)	187	160	301	636	**472**
Total	250	202	364	750	**578**

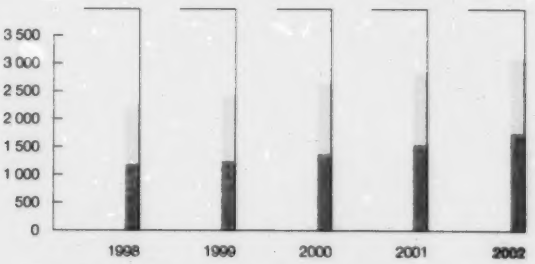
Groupe-conseil – Revenu provenant des activités

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



Valeur totale des projets financés par des activités de prêt

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



	1998	1999	2000	2001	2002
Activités de prêt autorisées par la BDC	1 172	1 230	1 372	1 538	**1 742**
Financement d'autres sources (estimation)	1 059	1 189	1 266	1 300	**1 358**
Total	2 231	2 419	2 638	2 838	**3 100**

Message du président du conseil

Au cours de la dernière année, mes fonctions de président du conseil d'administration de la BDC m'ont permis d'apprécier pleinement le rôle que joue la Banque auprès des PME canadiennes. La BDC est fière d'appuyer les entrepreneurs dans la réalisation de leurs rêves. Je suis dans le domaine bancaire depuis assez longtemps pour dire que malgré sa petite taille comparativement aux autres institutions financières canadiennes, la BDC remplit très efficacement son mandat de servir les PME, dont les besoins ne sont pas toujours comblés par les institutions financières traditionnelles.

Les chiffres indiqués dans le rapport annuel de l'exercice écoulé démontrent que la BDC a connu une croissance soutenue. Mais les chiffres ne disent pas tout. Ils ne disent rien sur le service fourni par la Banque et sur le fait qu'elle prend des risques accrus. Ils ne disent pas non plus qu'elle sert le marché des PME qui ont besoin de petits prêts et qu'elle s'emploie à financer les PME de la nouvelle économie.

Si la BDC est fière de servir le marché des PME qui ont besoin de petits prêts, elle est tout aussi fière de la croissance continue de ses activités de financement par capital de risque. En 1995, la BDC a engagé 44 millions de dollars aux fins de placements de capital de risque. Au terme de l'exercice écoulé, le montant engagé par la Banque au titre des placements de capital de risque atteignait 374 millions de dollars. La Banque gère maintenant des placements directs dans 145 entreprises et 85 placements dans 10 fonds spécialisés. Les placements directs de la BDC ont procuré un rendement de 26 % sur une période de dix ans, ce qui est un rendement vraiment remarquable.

Un aspect important du rôle du conseil d'administration consiste à protéger les ressources de la Banque. Je suis heureux de mentionner que la situation financière de la BDC est très saine. Au cours des trois dernières années, la Banque a augmenté ses réserves de façon continue au point où elles représentent maintenant au total près de 7 % de son portefeuille de prêts. Si un ralentissement économique se produit, la Banque disposera des ressources voulues pour maintenir son niveau d'activité actuel sans avoir à demander de fonds supplémentaires au gouvernement.

Le présent rapport annuel indique que la Banque a connu une très bonne année, ayant versé un dividende de 16,7 millions de dollars à l'exercice 2002, en hausse de 2,9 millions de dollars par rapport à celui versé à l'exercice 2001. Encore une fois, ces résultats sont conformes à l'objectif de la Banque que lui a fixé le Conseil du Trésor, soit d'obtenir un rendement au moins égal au coût à long terme des fonds du gouvernement.

Le Comité de régie du conseil d'administration a travaillé fort pour mieux servir l'actionnaire. En améliorant le fonctionnement du conseil d'administration, il a permis à celui-ci d'être plus efficace et plus apte à réagir. Nous respectons à la lettre la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les lignes directrices pertinentes établies par le Conseil du Trésor. Nous avons un conseil d'administration hors pair dont les membres possèdent une expérience très diversifiée pour avoir géré des entreprises de toutes tailles. La Banque tire profit de leur expérience. J'aimerais remercier les membres du conseil d'administration de leur contribution, tout particulièrement les administratrices sortantes M[mes] Cindy Sprague et Ann Cheryl Denny.

Plus je connais la BDC, plus je l'apprécie. Son personnel fait preuve d'un dévouement remarquable. Il a à cœur d'aider les PME. Les membres de la direction, dirigés par le président et chef de la direction, M. Michel Vennat, sont à la hauteur. Ils savent comment obtenir les résultats visés.

Contrairement à d'autres institutions financières, il y a deux choses qui comptent pour la BDC : obtenir de bons résultats financiers et jouer un rôle d'intérêt public important. La Banque fait très bonne figure sur ces deux plans. C'est un honneur pour moi d'être président de son conseil d'administration.

Le président du conseil,

Cedric E. Ritchie

Cedric E. Ritchie | Président du conseil

Message du président

Nous sommes très fiers des résultats de la BDC pour l'exercice écoulé, qui a été extrêmement difficile. Il y a eu les événements du 11 septembre. Il y a eu un ralentissement économique. Malgré ce contexte économique, les PME ont continué d'obtenir de bons résultats et la BDC a continué de les aider à réaliser leurs rêves. Contrairement à d'autres institutions financières, nous n'avons pas réduit nos activités de prêt à terme ni nos investissements en capital de risque, parce qu'il est encore plus important de remplir notre responsabilité de soutenir nos clients lorsque la conjoncture est plus difficile.

Notre priorité, c'est notre clientèle, et nous sommes fiers du fait que nos clients sont satisfaits du service que nous leur avons fourni dans une proportion de 90 %. Nous nous soucions d'eux. À la suite des attentats du 11 septembre, la BDC a offert à tous ses clients admissibles la possibilité de suspendre leurs remboursements de capital pendant quatre mois. Un client sur trois a profité de l'offre.

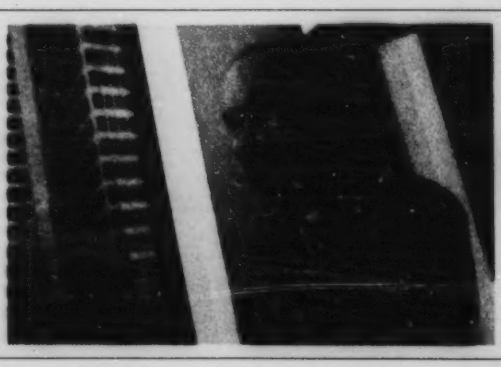
Les événements du 11 septembre nous ont aussi rappelé la nécessité de s'adapter à un monde en évolution constante, de plus en plus complexe et où règne une concurrence croissante. Innover n'est pas un cliché, c'est une nécessité. En tant que pays, nous devons acquérir le réflexe de voir les choses différemment, de regarder au-delà de ce qui est évident. En innovant, nous pourrons accroître notre efficience et notre productivité. L'initiative d'innovation du gouvernement du Canada est essentielle à la santé économique du pays, et la BDC continuera de jouer un rôle clé en autant que faire se peut.

Ce printemps, le Parlement du Canada a confirmé notre mandat et la pertinence du rôle de la Banque en tant qu'institution financière complémentaire. Durant les audiences parlementaires, les députés fédéraux ont vu jusqu'à quel point nous avons évolué depuis 1995, année où la nouvelle BDC a été créée. Depuis 1995, la Banque a fourni du financement à 30 000 PME canadiennes. Nos engagements de prêt totalisent 6,8 milliards de dollars, soit plus du double qu'en 1995. Nos engagements de capital de risque ont atteint 374 millions de dollars et le Groupe-conseil a participé à plus de 5 000 projets.

Nous sommes confiants que nous pouvons faire plus et il est clair que notre actionnaire est d'accord avec cela. En plus de renouveler notre mandat, le gouvernement du Canada a investi 65 millions de dollars de capital supplémentaire dans la Banque au cours de l'exercice 2001 afin qu'elle accroisse ses activités. Durant l'exercice écoulé, la Banque a versé un dividende record de 16,7 millions de dollars au gouvernement du Canada. Son bénéfice net de l'exercice 2002 s'établit à plus de 53 millions de dollars, ce qui est très bon compte tenu des événements qui ont marqué l'exercice. Même si les chiffres traduisent une croissance soutenue de nos services financiers, l'exercice écoulé a été une année difficile pour de nombreux investisseurs en capital de risque institutionnels. Nos résultats finaux en témoignent.

La Banque ne doit pas que réaliser des profits. Elle doit aussi, en tant que société d'État, jouer un rôle d'intérêt public, et elle joue ce rôle avec fierté et distinction. Nous sommes prêts à prendre des risques que d'autres institutions financières ne sont pas disposées à prendre. Nous continuons de soutenir les industries du savoir où la matière grise sert de garantie. Nous croyons en la nécessité d'aider les entreprises de technologie en démarrage. Nous soutenons les jeunes Canadiens et Canadiennes qui tentent de faire leur marque dans le monde des affaires au pays. Nous aidons les femmes entrepreneurs. Nous offrons aux entrepreneurs autochtones des services bancaires spécialisés.

Étant donné que plus de 40 % de nos clients emprunteurs sont situés dans les régions rurales du pays, nos décisions ne doivent pas être prises uniquement au siège social. Durant l'exercice écoulé, nous avons poursuivi la décentralisation de notre processus décisionnel. Nous croyons que les décisions de crédit qui sont prises à proximité des clients sont plus éclairées et nous agissons en conséquence. Au cours de l'exercice 2002, nous avons mis en œuvre un certain nombre de changements structurels grâce auxquels près de 95 % de nos décisions de crédit sont maintenant prises par nos gestionnaires locaux ou régionaux.



Michel Vennat | Président et chef de la direction

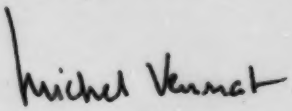
Message du président

Pendant l'exercice écoulé, j'ai rendu visite à des succursales et à des clients dans toutes les régions du pays. J'ai eu la chance d'entendre des clients parler avec enthousiasme de leur entreprise et cela est réconfortant. Ils ont tous une histoire à raconter à propos de ce qui les a amenés à créer leur entreprise et de la façon dont cela les a fait évoluer. Les entreprises qui réussissent le mieux sont celles qui innovent. Le présent rapport annuel parle de certaines d'entre elles, qui sont de beaux exemples de ce que les PME canadiennes peuvent accomplir. En janvier dernier, lors d'une visite au Cap-Breton, j'ai constaté ce qu'il est possible d'accomplir. Chose remarquable, après la fermeture des mines de charbon et de l'aciérie à Sydney, près de 3 000 habitants du Cap-Breton de plus que l'année précédente travaillaient. Les PME y sont encore une fois pour quelque chose.

À la BDC, nous croyons que l'on peut faire beaucoup plus. Nous devons donner l'exemple en innovant. Nous continuerons d'innover afin de répondre aux besoins de services financiers et de services de consultation en constante évolution des PME canadiennes. Nous continuerons de fournir un service à la clientèle efficace, personnalisé et de première qualité. Nous voulons faire croître notre portefeuille de prêts de manière à ce que sa valeur dépasse 8 milliards de dollars dans cinq ans. D'abord et avant tout, nous voulons que la Banque demeure commercialement responsable sans jamais négliger pour autant de remplir son mandat d'intérêt public. Nous continuerons de réaliser cela de façon productive. Notre ratio de productivité s'établit à 48 %, soit le meilleur dans notre secteur d'activité.

Pour terminer, je tiens à parler des membres du personnel de la BDC. Si la Banque obtient de bons résultats financiers et remplit son rôle d'intérêt public aussi bien qu'elle le fait, c'est grâce à ses employés dévoués. À titre de président de la BDC, je les remercie de permettre à la Banque de connaître autant de succès.

Le président et chef de la direction,



Michel Vennat

Objectifs généraux

Le tableau ci-dessous présente les objectifs généraux de la BDC pour l'exercice 2002 et les résultats obtenus par rapport aux objectifs de rendement visés. Les mesures du rendement représentent les principaux critères par rapport auxquels le rendement de la Banque a été mesuré durant l'exercice. Le tableau présente aussi les nouveaux objectifs généraux de la Banque pour l'exercice 2003, qui sont fondés sur la carte de pointage équilibré, dont les composantes sont : **clients, employés, viabilité financière et efficience.** Ces composantes ainsi que les priorités stratégiques et mesures prévues sont également présentées.

Objectifs généraux de l'entreprise	Résultats par rapport aux objectifs
Fournir un service à la clientèle de première qualité.	**Satisfaction de la clientèle :** **Résultat : 90 %** **Prévision : 86 %**
	– La réussite de la BDC repose largement sur les relations solides qu'elle entretient avec les PME à l'échelle du pays. – Suite aux événements du 11 septembre, la Banque a offert à ses clients admissibles la possibilité de suspendre leurs remboursements de capital. Cette offre spéciale et unique, dont un grand nombre de clients ont profité, a permis à ceux-ci de faire face à une conjoncture incertaine. Afin que la prestation de ses services soit la plus efficiente possible et de fournir une valeur ajoutée aux clients, la Banque a mis en œuvre de nouveaux processus de prêt et de développement des affaires durant l'exercice écoulé. – Grâce à ces initiatives et parce qu'elle s'est employée à répondre aux besoins du client, la Banque a obtenu de bons résultats pour l'exercice 2002.
	Engagement des employés : **Résultat : 75 %** **Prévision : 63 %**
	– L'objectif de la Banque de devenir un employeur de choix a été intégré à l'ensemble de la Banque au cours de l'exercice 2002 afin d'attirer et de retenir les ressources humaines dont elle a besoin pour servir les PME. – Un objectif de rendement modeste de 63 % a été fixé au titre de la mobilisation des employés. Or, le pourcentage d'employés mobilisés de la BDC a augmenté de 12 points de pourcentage au cours de l'exercice écoulé pour atteindre 75 %. – Le pourcentage d'employés mobilisés et l'amélioration à ce chapitre indiquent que la Banque est en bonne voie d'atteindre son objectif de devenir un des meilleurs employeurs au pays.

Objectifs généraux de l'entreprise	Objectifs de rendement et priorités stratégiques
Établir une relation unique et précieuse avec les PME canadiennes afin de soutenir leur création et leur croissance. – Cet objectif fait ressortir l'importance des **clients** de la BDC, les PME. Il consiste à améliorer la relation avec les clients en fournissant à ceux-ci une valeur ajoutée et en soutenant leur entreprise lorsque les choses vont bien et lorsqu'elle éprouve des difficultés.	**Satisfaction de la clientèle : 89 %** **Priorités stratégiques pour l'exercice 2003** – Fournir une valeur ajoutée aux clients. – Combler les lacunes du marché. – Rééquilibrer sa présence sur le marché et accroître son rayon d'action. – Aider les clients à traverser les périodes difficiles.
Favoriser une culture axée sur l'engagement, l'apprentissage et la croissance. – Cet objectif est fondé sur le fait que les **employés** de la BDC sont ce que la Banque a de plus précieux et que la satisfaction de la clientèle dépend d'abord et avant tout d'eux. C'est la raison pour laquelle la Banque s'est donné comme objectif de devenir un employeur de choix en tant que composante importante de son cadre de gestion des ressources humaines.	**Mobilisation des employés : 65 %** **Priorités stratégiques pour l'exercice 2003** – Accroître le leadership et les compétences en leadership. – Favoriser la communication ouverte et franche. – Promouvoir l'acquisition continue du savoir et le perfectionnement professionnel de la propre initiative des employés. – Tenir compte des différences des employés.

Ce genre de leadership et de marque de compréhension explique pourquoi la famille Dolan est un client de la Banque de développement du Canada et de ses prédécesseurs depuis 50 ans. La Banque l'a aidée à réaliser divers projets.

William Dolan
Directeur général | Canada Industrial Castings Ltd.
Saint John (Nouveau-Brunswick)

Il est rassurant qu'une banque comme la vôtre réagisse d'une façon positive à des événements majeurs et qu'elle travaille main dans la main avec ses clients.

Michel Turcot
Président | Les entreprises Michel Turcot Inc.
Boucherville (Québec)

Objectifs généraux

Objectifs généraux de l'entreprise	Résultats par rapport aux objectifs
Accroître l'aide aux PME canadiennes.	**Encours du portefeuille de prêts :** **Résultat : 6,1 milliards de dollars** **Prévision : 5,9 milliards de dollars** **Part des nouveaux prêts et placements de capital de risque détenue par les industries du savoir et les exportateurs :** **Résultat : 52 %** **Prévision : 48 %** – Le financement fourni par la Banque a répondu aux besoins de milliers de PME canadiennes au cours de l'exercice 2002 et a aidé celles-ci à accroître leur capacité d'innovation et de production. – Malgré un climat économique incertain, la BDC a enregistré une croissance de 13 % du montant net de ses prêts, ce qui a fait passer la valeur du portefeuille à 6,1 milliards de dollars. La Banque continue d'aider les entreprises en croissance rapide et de haute technologie qui font des affaires sur les marchés mondiaux. Plus de la moitié de tous les financements fournis au cours de l'exercice 2002 ont été consentis à ces entreprises innovatrices.
Transformer les activités du Groupe-conseil de la BDC de manière à ce qu'elles répondent aux besoins particuliers des PME et soient financièrement viables.	**Revenus provenant des activités :** **Résultat : 18,2 millions de dollars** **Prévision : 20 millions de dollars** – Afin de tenir compte des réalités de l'environnement d'aujourd'hui, le Groupe-conseil de la BDC joue un rôle amélioré en offrant davantage de services innovateurs : Évaluation du potentiel de croissance, programme Techno Stratégie, diagnostic de la pertinence des affaires électroniques et diagnostic de l'état de préparation aux affaires électroniques. – En raison du fait que le marché est plus limité et du ralentissement de l'économie, les revenus du Groupe-conseil, qui s'établissent à 18,2 millions de dollars, sont légèrement moindres que prévu, mais sont proches de ceux réalisés à l'exercice précédent.
Obtenir un rendement des capitaux propres au moins égal au coût à long terme des fonds du gouvernement et réaliser des profits qui permettront à la Banque d'accroître ses capitaux propres en prévision de sa croissance future.	**Rendement des capitaux propres :** **Résultat : 5,7 %** **Prévision : 6,1 %** **Taux de rendement interne (TRI) :** **Placements directs** **Placements totaux** **Résultat :** **26,1 %** **25,6 %** ***Prévision :** **25,0 %** **25,0 %** – Les rendements records obtenus au cours des exercices 2000 et 2001 étaient attribuables aux bons résultats du Groupe du capital de risque. Cette année, le rendement des capitaux propres est légèrement moindre que prévu, surtout à cause de la perte par le Groupe du capital de risque. Le Groupe des prêts a cependant obtenu de bons résultats, avec un bénéfice net de 80,4 millions de dollars pour l'exercice. – Au cours de l'exercice 2002, la Banque a modifié sa façon de calculer le TRI. La nouvelle méthode calcule le TRI du portefeuille d'investissements en tenant compte des flux de trésorerie avant les frais d'exploitation. Malgré le contexte difficile des premiers appels publics à l'épargne, la moyenne de la Banque pour 10 ans demeure bonne.
Optimiser l'efficience de l'exploitation et l'efficacité par rapport au coût.	**Ratio de productivité (frais d'exploitation et d'administration en pourcentage du revenu net d'intérêts) :** **Résultat : 48 %** **Prévision : 53 %** – Durant l'exercice écoulé, la Banque a mis en œuvre de nouveaux processus de prêt et de développement des affaires destinés à optimaliser la prestation de ses services et à fournir une valeur ajoutée au client. L'efficience et la souplesse qui ont découlé de la rationalisation des processus favorisent la connaissance du marché local et ont permis d'obtenir de bons résultats au chapitre de la satisfaction de la clientèle et de la productivité.

* La Banque vise à obtenir un TRI à long terme de 25,0 % sur ses placements.

La force de la volonté

Lorsqu'ils sont allés au Viêtnam en 1997 pour y adopter un enfant, Chantal Parent, conseillère principale, Mise en valeur de l'effectif, et son mari ont décidé qu'ils avaient « le pouvoir et le devoir » de contribuer à réduire les disparités entre les Nord-Américains et les Vietnamiens. À leur retour, ils ont organisé des collectes de jouets et de vêtements pour les orphelins, participé à des campagnes de financement et commencé à parrainer une adolescente vietnamienne sans toit ni famille.

Objectifs généraux

Objectifs généraux de l'entreprise	Objectifs de rendement et priorités stratégiques
Obtenir une rentabilité suffisante pour croître tout en remplissant son mandat d'intérêt public. – Cet objectif, qui porte sur la **viabilité financière** de la Banque, a pour objet de s'assurer que la Banque remplit son mandat d'intérêt public tout en continuant d'être suffisamment rentable pour assurer sa croissance future.	**Encours du portefeuille de prêts : 6,5 milliards de dollars** **Part des nouveaux financements (prêts et placements de capital de risque) détenue par les industries du savoir et les exportateurs : 51 %** **Revenus provenant des services de consultation : 19 millions de dollars** **Priorités stratégiques pour l'exercice 2003** – Accroître le financement fourni en offrant des solutions qui soutiennent l'innovation et la productivité. – Transformer le portefeuille tout en continuant de soutenir les secteurs d'activité traditionnels. – Faire croître les entreprises fondées sur le savoir qui en sont à leurs débuts et les PME en croissance rapide en leur fournissant du capital de risque et du financement subordonné afin de stimuler la capacité d'innover du Canada. – Aider à gérer et à faire croître les PME en leur fournissant des services de consultation.
Obtenir un rendement des capitaux propres au moins égal au coût à long terme des fonds du gouvernement.	**Rendement des capitaux propres : 5,5 %** ***Taux de rendement interne (TRI) :** **Placements directs : 25,0 %** **Placements totaux : 25,0 %** **Priorités stratégiques pour l'exercice 2003** – Faire croître les entreprises fondées sur le savoir qui en sont à leurs débuts et les PME en croissance rapide en leur fournissant du capital de risque et du financement subordonné afin de stimuler la capacité d'innover du Canada. – Mettre l'accent sur les investissements dans les entreprises de haute technologie de plus petite taille et sur la commercialisation du fruit de la recherche universitaire. – Se concentrer sur les transactions de 250 000 $ à 3 000 000 $ qui complètent le financement subordonné fourni par d'autres. – Mettre en œuvre une nouvelle organisation du travail et s'efforcer d'améliorer l'efficience des centres de l'entrepreneurship.
Établir des processus efficaces et efficients destinés à soutenir la connaissance du marché local. – Cet objectif a pour objet de s'assurer que la Banque vise l'**efficience** afin de soutenir sa connaissance du marché local.	**Ratio de productivité : 51 %** **Priorités stratégiques pour l'exercice 2003** – Améliorer et rationaliser les processus internes afin de connaître le marché local. – Utiliser la technologie de façon efficiente afin de soutenir la prestation uniformisée du service. – Améliorer la gestion intégrée des risques et la gestion du risque du portefeuille.

Les clients de la BDC ont été satisfaits du service reçu dans une proportion de

90 %

De bonnes notes pour le service

Au cours de l'exercice 2002, les clients de la BDC ont été satisfaits du service reçu de la Banque dans une proportion de 90 %, un pourcentage record. L'augmentation de 2 % par rapport au pourcentage obtenu l'année précédente prouve que la BDC ne s'est pas trompée en faisant évoluer ses services de manière à mieux servir les PME canadiennes.

Évoluer encore et toujours pour répondre aux besoins des clients

La Banque de développement du Canada est une institution financière unique qui fournit aux PME du financement à risque élevé, des prêts remboursables selon des modalités souples ainsi que des services de consultation abordables. À l'instar de quelques institutions financières qui offrent du financement à long terme, la BDC joue un rôle essentiel en complétant les services offerts par les institutions financières commerciales.

Au cours de l'exercice 2002, la Banque a servi plus de 20 000 PME canadiennes. Avec ses 1 200 employés et un réseau pancanadien de plus de 80 succursales, la Banque continue de fournir des services adaptés aux besoins uniques des PME pour appuyer leur prédémarrage, leur développement et leur expansion pour soutenir leurs initiatives stratégiques afin de maximiser l'innovation et la productivité.

Toujours à l'écoute des besoins de ses clients, la Banque adapte régulièrement ses produits et ses solutions de gestion de manière à ce qu'ils répondent aux exigences changeantes du marché, et surveille les tendances de l'industrie à cette fin. Peu importe la conjoncture économique, la BDC est toujours là pour soutenir l'essor des PME.

Au cours de l'exercice 2002, l'une des priorités clés de la BDC consistait à améliorer son efficacité opérationnelle pour répondre mieux et toujours plus rapidement aux besoins des PME.

Dans cette optique, la BDC a effectué durant toute la période du dernier exercice financier un important travail de révision de ses processus d'affaires qui lui permet de demeurer proche de ses clients afin de mieux les servir. Pour rendre plus efficace et rapide le développement des affaires, l'autorisation et le déboursement de prêts, les différentes étapes consacrées à ce processus ont été simplifiées. En rationalisant ses méthodes administratives, la Banque vise à réduire le délai de traitement des prêts et à améliorer la satisfaction de la clientèle. De façon concrète, cette initiative permettra de réduire le délai d'autorisation des prêts de 50 % et le délai de déboursement des prêts de 25 %.

La Banque a poursuivi le processus de décentralisation visant à établir les centres de décision à proximité des clients. Près de 95 % des décisions en matière de crédit se prennent maintenant à l'échelon régional, en tenant compte des réalités économiques locales. En effet, le portefeuille d'activités de prêt de la Banque affiche une forte concentration dans les régions rurales.

Cette décentralisation permet à la Banque de mieux répondre aux besoins locaux. L'organisation du travail a aussi été restructurée à partir des équipes composées de directeurs de comptes chargés du développement des affaires, de l'administration des portefeuilles et de la rédaction des prêts.

De plus, les 19 centres de l'entrepreneurship ont répondu, au cours des ans, aux demandes de financement de 250 000 $ et moins.

Ces efforts constants ont permis d'accroître l'efficience des opérations de la Banque comme en témoigne le ratio de productivité — une mesure de l'efficacité opérationnelle — qui est passé de 60 % en 1995 à 48 % en 2002.

La BDC est à l'avant-garde pour ce qui est de reconnaître les besoins des PME et d'y répondre au moyen de solutions personnalisées, souples et innovatrices. Suite aux tragiques événements du 11 septembre, la Banque a offert à tous ses clients de proroger leurs remboursements de capital pendant quatre mois à compter du 1er octobre, donnant ainsi aux PME une chance de se remettre à flot et d'établir des plans d'avenir. Dans l'ensemble du pays, c'est 35 % des clients admissibles de la BDC qui se sont prévalus de ce programme de prorogation.

La satisfaction de la clientèle À la BDC, le service à la clientèle a toujours été une priorité. C'est pourquoi nous évaluons avec intérêt les résultats du sondage sur la satisfaction de la clientèle que nous menons chaque année, puisqu'ils représentent un bon indicateur de l'efficacité avec laquelle la Banque répond aux besoins de ses clients. Pour l'exercice 2002, 90 % des clients se sont dits satisfaits du service qu'ils ont reçu de la Banque, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent.

Un acte de bonté

Lorsque Elizabeth Humber, agente, Service à la clientèle, a entendu parler d'une station de radio de Halifax qui remplit des autobus de denrées non périssables destinées à des banques alimentaires locales, elle a organisé, avec l'aide de ses collègues, un concours pour les participants. Grâce en grande partie à leurs efforts, la collecte a permis de recueillir suffisamment de denrées pour remplir sept autobus.

Une banque axée sur le client exige du personnel engagé

La réussite de la Banque est certainement attribuable à la qualité de son effectif, et les employés de la BDC font preuve d'un dévouement indéfectible envers elle et ses clients. En offrant divers programmes qui permettent de reconnaître la contribution de ses employés, la BDC continue de renforcer son engagement à devenir un employeur de choix. Un sondage a d'ailleurs confirmé le dévouement du personnel, dont l'engagement à l'égard de la Banque a atteint 75 %.

La Banque croit que des employés formés et motivés, qui investissent continuellement dans leur développement personnel fournissent le meilleur service à la clientèle, c'est pourquoi elle a investi près de 5 millions de dollars dans la formation et a lancé le Centre d'apprentissage de la BDC, un programme d'éducation continue en ligne.

Répondre aux besoins des marchés en développement

La Banque a continué de soutenir les entrepreneurs autochtones, les femmes entrepreneurs et les jeunes entrepreneurs. La BDC organise et parraine également une foule d'activités destinées aux PME afin de soutenir les secteurs en croissance de l'économie canadienne.

Services bancaires aux Autochtones Pour répondre aux besoins des entrepreneurs autochtones, la BDC a élaboré des stratégies de création d'entreprises, et des produits et services financiers pour les entreprises innovatrices. La BDC continuera de travailler avec les écoles, les collectivités et les autres organismes intéressés dans un effort collectif visant à promouvoir le développement économique des Autochtones.

L'équipe des Services bancaires aux Autochtones a été élargie afin qu'elle augmente le nombre d'entreprises autochtones à l'échelle nationale conformément à l'engagement continu de la BDC de répondre aux besoins des entrepreneurs autochtones. L'équipe fournit des services bancaires aux Autochtones. Un membre de l'équipe est responsable du Fonds de développement des entreprises autochtones (FDEA) destiné à accorder des prêts pour aider les Autochtones à réaliser leur rêve de devenir propriétaire d'entreprises.

Dans le cadre d'un projet pilote, la BDC, en association avec la North Central Communities Futures Corporation, offre un crédit d'entraide à plusieurs collectivités des Premières nations situées dans le nord du Manitoba.

Le Groupe-conseil de la BDC a accompagné la Première nation Membertou de Sydney en Nouvelle-Écosse dans sa démarche pour devenir le premier gouvernement autochtone en Amérique du Nord à obtenir la certification ISO.

Pour promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes Autochtones et les aider à acquérir des compétences en affaires, la BDC a lancé en 2001 une nouvelle initiative axée sur les affaires : le concours de plan d'affaires pour les jeunes Autochtones E-Spirit. Quelque 300 étudiants représentant 70 équipes et 45 écoles à l'échelle du pays ont participé au succès de cette première année. Ce concours s'adresse aux jeunes Autochtones qui étudient en secondaire III, IV et V. Le concours porte sur la première étape très importante du processus de création d'une entreprise : la préparation du plan d'affaires.

Aider les femmes entrepreneurs à étendre leurs activités à l'échelle internationale Les femmes entrepreneurs constituent un autre marché cible de la BDC. Les entreprises qui appartiennent à des femmes représentent un segment en croissance rapide et important du secteur des PME.

Afin d'aider les entrepreneures à relever de nouveaux défis que présente le marché mondial, la BDC a élaboré un certain nombre de programmes, dont des comités internes chargés de s'occuper des dossiers d'affaires des femmes.

En mettant sur pied les équipes Bizlink dans les succursales, la Banque offre aux femmes entrepreneurs des occasions de réseautage à l'échelle régionale.

Plus de 1 200 employés

80 succursales

20 000 PME canadiennes

Chiffres à l'appui

Les 1 200 employés de la BDC qui travaillent dans plus de 80 succursales à l'échelle du pays ont fourni des solutions de financement et des services de consultation à plus de 20 000 PME canadiennes. Un grand nombre de ces solutions et services étaient axés sur l'innovation et la productivité.

La Banque est aussi le commanditaire-fondateur de la première section canadienne de la Women Presidents' Organization (WPO), qui permet aux femmes chefs d'entreprise de promouvoir leur entreprise à l'étranger.

Avec les études qui démontrent que l'accès au capital demeure un défi important pour les femmes entrepreneurs, la BDC a tenu le premier d'une série de sommets sur la santé financière pour les aider à améliorer leurs connaissances en matière de financement.

Par ailleurs, le programme Passeport vers la croissance mondiale de la BDC démontre les avantages de la mondialisation et présente aux entrepreneures des façons de pénétrer efficacement les marchés mondiaux.

Hommage à l'entrepreneurship à l'échelle du pays

Depuis maintenant 23 ans, la BDC organise la Semaine de la PME[MD] qui célèbre l'entrepreneurship au Canada en soulignant les réalisations des PME. En 2001, *Le pouvoir de l'innovation au cœur de la croissance des PME* a été le thème principal, et quelque 25 000 personnes ont participé aux 300 activités organisées dans le cadre de cette Semaine.

La remise des Prix aux jeunes entrepreneurs de la BDC constitue l'un des points saillants de la Semaine de la PME[MD]. Année après année, cette cérémonie rend hommage à de talentueux jeunes entrepreneurs de moins de 30 ans, choisis en raison de leur initiative et de leurs réussites. Les lauréats et lauréates sont jumelés à des personnalités du monde des affaires de leur province ou de leur territoire, qui leur servent de mentors pendant un an. Les mentors, qui agissent à titre de conseillers, aident les lauréats et les lauréates à aiguiser leur sens des affaires, à élargir leur réseau de contacts et à relever de nouveaux défis. L'une des 13 entreprises gagnantes reçoit aussi le Prix du mérite à l'exportation, qui est remis par Exportation et Développement Canada à l'entreprise qui a le mieux réussi à ouvrir des marchés internationaux.

Ryan Kalt, fondateur de NuMedia Internet, gagnant du Prix du mérite à l'exportation

Aller au-devant des PME Afin d'aider nos clients à composer avec un environnement économique changeant, le Groupe-conseil de la BDC a conçu un diagnostic d'entreprise qui permet d'évaluer la vulnérabilité d'une PME et d'établir un plan d'action. De plus, le Groupe-conseil a organisé dans une vingtaine de villes à travers le pays des forums de discussions d'affaires, où économistes et experts de différentes sphères du monde des affaires ont échangé avec plus de 1 500 clients de la Banque pour mettre en perspective les défis de l'économie et en gérer efficacement les impacts.

Avec l'aide de cabinets de comptables canadiens, le Groupe-conseil a développé et mis en place un service permettant aux entrepreneurs de mieux comprendre le programme de crédit d'impôts du gouvernement fédéral et d'obtenir les crédits d'impôts pour la R et D pour lesquels ils sont admissibles.

Par l'intermédiaire de la succursale virtuelle, BDC Connex[MD], les PME peuvent accéder en ligne à l'éventail des produits financiers de la Banque. Grâce à des moyens technologiques plus rapides et efficaces, les entrepreneurs peuvent se procurer le financement dont ils ont besoin. De plus, le site Web de la BDC est une bibliothèque virtuelle complète qui est utile aux nouveaux entrepreneurs et aux plus expérimentés. Les PME y trouvent aussi des outils conçus pour les aider à évaluer leurs compétences et la faisabilité de leurs projets.

« *L'aide que vous nous avez proposée, en offrant de proroger nos remboursements de capital à la suite des événements tragiques qui sont survenus, mérite d'être mentionnée. C'est pour des raisons comme celle-là que Indexable a choisi de faire affaire avec la BDC.* »

Karen Maloney
Contrôleuse | Indexable Cutting Tools of Canada Limited
Welland (Ontario)

« *Je désire mentionner que la BDC a fait preuve de beaucoup d'intuition en pensant que des clients pourraient avoir besoin d'aide en cette période d'incertitude et en offrant rapidement de l'aide. Nous avons toujours été impressionnés par la loyauté de la BDC envers ses clients.* »

Judy Cornell
Copropriétaire | Inverness Falls Resort and War Eagle Lake Lodge | Whitesshell Provincial Park (Manitoba)

Répondre aux besoins des marchés de l'Ouest Dans le but d'accroître son rayon d'action afin de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de PME à travers le pays, la BDC a mis en place une stratégie de croissance pour l'Alberta. La Banque a notamment élargi son réseau en ouvrant deux nouvelles succursales à Calgary et à Edmonton pour mieux servir ce marché. Cette stratégie fait en sorte que la présence de la BDC reflétera plus fidèlement la nature de l'économie canadienne.

Au service de la collectivité Depuis des années, la BDC fait preuve d'un engagement social important en lançant des initiatives opportunes et respectées comme *Grandir avec toi.* Par l'intermédiaire de ce programme pancanadien de participation communautaire, la Banque soutient des équipes et des manifestations sportives locales auxquelles participent des jeunes. En encourageant des équipes de jeunes athlètes qui se consacrent à des disciplines telles que le ski alpin, le hockey, l'équitation, la natation et le soccer, la BDC met son leadership au service de la collectivité.

De plus, des employés de la BDC consacrent des heures de loisirs et de l'énergie à des projets et des activités communautaires.

Alliances stratégiques En tant qu'institution financière complémentaire, la BDC établit des alliances qui lui permettent de mieux servir les PME. Jusqu'à ce jour, la Banque a contracté de nombreuses alliances stratégiques avec des partenaires comme des banques à charte, des fonds d'investissement en capital de risque, des ministères et des sociétés d'État. La BDC a maintenu des alliances, entre autres, avec la Banque Laurentienne du Canada, la Banque Nationale du Canada et l'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec.

Le Groupe-conseil de la BDC a également établi des partenariats avec Développement économique Canada pour les régions du Québec, avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) et Initiative fédérale de développement économique du nord de l'Ontario (FedNor) à l'appui de son programme *e-strat,* ainsi qu'avec le Conseil national de recherches du Canada à l'appui de son programme Techno Stratégie.

Dans le cadre du programme Étudiants bien branchés (EBB), la Banque s'est associée avec Industrie Canada. Ce programme a été créé pour favoriser l'emploi chez les jeunes et fournir des services de formation sur Internet et sur le commerce électronique à des prix abordables aux PME.

En collaboration avec Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, la BDC offre des programmes de financement destinés aux PME franco-manitobaines et aux PME de l'industrie du savoir.

La BDC a conclu un accord distinct avec Financement agricole Canada pour venir en aide à des PME de l'agroalimentaire, et s'est associée avec l'APECA, avec le Forest Renewal BC et le Conseil national de recherches du Canada.

S'investir avec coeur et conviction

Pierre Champagne, directeur de succursale, se préoccupe du sort de ses semblables bien au-delà des frontières de la ville de Trois-Rivières, où il vit. Il y a 15 ans, il a joint les rangs d'Amnistie Internationale, un organisme qui défend les droits de la personne en militant en faveur de la libération des prisonniers d'opinion partout dans le monde. Sa rencontre avec un ancien prisonnier qu'il a aidé à faire libérer a renforcé son engagement envers l'organisme. « Cette rencontre m'a convaincu de l'utilité de notre rôle », de dire Pierre.

Déterminée à aider les PME canadiennes à être le moteur de la croissance, la BDC a continué de fournir, au cours de l'exercice 2002, des services adaptés aux besoins uniques des entrepreneurs et axés surtout sur l'accroissement de la productivité et l'innovation.

La Banque a servi plus de 20 000 PME canadiennes. Un grand nombre de solutions et services fournis sont axés sur l'accroissement de la productivité et l'innovation, parce que les entreprises canadiennes doivent se concentrer sur l'amélioration de leur productivité pour demeurer compétitives sur le marché mondial et contribuer à la prospérité du pays.

Prêts

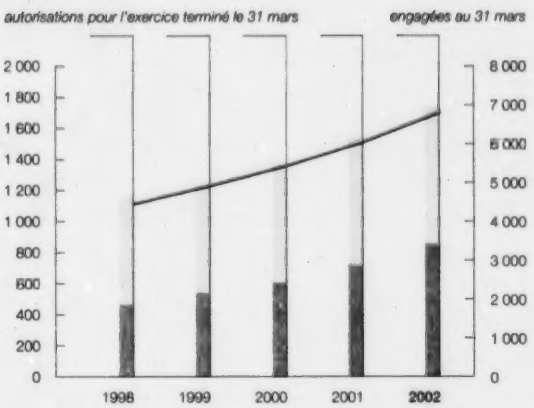
La BDC n'offre pas du financement « universel », mais plutôt une vaste gamme de produits financiers adaptés aux besoins des entrepreneurs. Toutes les entreprises, de la plus petite micro-entreprise à la moyenne entreprise en plein essor, peuvent trouver à la Banque des solutions de financement qui leur conviennent parfaitement. Les prêts de la BDC sont personnalisés afin de soutenir l'innovation et la croissance à toutes les étapes du développement d'une entreprise.

Les activités de prêt autorisées ont atteint 1 742 millions de dollars au cours de l'exercice 2002, ce qui représente une augmentation de 13 % par rapport à l'exercice précédent. Neuf pour cent de cette augmentation est attribuable aux industries fondées sur le savoir (IFS) et aux exportateurs et 4 %, aux autres secteurs. Les prêts autorisés en faveur des entreprises fondées sur le savoir et des exportateurs ont augmenté de 135 millions de dollars pour l'exercice 2002, passant de 720 millions de dollars à 855 millions de dollars. Ces entreprises de la nouvelle économie ont profité de 49 % des activités de prêt totales, soit 2 % de plus qu'à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2002, l'engagement total au titre des activités de prêt s'était accru de plus de 770 millions de dollars, passant de 6 057 millions de dollars à 6 827 millions de dollars.

Total des activités de prêt

(en millions de $)



	1998	1999	2000	2001	2002
Autorisées aux IFS et aux exportateurs	465	540	609	720	**855**
Autorisées aux autres secteurs	707	690	763	818	**887**
Total des activités de prêt autorisées	1 172	1 230	1 372	1 538	**1 742**
Total des activités de prêt engagées	4 461	4 933	5 446	6 057	**6 827**

Répartition des clients par région — Activités de prêt

au 31 mars 2002

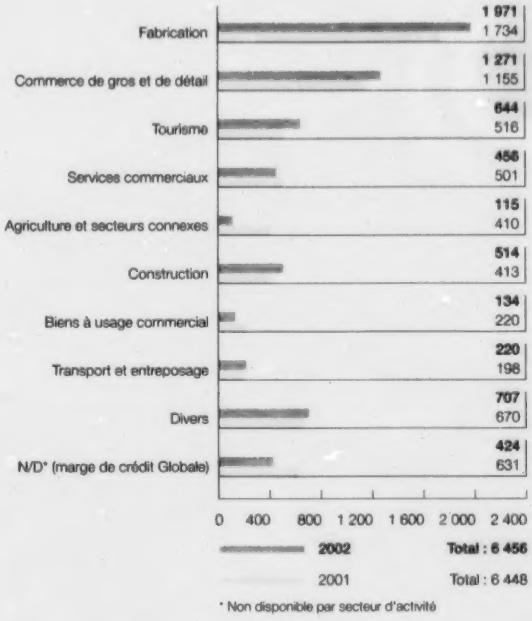
1	Provinces de l'Atlantique	13 %
2	Québec	33 %
3	Ontario	30 %
4	Prairies, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	12 %
5	Colombie-Britannique et Yukon	12 %

Prêts aux étudiants entrepreneurs

Depuis de nombreuses années, la BDC s'associe avec Développement des ressources humaines Canada (DRHC) pour aider des étudiants à créer et à lancer une entreprise pendant l'été grâce au programme Prêts aux étudiants entrepreneurs. Financé par DRHC et administré par la BDC, le programme, qui fournit des prêts sans intérêt, s'adresse aux étudiants et étudiantes à plein temps qui sont âgés d'au moins 15 ans. Dans le cadre de ce programme, de nombreux jeunes peuvent ainsi se familiariser avec les rudiments de l'exploitation d'une entreprise et se préparer à devenir les futurs entrepreneurs du pays.

Activités de prêt autorisées — Répartition par secteur d'activité

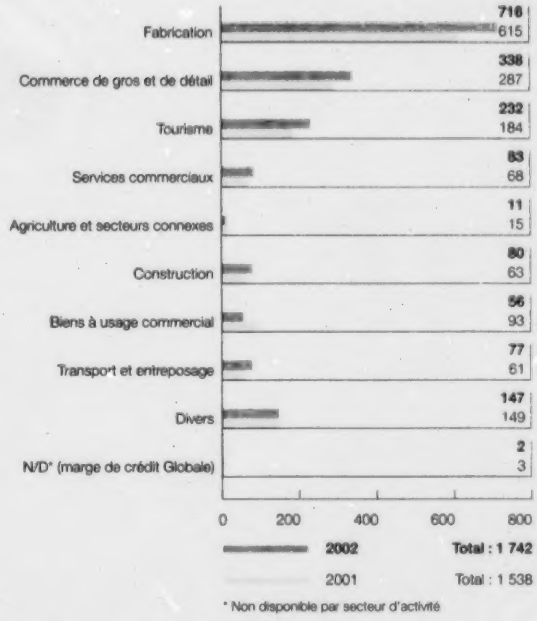
pour l'exercice terminé le 31 mars *(nombre)*



* Non disponible par secteur d'activité

Activités de prêt autorisées — Répartition par secteur d'activité

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



* Non disponible par secteur d'activité

Engagement envers les clients — Activités de prêt — Répartition par province ou territoire

au 31 mars

	2002 Nombre de clients	2002 Montant (en millions de $)	2001 Nombre de clients	2001 Montant (en millions de $)
Terre-Neuve et Labrador	**977**	**240**	916	202
Île-du-Prince-Édouard	**157**	**45**	157	49
Nouvelle-Écosse	**636**	**141**	618	127
Nouveau-Brunswick	**901**	**256**	902	232
Québec	**7 037**	**2 739**	6 564	2 472
Ontario	**6 234**	**2 114**	5 624	1 742
Manitoba	**496**	**107**	502	103
Saskatchewan	**553**	**117**	576	116
Alberta	**1 334**	**412**	1 249	356
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**75**	**29**	84	30
Colombie-Britannique	**2 360**	**604**	2 442	601
Yukon	**101**	**23**	119	27
Total	**20 861**	**6 827**	19 753	6 057

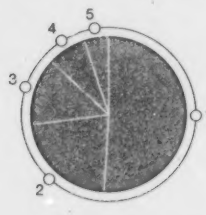
Une affaire de famille

Servir des repas aux sans-abri au Good Shepherd Centre de Toronto est une affaire de famille pour François Viau, directeur, Groupe-conseil de la BDC, son épouse, ses enfants et ses beaux-parents. C'est un des nombreux travaux bénévoles qu'ils accomplissent pour la paroisse Saint-Louis-de-France et des œuvres de bienfaisance comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul. « C'est une bonne chose, surtout pour mes enfants, de rencontrer des gens qui ne sont pas aussi chanceux que nous dans la vie », de dire François.

Répondre aux besoins des plus petites entreprises

La BDC fait preuve d'un engagement indéfectible envers les PME, comme en témoignent ses résultats de l'exercice 2002. Au cours de l'exercice écoulé, la valeur de ses activités de prêt autorisées a augmenté de 13 % pour atteindre plus de 1,7 milliard de dollars. En tenant compte des autorisations de marge de crédit Globale[MD], 73 % des activités de prêt de la Banque portaient sur des sommes de 250 000 $ ou moins — et plus de la moitié représentaient des montants de 100 000 $ ou moins.

Activités de prêt autorisées selon le montant



pour l'exercice terminé le 31 mars 2002

1	100 000 $ ou moins	51 %
2	Plus de 100 000 $ à 250 000 $	22 %
3	Plus de 250 000 $ à 500 000 $	14 %
4	Plus de 500 000 $ à 1 000 000 $	8 %
5	Plus de 1 000 000 $	5 %

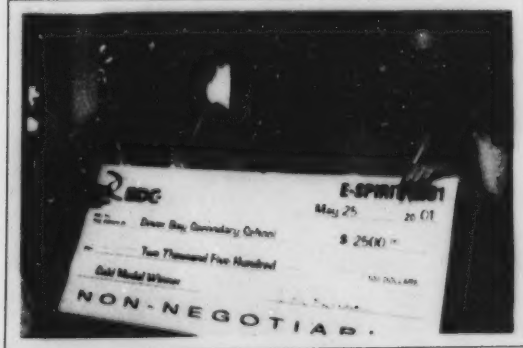
Prêt Productivité Plus Afin de renforcer son rôle qui consiste à aider les PME à accroître leur productivité, la Banque s'est employée à promouvoir davantage son prêt Productivité Plus, qui a pour objet d'aider les entreprises de fabrication solides et axées sur l'exportation à se procurer du matériel à la fine pointe de la technologie. En plus du financement couvrant la totalité du prix d'achat du matériel et de l'outillage, une PME peut obtenir 25 % de financement supplémentaire pour payer les frais d'installation et d'assemblage du matériel acheté, et les frais de formation engagés pour apprendre aux employés à l'utiliser. Les prêts varient généralement de 50 000 $ à 5 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2002, la BDC a accordé près de 250 prêts Productivité Plus d'une valeur totale de 85 millions de dollars.

Financement à l'innovation La BDC a commencé à offrir du Financement à l'innovation au cours de l'exercice 2000 aux entrepreneurs qui veulent faire croître leur entreprise, mener des activités de R et D, ouvrir de nouveaux marchés d'exportation ou adopter des solutions de gestion de la qualité. La Banque peut fournir jusqu'à 250 000 $ de Financement à l'innovation pour le fonds de roulement. Au cours de l'exercice 2002, la BDC a accordé au-delà de 430 prêts d'une valeur totale de 48 millions de dollars, une augmentation considérable de plus de 100 prêts par rapport à l'exercice 2001.

Centres de l'entrepreneurship Les PME se tournent vers les centres de l'entrepreneurship de la BDC pour obtenir des solutions en matière de financement. Ces centres s'occupent exclusivement des besoins particuliers des micro-entreprises et peuvent accorder des prêts jusqu'à concurrence de 250 000 $.

Pour améliorer le service dont profitent ces petites entreprises, la BDC a augmenté le nombre de ses centres de l'entrepreneurship. Les 19 centres de la BDC, qui ciblent les entreprises en démarrage et les entreprises en croissance appartenant principalement aux secteurs du savoir et de la fabrication, ont connu une forte croissance de leurs activités. Comparativement à l'exercice précédent, la valeur de leurs activités de prêt a grimpé de 70 %, passant de 58 millions de dollars à 99 millions de dollars pour l'exercice 2002.

De concert avec les centres de l'entrepreneurship, le Groupe-conseil de la BDC a continué de fournir des conseils éclairés à de jeunes entrepreneurs et à des micro-entreprises afin de favoriser leur réussite. Les services fournis par le Groupe-conseil de la BDC ont toute leur raison d'être, étant donné que la plupart des échecs d'entreprises en démarrage et de jeunes entreprises sont attribuables à un manque d'efficacité dans le domaine de la gestion.



Des entrepreneurs en herbe

Une nouvelle initiative de la BDC, le Concours de plans d'affaires pour les jeunes Autochtones E-Spirit, a permis à de jeunes Autochtones de 45 écoles secondaires canadiennes de se familiariser avec les affaires. Avec l'aide de mentors autochtones provenant du monde des affaires et en utilisant un ordinateur donné par la BDC à chaque école, 70 équipes de jeunes ont établi un plan d'affaires détaillé. Le premier prix a été décerné à After Shock, un magasin de cédéroms d'occasion et de musique proposé par l'école Dover Bay Secondary School de Nanaimo (Colombie-Britannique).

Le marché autochtone croissant La BDC a continué d'apporter sa contribution au marché autochtone par l'intermédiaire de ses Services bancaires aux Autochtones. Avec un total de 40 millions de dollars au 31 mars 2002, le montant engagé en faveur des entreprises autochtones dans le cadre des activités de prêt de la Banque représente une augmentation de plus de 55 % par rapport à il y a cinq ans.

Croissance des entreprises appartenant à des femmes Les femmes entrepreneurs sont un autre marché cible de la BDC. La Banque est consciente que les entreprises qui appartiennent à des femmes représentent un segment en croissance rapide et important du secteur des PME. Durant l'exercice 2002, plus de 1 300 activités de prêt de la BDC, d'une valeur totale de 300 millions de dollars, ont bénéficié à des entreprises détenues par des femmes. En fait, au 31 mars 2002, le total des activités de prêt engagées en faveur de femmes entrepreneurs dépassait 1,1 milliard de dollars, en hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent. La Banque continuera de travailler avec les femmes entrepreneurs, qui sont une force motrice de l'économie canadienne aussi bien en tant que propriétaires d'entreprises qu'en tant qu'employeurs.

Conformément à sa stratégie de prêt, la BDC fournit de l'aide financière aux micro-entreprises par l'intermédiaire de son Programme micro-entreprises et de son Programme de financement pour jeunes entrepreneurs. De plus, le programme Prêts aux étudiants entrepreneurs et la marge de crédit Globale[MD] sont tous deux disponibles en ligne par l'intermédiaire de BDC Connex[MD], la succursale virtuelle de la Banque.

Les affaires électroniques, une grande priorité de la Banque Les affaires électroniques sont devenues une priorité de la Banque, surtout parce qu'Internet peut permettre d'accroître considérablement la productivité des PME. La BDC a organisé des conférences destinées à sensibiliser les PME aux affaires électroniques, auxquelles ont assisté des milliers d'entrepreneurs. BDC Connex[MD], qui utilise le Web comme moyen de communication, continue d'être populaire auprès de la clientèle.

Financement subordonné

Le financement subordonné allie des caractéristiques du financement par emprunt et du financement par actions. Ce produit hybride aide les entreprises ayant dépassé l'étape du démarrage, qui ont besoin de soutien pour assurer leur croissance. Ces prêts sont entièrement subordonnés aux créances prioritaires des autres prêteurs.

La Banque agit comme prêteur complémentaire sur ce marché, où évoluent un petit nombre de prêteurs, en accordant une attention particulière aux entreprises exportatrices innovatrices en croissance rapide qui exercent leurs activités principalement dans le domaine de la fabrication et dont les besoins financiers ne peuvent être comblés par les solutions de financement traditionnelles. La BDC fournit surtout du financement de première ronde moins élevé que les autres prêteurs, assorti de modalités qui sont adaptées aux besoins particuliers des entreprises.

Pleins feux sur les femmes entrepreneurs

La BDC s'est occupée davantage des femmes entrepreneurs durant l'exercice 2002. La Banque est devenue un commanditaire-fondateur de la première section canadienne de la Women Presidents' Organization (WPO). Elle a lancé des programmes destinés à aider les femmes entrepreneurs à faire des affaires sur les marchés mondiaux et à améliorer leur sens des affaires. Elle a aussi établi des équipes qui rapprochent les femmes entrepreneurs et qui les soutiennent dans leurs efforts visant à faire croître leurs entreprises.

Par ailleurs, le Financement à l'innovation procure des prêts jusqu'à concurrence de 250 000 $ et est conçu pour aider les entreprises innovatrices à tirer profit de nouveaux marchés et de nouvelles technologies dans le contexte de la mondialisation. Le Financement à l'innovation aide les entreprises à s'adapter aux règles qui changent constamment, à concevoir des stratégies d'innovation et à mettre au point de nouveaux produits afin d'accroître leurs chances de réussite. En tenant compte des prêts à l'innovation, la BDC a approuvé plus de 500 transactions de financement subordonné totalisant 104 millions de dollars au cours de l'exercice 2002.

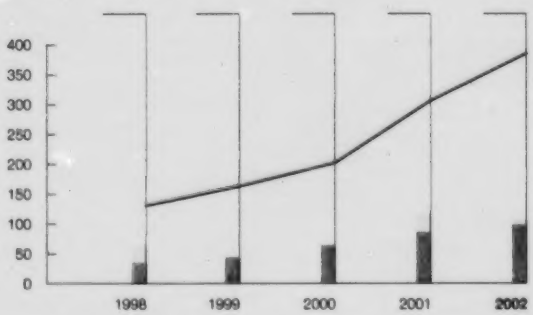
Capital de risque

Le Groupe du capital de risque de la BDC offre du financement de première ligne en investissant dans de nouvelles entreprises qui ont le potentiel nécessaire pour devenir des joueurs dominants sur le marché, particulièrement dans le secteur de la technologie de pointe. La Banque aide les nouvelles entreprises engagées dans des secteurs tels que les technologies médicales, les télécommunications, le commerce électronique, les logiciels, l'électronique et l'énergie, qui en sont à des stades très précoces de leur développement.

La Banque a connu une année record au cours de l'exercice 2002 sur le plan de ses activités de capital de risque. Le montant de capital de risque engagé par la BDC a atteint 374 millions de dollars à la fin de l'exercice écoulé, contre 296 millions de dollars un an plus tôt, une hausse de 26 %. Afin d'accroître l'accès de ses clients à du capital de risque et à des compétences supplémentaires, la BDC s'associe en outre à des co-investisseurs. Au cours de l'exercice 2002, les entreprises dans lesquelles la BDC a investi auraient ainsi obtenu environ 472 millions de dollars de plus provenant d'autres investisseurs, pour un montant total de 578 millions de dollars.

Activités de capital de risque

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



	1998	1999	2000	2001	2002
Placements directs autorisés	33	42	63	84	98
Autorisations au titre des fonds de capital de risque	30	0	0	30	8
Total autorisé	63	42	63	114	106
Total du capital de risque engagé au 31 mars	125	157	195	296	374

La BDC continue d'investir activement dans des entreprises fondées sur le savoir qui sont à une étape initiale de leur développement, du prédémarrage à l'expansion. Durant l'exercice 2002, la Banque a autorisé 63 placements de capital de risque totalisant 106 millions de dollars. De plus, au 31 mars 2002, 99 % du capital de risque engagé par la Banque l'était au profit d'entreprises fondées sur le savoir dont la plupart appartenaient aux secteurs de la biotechnologie, de la médecine, de la santé, de l'électronique, des communications et de l'informatique et des secteurs connexes.

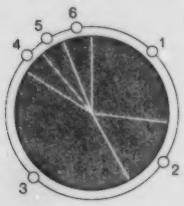
Être proche du client

À la BDC, personne ne connaît mieux les entrepreneurs d'une région donnée et leurs besoins que les employés qui habitent et travaillent dans la région en question. C'est pourquoi, à la BDC, les décisions sont prises à proximité du client. Les décisions de crédit de la Banque sont prises localement dans une proportion de près de 95 %, par des personnes qui connaissent très bien les réalités économiques de la région.

Les décisions de crédit de la Banque sont maintenant prises localement dans une proportion de près de

95 %

Clients ayant reçu du capital de risque
Répartition par secteur d'activité

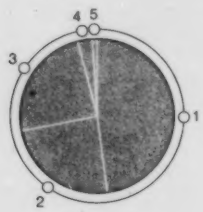


au 31 mars 2002

1	Biotechnologie / médecine / santé	27 %
2	Électronique	15 %
3	Communication et industries connexes à l'informatique	42 %
4	Secteur industriel	5 %
5	Autres secteurs	5 %
6	Fonds de capital de risque	6 %

Au cours de l'exercice 2002, 72 % des placements de capital de risque autorisés par la BDC ont été effectués au profit d'entreprises qui étaient à l'étape du prédémarrage, du démarrage ou du développement. Cela témoigne de l'engagement de la Banque à financer des entreprises très prometteuses, des entreprises qui en sont à leurs débuts ou des entreprises qui connaissent une croissance exponentielle.

Nombre de placements de capital de risque autorisés
Répartition par stade de développement



pour l'exercice terminé le 31 mars 2002

1	Démarrage / prédémarrage	48 %
2	Développement	24 %
3	Expansion	24 %
4	Redressement	3 %
5	Fonds de capital de risque	1 %

Groupe-conseil de la BDC

Par l'entremise de son réseau national de consultants du secteur privé, le Groupe-conseil de la BDC aide les entrepreneurs à évaluer, à planifier et à mettre en œuvre des stratégies gagnantes et innovatrices, surtout dans les domaines de la croissance, de la qualité, de l'exportation et des affaires électroniques.

Au cours de l'exercice 2002, le Groupe-conseil de la BDC a continué de répondre aux besoins en évolution des PME canadiennes en créant et en fournissant des services de consultation pratiques et à prix abordable, qui favorisent la productivité et la croissance des PME.

Durant l'exercice écoulé, le Groupe-conseil de la BDC a participé à plus de 5 000 projets avec l'aide de ses 110 employés et de son réseau national, qui compte quelque 350 consultants indépendants. Ses revenus pour l'exercice 2002 s'établissent à 18,2 millions de dollars, soit une hausse des revenus légèrement supérieure par rapport à ceux de l'exercice précédent.

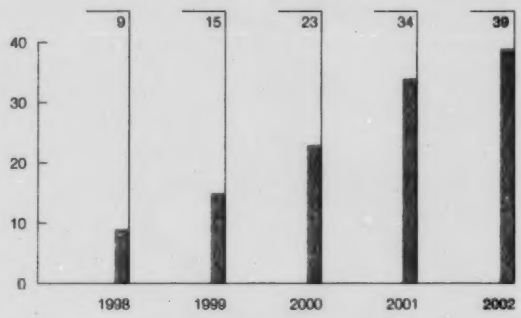
Les revenus tirés des services axés sur la croissance ont représenté 48 %, ceux provenant des services axés sur la gestion de la qualité, 27 %, ceux provenant des services axés sur l'exportation, 4 %, ceux provenant des services axés sur les affaires électroniques, 4 %, et ceux provenant des autres services, 17 %. Les chiffres pour l'exercice 2002 indiquent également que le pourcentage de clients acquis du Groupe-conseil de la BDC a atteint 39 %, comparativement à 34 % à l'exercice 2001. Cela indique que les clients sont très satisfaits de la qualité et de la pertinence des services du Groupe-conseil de la BDC, qui récoltent un taux de satisfaction de 81 %.

« *Votre offre de suspendre les remboursements de capital pendant quatre mois est un geste admirable qui vous fait honneur.* »

Andrew Nielsen-Pich
Président et chef de la direction | Woodstone Country Inn
Galiano Island (Colombie-Britannique)

Groupe-conseil — Clientèle acquise

pour l'exercice terminé le 31 mars *(pourcentage)*



Croissance L'Évaluation du potentiel de croissance (EPC), qui donne aux propriétaires de PME un aperçu des forces et des faiblesses de leur entreprise et de son potentiel de croissance dans divers domaines, y compris la productivité et les questions connexes, s'est révélée l'un des services les plus populaires du Groupe-conseil.

Qualité Le Groupe-conseil a continué de fournir des services de consultation destinés à améliorer la qualité des entreprises et, ce faisant, à aider celles-ci à obtenir des contrats internationaux. Jusqu'à ce jour, le Groupe-conseil de la BDC a fourni des services de cette nature à plus de 1 000 entreprises qui ont obtenu la certification ISO. L'adoption de la norme ISO 9000:2000, en janvier 2001, a amené rapidement le Groupe-conseil à offrir un nouveau service connexe. Pour compléter ce service, le Groupe-conseil offre la solution axée sur la qualité HACCP, qui s'adresse au secteur de l'agroalimentaire, et la solution ISO 14000, qui porte sur la gestion environnementale.

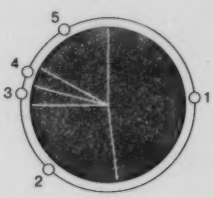
Exportation En plus d'offrir le programme destiné aux nouveaux exportateurs NEXPRO et des services d'étude de marché, le Groupe-conseil a revitalisé sa gamme de services dans le domaine de l'exportation en signant un nouvel accord avec le Forum pour la formation en commerce international (FITT). L'accord permet à la Banque d'utiliser le nouveau programme de formation à l'exportation du Forum et de l'adapter à ses clients.

Affaires électroniques Étant donné que les affaires électroniques sont en train de redéfinir rapidement la façon de faire des affaires, le Groupe-conseil en a fait un de ses objectifs au cours de l'exercice 2002. Le Groupe-conseil a lancé un programme *e-strat* destiné à aider les entrepreneurs à se doter de saines stratégies d'affaires électroniques. Il a en outre élaboré un outil de diagnostic concernant l'état de préparation aux affaires électroniques et un outil de diagnostic de la pertinence des affaires électroniques. Ces outils sont accessibles à partir du site Web de la Banque, ce qui permet aux entrepreneurs de faire eux-mêmes en ligne un diagnostic de la situation de leur entreprise.

Le Groupe-conseil a continué de répondre aux besoins des clients en utilisant une nouvelle structure décentralisée qui met l'accent sur le développement local de nouveaux produits et de services, une caractéristique distinctive du Groupe-conseil.

Groupe-conseil — Revenus par activité

pour l'exercice terminé le 31 mars 2002



1	Croissance	48 %
2	Qualité	27 %
3	Exportation	4 %
4	Affaires électroniques	4 %
5	Autres	17 %

Une maman sportive

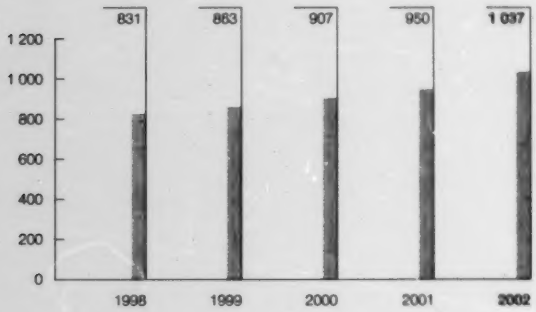
Melodie Woods, directrice, Groupe-conseil de la BDC à Edmonton, n'est pas seulement une maman qui entraîne une équipe de soccer dans sa communauté de Ponoka. Elle entraîne l'équipe de soccer dont fait partie son fils, mais aussi l'équipe de hockey mixte pour laquelle joue sa fille. « C'est important de préparer les jeunes à la vie et de les aider à avoir confiance en eux. J'aime mon rôle parce qu'il me permet de faire cela », de dire Melodie.

Excellents résultats dans le secteur touristique

Le tourisme arrive toujours au troisième rang des secteurs d'activités de prêt que la BDC soutient. Au cours de l'exercice 2002, la Banque a accordé des prêts totalisant 232 millions de dollars à des entreprises touristiques. Au 31 mars 2002, le montant total engagé en faveur de l'industrie touristique atteignait 1 037 millions de dollars, soit 87 millions de dollars de plus qu'un an auparavant. Le tourisme est l'une des industries qui croissent le plus rapidement au Canada et ailleurs dans le monde. Au fur et à mesure que cette industrie est devenue plus raffinée et plus innovatrice, la BDC a adapté son Fonds de développement des industries touristiques en conséquence.

Activités de prêt — Engagement envers l'industrie touristique

au 31 mars *(en millions de $)*



À la fine pointe

Les employés de la BDC possèdent les compétences de pointe nécessaires pour promouvoir la croissance des PME canadiennes. Et la Banque les appuie concrètement dans leurs démarches visant à tenir à jour leurs compétences. Durant l'exercice 2002, la Banque a consacré près de 5 millions de dollars à la formation et au perfectionnement de son personnel.

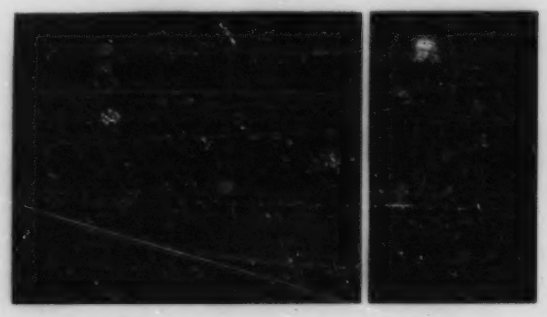
Près de **5 millions** de dollars à la formation et au perfectionnement de son personnel

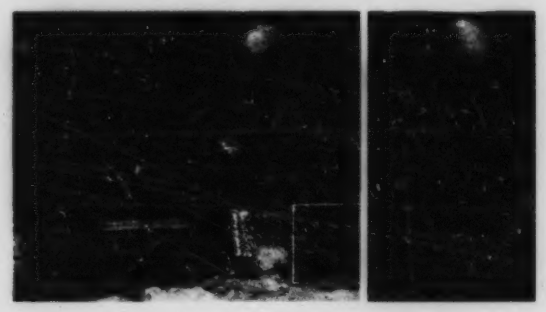
Les employés de la BDC

Les clients de la BDC font appel au savoir-faire et à l'aide de nos employés pour réaliser leurs projets d'innovation et de croissance. Et nos employés sont toujours à la hauteur et établissent avec eux des relations qui donnent des résultats. Ils ont à cœur de répondre aux besoins des clients et utilisent leurs compétences à la fine pointe pour aider les entrepreneurs canadiens à faire croître leurs entreprises.

1 **Brenda Irwin** | Directrice
Capital de risque, Vancouver et
Pierre Leduc | Président et chef de la direction de
NeuroStream Technologies Inc.

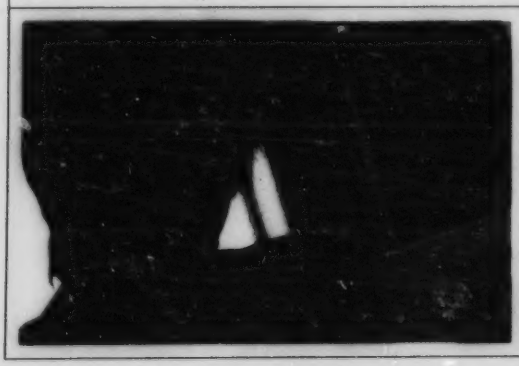
Grâce à ses compétences interpersonnelles et à son sens de l'organisation acquis lorsqu'elle était professeur de sciences et à sa connaissance des affaires et du marketing, Brenda Irwin a pu aider des PME en démarrage à passer du monde universitaire au monde des affaires. NeuroStream Technologies fait partie de ces entreprises. L'entreprise, qui était un programme de recherche universitaire à l'Université Simon Fraser il y a à peine deux ans; est maintenant une entreprise financée par du capital de risque fourni par la BDC. Brenda, qui siège à son conseil d'administration, l'a aidée à améliorer sa stratégie d'entreprise, à se doter de systèmes internes essentiels et à utiliser l'aide reçue de manière à faire progresser sa technologie pour qu'elle débouche sur un système de neurostimulation intégré.





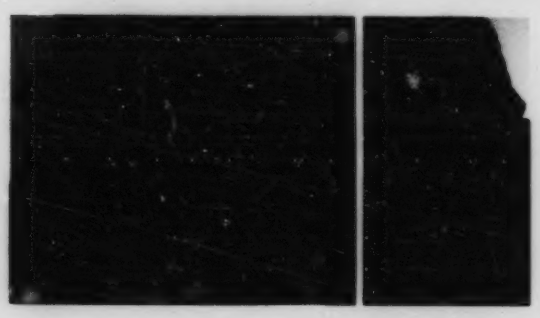
2 **Craig Levangie** | Directeur de succursale de secteur
Edmonton et
James Keirstead | Un des copropriétaires de
Blue Falls Manufacturing Ltd.

Lorsque Craig Levangie et son personnel à la succursale d'Edmonton de la BDC apprennent qu'une PME prend de l'expansion, ils cherchent à en savoir plus. Cette approche leur a permis d'établir une relation fructueuse entre la BDC et Blue Falls, l'entreprise qui fabrique le Arctic Spa, un produit de grande qualité. « Les gens de l'entreprise ont été surpris quand nous les avons appelés », de dire Craig. Le premier prêt accordé à l'entreprise par la BDC a permis de construire une nouvelle usine ultramoderne. Deux prêts ultérieurs l'ont aidée à croître au point où ses ventes ont plus que triplé depuis 1999. Les spas sont vendus partout au Canada, aux États-Unis et en Europe.



Une employée reconnaissante

Goretty Tavares, agente, Service à la clientèle à la succursale de Victoria, a déjà souffert du cancer du sein et offre maintenant ses services comme bénévole dans le cadre du Reach to Recovery Program. Elle apporte son aide grâce au British Columbia Breast Cancer Visitor Program, qui met en rapport des femmes qui ont souffert du cancer du sein et des patientes qui reçoivent des traitements comme ceux qu'elle a reçus ou qui viennent d'apprendre qu'elles sont atteintes du cancer.



3 **Jeff Hill** | Directeur
Financement subordonné, London et
Kyle MacDonald | Présidente et chef de la direction de
Phoenix Interactive Design Inc.

Jeff Hill, qui connaissait Phoenix Interactive Design Inc. avant d'entrer au service de la BDC, savait que l'entreprise avait le potentiel voulu pour faire des affaires à l'étranger. « Phoenix était une PME qui devait faire face à la concurrence de très grandes entreprises qui étaient des chefs de file mondiaux », de dire Jeff en parlant de l'entreprise qui fabrique des logiciels de haute technicité destinés à des systèmes de guichets bancaires utilisés partout dans le monde. Phoenix cherchait à obtenir des capitaux supplémentaires pour profiter d'une occasion d'affaires et, sachant que Jeff avait confiance en son produit et en son équipe de direction, elle s'est adressée à lui et il l'a aidée à obtenir du financement de la BDC.

4 **Joseph Rocke** | Associé
Groupe-conseil de la BDC, North York et
Mohan Markandaier | Directeur des ventes et du marketing
Pulse Software and Consulting Inc.

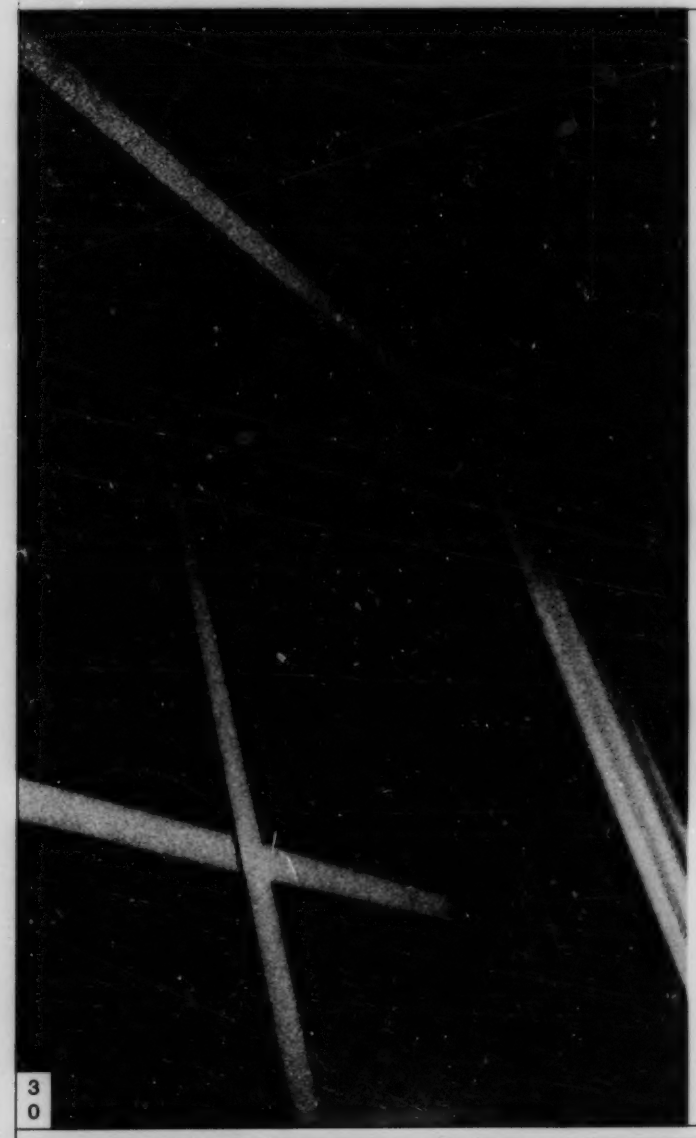
Lorsque quatre jeunes entrepreneurs de Toronto ont constaté qu'il n'existait pas de solution interactive de réponse vocale et d'intégration de l'informatique et de la téléphonie sur le marché, ils ont créé leur propre entreprise, Pulse Software and Consulting Inc. Ils se sont adressés à Joseph Rocke du Groupe-conseil de la BDC pour qu'il les aide à établir un plan stratégique. Grâce à son aide et à un prêt ultérieur aux fins du fonds de roulement fourni par la BDC, l'entreprise est passée de 8 à 25 employés et continue de croître. « Les services de consultation de la BDC ont aidé des milliers d'entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles et plus rentables. Nous offrons les services de certains des meilleurs consultants en gestion au pays », de dire Joseph.

5 **Rachel Allen** | Directrice de comptes
Centre de l'entrepreneurship, Saint-Laurent en compagnie de
Riad Haffar | Président et Ziad Hornsy | Vice-président
FluoroSeal Specialty Valves

Lorsque ses clients l'appellent pour lui dire qu'ils ont besoin d'elle, Rachel Allen les rencontre le plus rapidement possible. FluoroSeal peut en témoigner. « Je peux me rendre à l'entreprise en dix minutes. Je crois à l'importance de faire vite pour répondre aux besoins en constante évolution de l'entreprise et pour trouver des solutions efficaces à ses problèmes », de dire Rachel. FluoroSeal, qui fabrique des valves industrielles, a été créée en 2000 avec l'aide de la BDC et a obtenu depuis du financement aux fins de l'achat de matériel supplémentaire qui lui a permis de croître, et de tripler ses ventes dès sa deuxième année d'exploitation.

Aider les jeunes par le scoutisme

Richard Morris, vice-président, Vérification, inspection et intégration des risques, est président du Conseil provincial du Québec de Scouts Canada et le fier papa de deux enfants qui ont obtenu le Prix du Chef Scout. Une composante essentielle de son rôle consiste à aider les animateurs partout au Québec à offrir des programmes qui sont utiles aux jeunes d'aujourd'hui et qui les intéressent. « Le scoutisme permet d'apprendre des choses, de faire preuve de leadership et d'aider la collectivité », de dire Richard.



Atlantic Windows

Une fenêtre sur de nouveaux marchés

Atlantic Windows, fabricant de portes et fenêtres en vinyle de calibre mondial, est aujourd'hui l'une des entreprises qui croissent le plus rapidement dans les provinces de l'Atlantique.

« La qualité avant tout : nous n'avons jamais dérogé à ce principe depuis la fondation de l'entreprise. Pendant les quatre dernières années, notre chiffre d'affaires a augmenté de plus de 90 %; cette augmentation est en grande partie attribuable à notre capacité d'allier le savoir-faire traditionnel de l'artisan à la technologie afin de fabriquer certaines des meilleures portes et fenêtres en Amérique du Nord. Lorsqu'il nous a fallu trouver des moyens innovateurs pour automatiser notre chaîne de production afin de répondre à la hausse fulgurante de la demande, la BDC nous a présenté des options de financement uniques. De plus, avec l'aide du Groupe-conseil de la Banque, nous avons obtenu la certification ISO 9001:2000, confirmant ainsi que nos produits sont conformes aux normes internationales de qualité. »

Rob Miller | Chef de la direction
Atlantic Windows | Port Elgin (Nouveau-Brunswick)

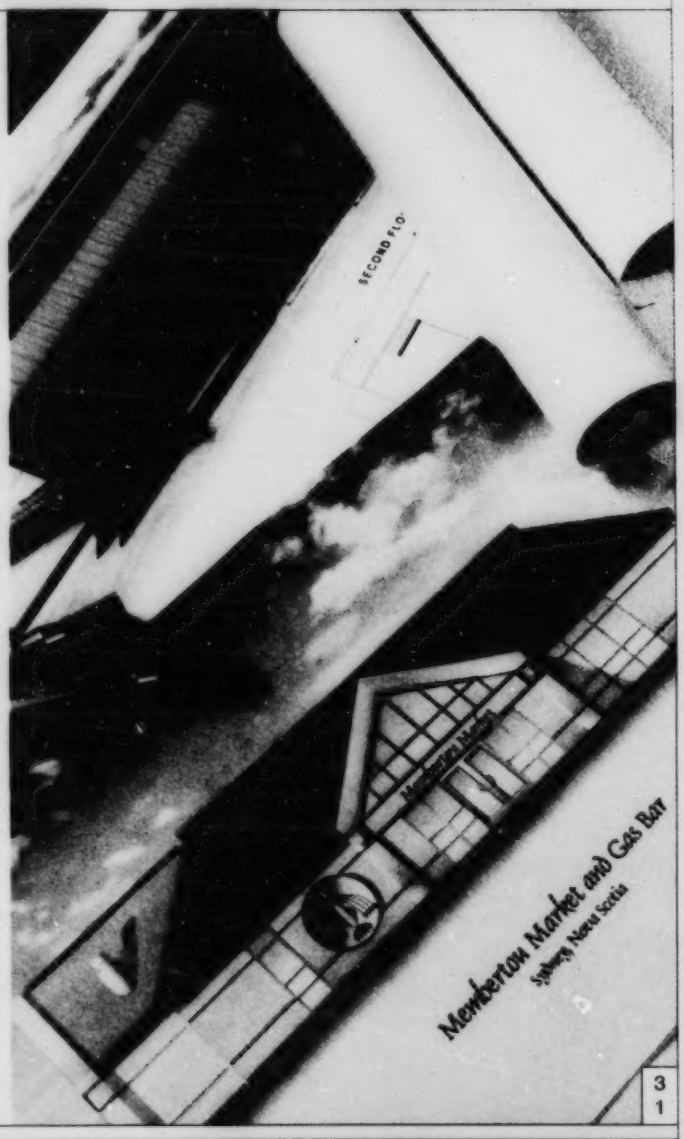
Conquérir de nouveaux espaces
par la force des idées...

Bande Membertou

Se tailler une place dans l'histoire

La **bande Membertou** offre à ses membres des programmes et des services dans les domaines de l'éducation, de la sécurité sociale, de la santé, du développement économique, des ressources humaines et de la justice. Elle est la première administration autochtone au Canada à avoir obtenu la certification ISO.

« Nous sommes toujours à l'affût des occasions d'affaires que les entreprises à l'esprit progressiste peuvent nous offrir. Qu'ils travaillent dans le secteur du tourisme, du bâtiment ou des services alimentaires, nos partenaires doivent partager notre attachement aux principes de conservation, de durabilité et d'innovation. Maintenant que nous avons obtenu la certification ISO 9001:2000 avec l'aide du Groupe-conseil de la BDC, nous sommes devenus des acteurs crédibles au sein de l'économie de marché mondiale et un modèle de gouvernement pour les nations autochtones. Aujourd'hui, le succès de notre bande démontre qu'en travaillant d'arrache-pied, il est possible de surmonter tous les obstacles et de réussir. »



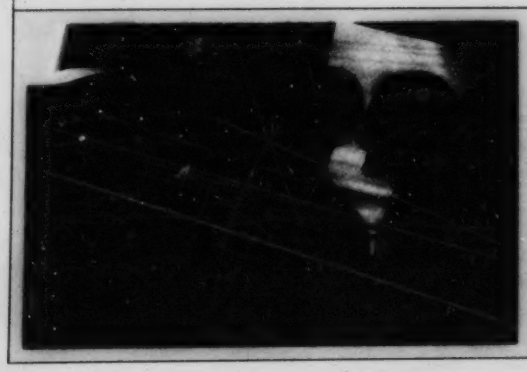
Eric Christmas | Directeur des affaires corporatives
Bande Membertou | Sydney (Nouvelle-Écosse)

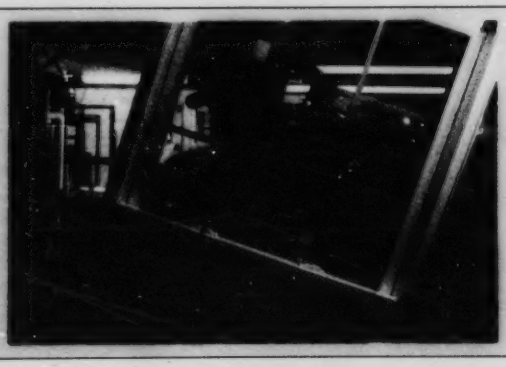
Que signifie innover pour les de l'Atlantique

Aujourd'hui, les provinces de l'Atlantique se tournent résolument vers les nouveaux secteurs à forte croissance qui composent l'économie numérique, délaissant les secteurs plus traditionnels comme la pêche. Partout dans la région, les PME explorent les nouveaux espaces que les affaires électroniques ouvrent aux collectivités éloignées. Le Nouveau-Brunswick s'est doté d'une solide infrastructure de télécommunications qu'utilisent des centaines d'entreprises, devenant ainsi la capitale nord-américaine des centres d'appels, où travaillent plus de 10 000 personnes. Cette intense activité commerciale, conjuguée à la rapide croissance du secteur du pétrole et du gaz naturel, contribue à l'expansion des secteurs clés comme le bâtiment, les transports et la fabrication. Aujourd'hui, la BDC aide les PME porteuses d'avenir à prospérer dans ces différents secteurs en leur offrant des produits et des services financiers innovateurs.

Direction	Succursales	
Ross Miller Vice-président et directeur de district Terre-Neuve et Labrador	Corner Brook Grand Falls-Windsor St. John's*	
Rick Floyd Vice-président et directeur de district, Nouvelle-Écosse	Bridgewater Halifax*	Sydney Truro
Claude Paré Vice-président et directeur de secteur Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	Bathurst (N.-B.) Charlottetown (Î.-P.-É.) Edmundston (N.-B.)	Fredericton (N.-B.) Moncton (N.-B.)* Saint John (N.-B.)

* Emplacement des centres de l'entrepreneurship



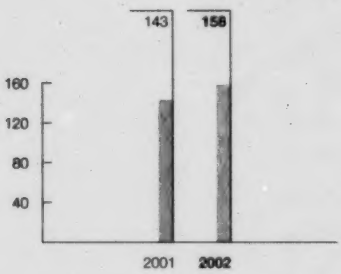


1. Simon Larade, Directeur, Groupe-conseil de la BDC, Moncton et Rob Miller, Chef de la direction, Atlantic Windows

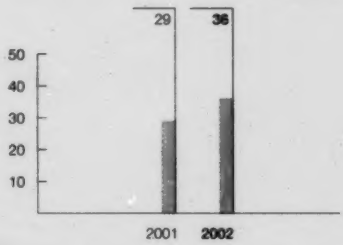
2. Atlantic Windows doit sa croissance au soin qu'elle apporte à la fabrication.

Des jeunes qui ne craignent pas de se mouiller
Grâce à l'aide de la BDC, quelque 200 jeunes nageurs âgés de moins de 10 ans ont participé au Future League Festival of Halifax, un tournoi qui a lieu chaque année. Ces garçons et filles ont passé de nombreuses heures dans l'eau à parfaire leurs techniques de nage en prévision de la compétition.

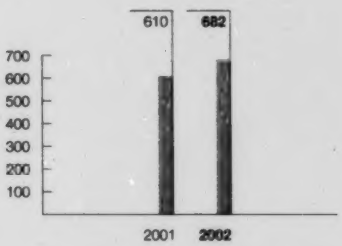
Activités de prêt autorisées
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en millions de $)



Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs
pour l'exercice terminé le 31 mars
(pourcentage)



Engagement envers les clients
Activités de prêt
au 31 mars *(en millions de $)*



Activités de prêt autorisées — Répartition par province
pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002		2001	
	Nombre	**Montant net (en milliers de $)**	Nombre	Montant net (en milliers de $)
Terre-Neuve et Labrador	**287**	**65 749 $**	250	48 628 $
Île-du-Prince-Édouard	**25**	**4 157**	31	8 480
Nouvelle-Écosse	**140**	**31 937**	166	30 896
Nouveau-Brunswick	**196**	**56 177**	212	54 730
Total	**648**	**158 020 $**	659	142 734 $
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs		**36 %**		29 %

Engagement envers les clients — Activités de prêt — Répartition par province
au 31 mars

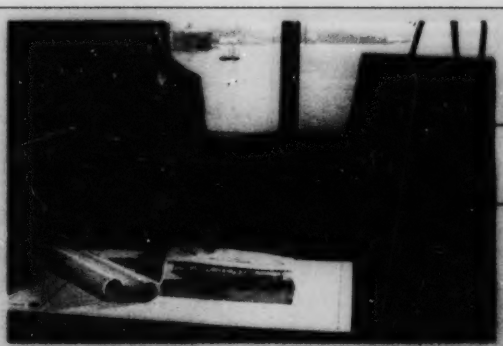
	2002		2001	
	Nombre de clients	**Montant (en milliers de $)**	Nombre de clients	Montant (en milliers de $)
Terre-Neuve et Labrador	**977**	**240 214 $**	916	201 943 $
Île-du-Prince-Édouard	**157**	**45 084**	157	48 619
Nouvelle-Écosse	**636**	**140 930**	618	127 358
Nouveau-Brunswick	**901**	**255 825**	902	232 111
Total	**2 671**	**682 053 $**	2 593	610 031 $

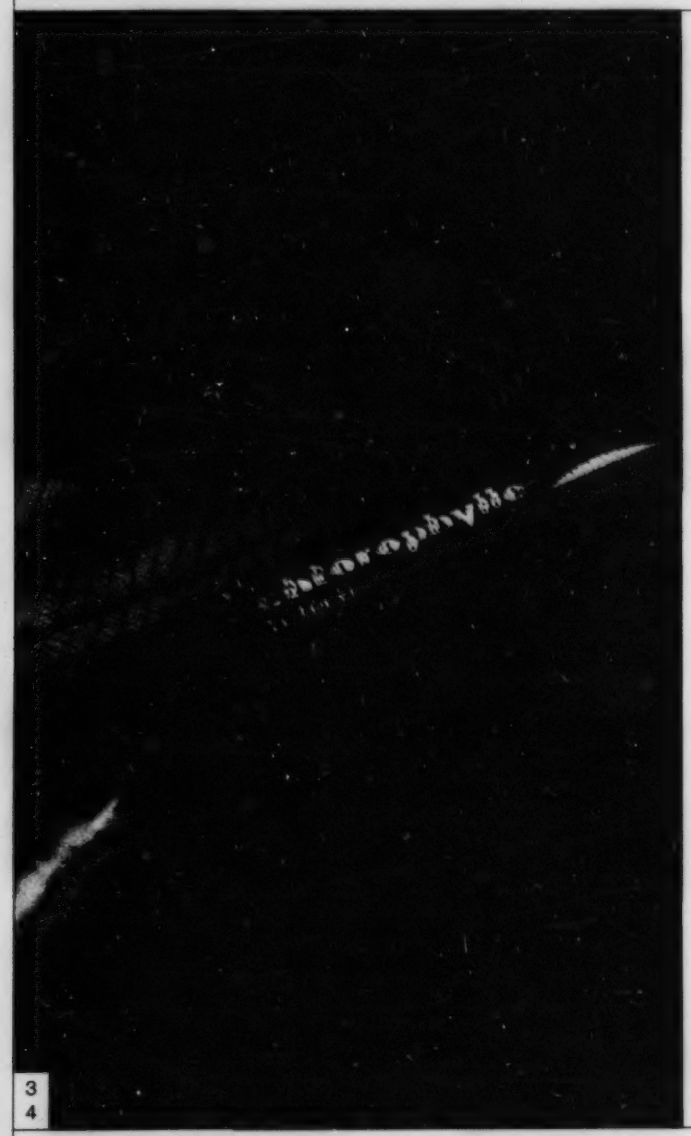
Groupe-conseil
pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002	2001
Revenus (en milliers de $)	**1 502 $**	1 454 $
Projets (nombre)	**474**	549

1. La bande Membertou est une administration autochtone progressiste.

2. Holly Boston, Directrice, Groupe-conseil de la BDC, Halifax et Eric Christmas, Directeur des affaires corporatives, Bande Membertou





Groupe Chlorophylle/L'Aventurier/ Guide Aventure

Conquérir les marchés d'exportation, une belle aventure

Le Groupe Chlorophylle/L'Aventurier/Guide Aventure conçoit, fabrique et commercialise des vêtements et de l'équipement haute performance qui sont fort appréciés des Canadiens. L'entreprise offre également des forfaits aventure et des séances de formation.

« Grâce au financement subordonné de la BDC, nous avons pu ouvrir de nouveaux magasins et tirer ainsi profit de la croissance exponentielle que connaît le segment des vêtements de plein air. Maintenant que nous avons l'appui de la Banque, nous sommes en train de nous implanter sur le marché japonais, qui représente pour nous des millions de clients potentiels. Ce qui a suscité l'intérêt des Asiatiques est, sans nul doute, notre souci du détail tant sur le plan de la conception que de la fonctionnalité. Nous avons toujours su innover dans ces domaines, ce qui nous a permis de conserver une longueur d'avance sur nos concurrents. Nous sommes aujourd'hui très confiants et prêts à poursuivre notre expansion aux États-Unis et en Europe. »

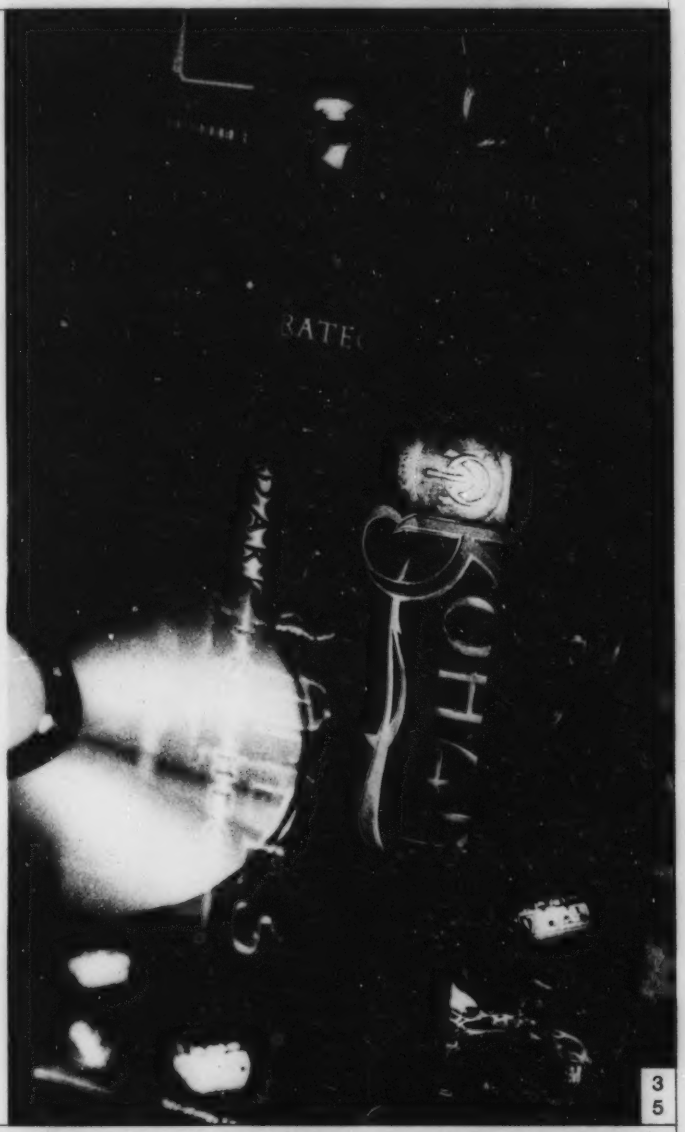
Gilles Couët | Président
Groupe Chlorophylle/L'Aventurier/Guide Aventure | Chicoutimi (Québec)

Exploiter de nouveaux débouchés stimulants, à fort potentiel...

Strategy First Inc.
Le marketing est la clé du succès

Strategy First Inc. est un chef de file dans le développement de logiciels de divertissement au Canada et dans l'édition de ludiciels à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, l'entreprise occupe le sixième rang sur le marché nord-américain des jeux électroniques.

« C'est grâce au capital de risque de la BDC que Strategy First est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. La concurrence est impitoyable dans notre secteur, mais la Banque a toujours reconnu notre potentiel, nous aidant à innover et à devenir un chef de file sur le marché mondial. Grâce à l'expérience que nous avons acquise comme développeur indépendant, nous avons pu bâtir une solide division spécialisée dans l'édition de logiciels de tiers qui nous a permis de devenir la porte d'entrée pour les entreprises européennes désireuses de commercialiser leurs jeux en Amérique du Nord. Ce nouveau modèle d'entreprise a eu une incidence formidable sur notre chiffre d'affaires global. La croissance de plus de mille pour cent que l'entreprise a connue ces deux dernières années laisse clairement entrevoir un avenir brillant pour Strategy First. »



Dan McFetridge | Président
Strategy First Inc. | Montréal (Québec)

Que signifie innover pour le

L'industrie québécoise du divertissement interactif, qui connaît une croissance rapide dans un marché mondial évalué à 16 milliards de dollars, fait les manchettes. Fort d'une main-d'œuvre compétente à l'esprit créateur, le Québec compte des centaines de PME qui créent et commercialisent des produits ludoéducatifs, des ludiciels, et des logiciels interactifs exclusifs. D'autres entreprises fort actives retiennent l'attention des médias, notamment celles du secteur de la biopharmaceutique et de la biotechnologie, qui sont à l'origine de nombreuses percées médicales dans les domaines du diagnostic, de la prévention et de la thérapeutique. Pour aider ces entreprises innovatrices à exceller dans leur champ d'activité, la BDC leur offre des conseils stratégiques judicieux, et un financement sur mesure qui stimule leur croissance et leur productivité.

Direction	Succursales	
Alain Gilbert Vice-président et directeur de secteur, Est du Québec	Chicoutimi Québec*	Rimouski Trois-Rivières
Guy Gervais Vice-président et directeur de secteur Sud du Québec	Drummondville Granby Longueuil*	Sherbrooke
Gilles Lapierre Vice-président et directeur de secteur, Laval	Laval* Saint-Jérôme	Thérèse-de-Blainville
Michel Crête Vice-président et directeur de secteur, Montréal	De Maisonneuve Place Ville Marie*	Saint-Léonard
Patrice Bernard Vice-président et directeur de secteur Ouest du Québec	Hull Pointe-Claire Rouyn-Noranda	Saint-Laurent*

* Emplacement des centres de l'entrepreneurship

1. Richard Bailey, Directeur principal, Prêts, Chicoutimi et Gilles Couët, président, Groupe Chlorophylle/ L'Aventurier/Guide Aventure

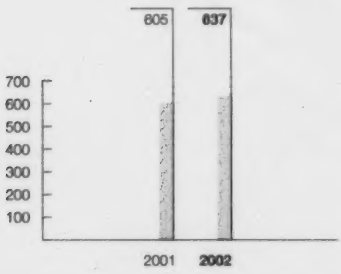
2. La marque Chlorophylle se distingue par ses tissus et ses couleurs.

Des joueurs qui nous font honneur

Il faut avoir de l'assurance et du caractère pour accéder aux séries éliminatoires de hockey, et les joueurs de l'équipe des Tigers de Lakeshore (Novice A), au Québec, ont montré qu'ils en avaient en terminant au premier rang de la Division A lors du 19e tournoi provincial novice de Buckingham, en décembre 2001. La BDC est fière d'avoir soutenu l'équipe en lui versant une commandite en espèces et en lui fournissant des tee-shirts, des casquettes et des insignes.

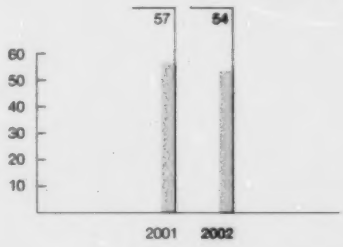
Activités de prêt autorisées

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*



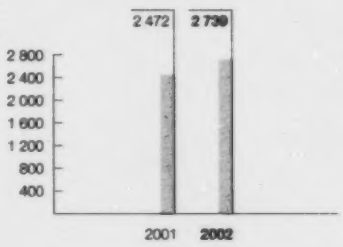
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs

pour l'exercice terminé le 31 mars *(pourcentage)*



Engagement envers les clients
Activités de prêt

au 31 mars *(en millions de $)*



Activités de prêt autorisées

pour l'exercice terminé le 31 mars (en millions de $)

	2002		2001	
	Nombre	**Montant net (en milliers de $)**	Nombre	Montant net (en milliers de $)
Québec	**2 177**	**636 891 $**	2 083	605 309 $
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs		**54 %**		57 %

Engagement envers les clients — Activités de prêt

au 31 mars

	2002		2001	
	Nombre de clients	**Montant (en milliers de $)**	Nombre de clients	Montant (en milliers de $)
Québec	**7 037**	**2 739 258 $**	6 564	2 472 170 $

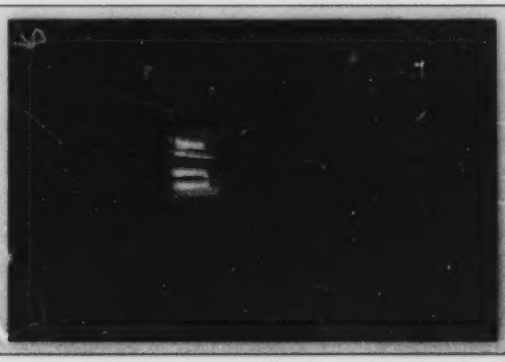
Groupe-conseil

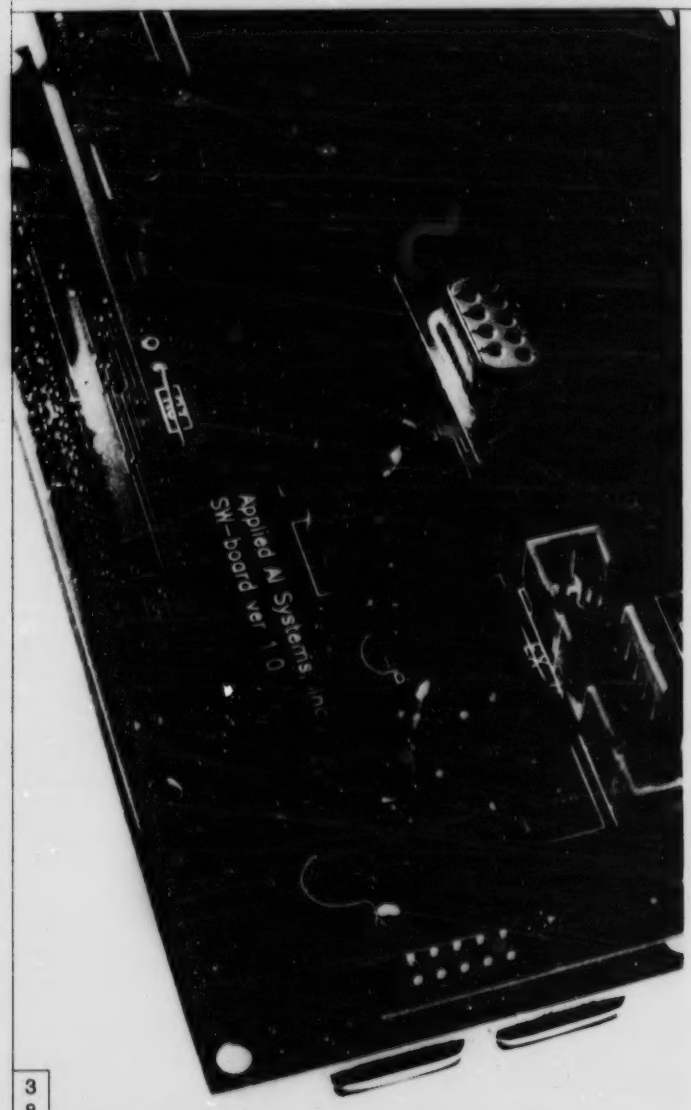
pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002	2001
Revenus (en milliers de $)	**8 477 $**	7 619 $
Projets (nombre)	**2 168**	2 468

1. Strategy First crée des jeux innovateurs.

2. **Jacques [illegible]nommée,** Directeur, Capital de risque, Montréal et Don McFatridge, Président, Strategy First Inc.





Applied AI Synergy Inc.

La matière grise en action

Applied AI Synergy Inc., la plus ancienne entreprise du secteur de l'intelligence artificielle au Canada, se spécialise dans la conception de robots mobiles intelligents destinés à des applications et à la recherche en monde réel.

« La R et D constitue notre principale activité, qu'il s'agisse de mettre au point une caméra intelligente capable de détecter les glissements de terrain et les avalanches ou encore de concevoir un robot capable de transporter des objets lourds dans un champ en culture, sans conducteur humain. Nous exportons aujourd'hui plus de 85 % de notre technologie vers le Japon où le secteur de la recherche regroupe littéralement des centaines d'universités, d'institutions nationales et de laboratoires privés. La croissance constante que nous avons connue nous a obligés à chercher de nouveaux locaux alors que le secteur de la technologie de pointe était en pleine effervescence et que nous étions confrontés à une hausse de loyer de près de 100 %. C'est à ce moment que nous nous sommes adressés à la BDC afin qu'elle nous aide à financer la construction d'un immeuble qui répondrait véritablement à nos besoins en R et D. La Banque a vraiment compris que notre entreprise présente un énorme potentiel à long terme, pas seulement pour nous, mais pour le Canada tout entier. »

Takashi Gomi, Ph.D. | Président
Applied AI Synergy Inc. | Carp (Ontario)

Créer un milieu propice à la recherche scientifique...

RLP Machine & Steel Fabrication Inc.

Savoir exploiter son talent

RLP Machine & Steel Fabrication Inc. est fière de sa judicieuse stratégie de diversification qui lui permet de fabriquer des produits de toutes sortes, allant des pièces pour tondeuses aux réservoirs en acier destinés au secteur de l'énergie.

« Notre force, ce sont nos gens, et c'est loin d'être un cliché dans notre cas. En quatre ans, notre rythme de croissance et notre effectif ont quadruplé, ce qui nous a amenés à nous intéresser de près à la gestion des ressources humaines. En fait, notre succès s'explique dans une large mesure par la formation continue que nous offrons tant aux employés expérimentés qu'aux plus jeunes qui, en retour, contribuent à améliorer la qualité et la productivité de l'usine. La BDC nous a également aidés à nous établir dans de nouveaux secteurs d'activité en nous accordant un prêt Productivité Plus qui a servi à acquérir du matériel informatisé pour la fabrication de réservoirs en acier destinés au secteur de l'énergie. En explorant de nouvelles occasions d'affaires comme celle-là, notre entreprise a pu aplanir les sommets et les creux des cycles économiques. »

Stephen Symes | Président
RLP Machine & Steel Fabrication Inc. | Timmins (Ontario)

Que ce soit dans le domaine de la robotique ou dans celui de la fibre optique, l'Ontario est à l'avant-garde des découvertes. La province demeure, encore aujourd'hui, au cœur de l'activité manufacturière au Canada. L'économie régionale s'est toutefois tournée vers les secteurs d'activité à forte composante de R et D, la majeure partie des dépenses connexes étant consacrée aux services de télécommunications et d'informatique. De plus, la puissante synergie qui existe entre les universités de la province et ses secteurs public et privé a permis de créer un réseau de R et D rigoureux afin de concevoir la technologie de pointe de la prochaine génération. Soucieuse d'aider les entreprises fondées sur le savoir, la BDC reconnaît le potentiel à long terme des entreprises qui transforment des idées brillantes en des produits et des services.

Direction	Succursales	
Pauline Rochefort Vice-présidente et directrice de secteur Est et Nord de l'Ontario	Kingston* Ottawa*	
Kevin Dane Vice-président et directeur de district, Nord de l'Ontario	Kenora North Bay Sault Ste. Marie	Sudbury Thunder Bay Timmins
Ronald Panetta Vice-président et directeur de secteur, Sud de l'Ontario	Kitchener London*	Stratford Windsor
Michel Leduc Vice-président et directeur de secteur, Toronto	Barrie North York*	Toronto* Toronto North
Brendan Cunneen Vice-président et directeur de secteur, Est de Toronto	Markham Oshawa	Peterborough Scarborough*
André Dusablon Vice-président et directeur de secteur, Mississauga	Brampton Halton Hamilton	Mississauga* St. Catharines

* Emplacement des centres de l'entrepreneurship

1. **Pierre Lauzon,** Directeur principal, Prêts, Ottawa et Takashi Gomi, Ph.D. Président, Applied AI Synergy Inc.

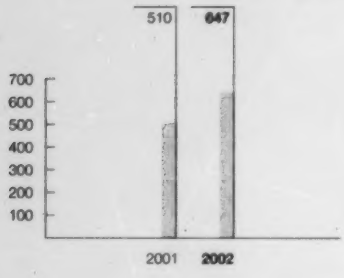
2. Applied AI Synergy mène des recherches de pointe dans le domaine de la robotique.

Un coup de pouce

De jeunes cavaliers de l'est de l'Ontario et de l'ouest du Québec ont reçu un coup de pouce de la succursale d'Ottawa de la BDC qui les a parrainés afin de les aider à se préparer en vue de trois concours hippiques très populaires. Les organisateurs, qui représentaient le Nepean National Equestrian Park, ont remercié la BDC au nom des jeunes qui travaillent très fort pour réaliser leur rêve et des familles et bénévoles qui les soutiennent.

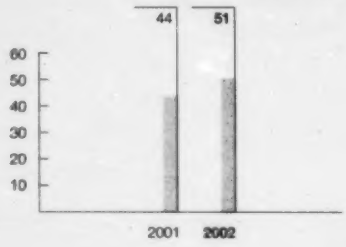
Activités de prêt autorisées

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en millions de $)



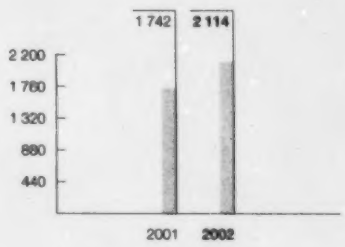
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs

pour l'exercice terminé le 31 mars
(pourcentage)



Engagement envers les clients
Activités de prêt

au 31 mars *(en millions de $)*



Activités de prêt autorisées

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002		2001	
	Nombre	**Montant net (en milliers de $)**	Nombre	Montant net (en milliers de $)
Ontario	**2 067**	**646 826 $**	1 822	509 626 $
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs		**51 %**		44 %

Engagement envers les clients — Activités de prêt

au 31 mars

	2002		2001	
	Nombre de clients	**Montant (en milliers de $)**	Nombre de clients	Montant (en milliers de $)
Ontario	**6 234**	**2 114 012 $**	5 624	1 742 151 $

Groupe-conseil

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002	2001
Revenus (en milliers de $)	**5 526 $**	5 562 $
Projets (nombre)	**1 704**	1 513

1. RLP Machine & Steel Fabrication est fière de sa productivité.

2. **Tim Whalen,** Directeur de succursale, Sudbury et Stephen Symes, Président, RLP Machine & Steel Fabrication Inc.

Hilary Druxman Inc.

Faite sur mesure pour le financement innovateur

Hilary Druxman Inc. est l'une des entreprises qui croissent le plus rapidement dans le domaine du design de bijoux au Canada et a obtenu une marque de distribution chez Neiman Marcus, Barney's New York et Saks Fifth Avenue.

« Nous lancer sur le marché international est la meilleure décision que nous ayons jamais prise pour notre entreprise, et la BDC a certainement joué un rôle important en nous aidant à accroître nos revenus de 60 % en cinq ans. Dans le domaine du design de bijoux, il est possible de réaliser des économies considérables en achetant les matières premières en vrac, et c'est ce que les prêts à terme de la Banque nous ont permis de faire. De plus, nous avons réduit le délai de livraison de huit à deux semaines en constituant des stocks de produits finis grâce au Financement à l'innovation de la BDC. Les stratégies de financement novatrices peuvent avoir une grande incidence sur le bénéfice net d'une entreprise. »

Hilary Druxman | Présidente
Hilary Druxman Inc. | Winnipeg (Manitoba)

Élargir sans cesse ses horizons...

RBK Millwork Ltd.

Allier le savoir-faire de l'artisan à la technologie

RBK Millwork Ltd. est un important fournisseur dans le domaine de l'ébénisterie architecturale et des étals de magasin. L'entreprise a su s'imposer dans le secteur grâce à l'excellence de son service à la clientèle et à la qualité d'exécution de son travail.

« Pour nous, l'ébénisterie est un art. Pour atteindre un tel niveau de perfection, il faut pouvoir compter sur des ébénistes d'un talent exceptionnel et une technologie de pointe. C'est précisément pour cette raison que nous avons demandé un prêt Productivité Plus à la BDC. Ce prêt nous a permis de moderniser notre matériel de conception et de production et de simplifier notre procédé de fabrication qui exigeait beaucoup de main-d'œuvre. Nous avons également offert à nos employés une formation en ébénisterie, en dessin technique et en lecture de plans, qui correspond à l'évolution de notre entreprise. Aujourd'hui, en travaillant plus intelligemment et en étant plus efficients, nous pouvons offrir à nos clients des produits d'une qualité et d'une valeur inégalables tout en obtenant un excellent rendement sur nos investissements. »

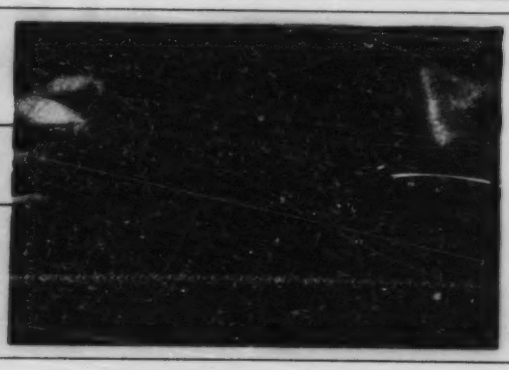
Randy Kuzyk | Président
RBK Millwork Ltd. | Edmonton (Alberta)

Que signifie innover pour les

À l'heure actuelle, 70 % des exportateurs canadiens sont des PME dont le chiffre d'affaires est inférieur à un million de dollars. Dans les Prairies, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, un grand nombre de PME partagent cette vocation exportatrice croissante. Avec sa population peu nombreuse et ses marchés intérieurs restreints, il est naturel que cette partie du pays exporte au-delà des frontières nationales. De plus, l'essor que connaît le secteur des affaires électroniques dans les provinces comme l'Alberta donne aux PME un accès instantané aux marchés mondiaux. La BDC vient en aide aux entrepreneurs d'ici qui cherchent à prendre de l'expansion afin qu'ils partent à la conquête des marchés mondiaux.

Direction	Succursales	
Wellington Holbrook Vice-président et directeur de secteur Manitoba et Saskatchewan	Brandon (Man.) Regina (Sask.) Saskatoon (Sask.)	Winnipeg (Man.)*
Laura Didyk Vice-présidente et directrice de secteur, Sud de l'Alberta	Calgary (Alb.) Calgary North (Alb.)*	Cranbrook (C.-B.) Lethbridge (Alb.)
Terry Quinn Vice-président et directeur de secteur Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest	Edmonton (Alb.) Fort St. John (C.-B.) Grande Prairie (Alb.)	Red Deer (Alb.) Yellowknife (T. N.-O.)

* Emplacement des centres de l'entrepreneurship



1. **Susan Didyk,** Directrice principale, Prêts, Winnipeg et Hilary Druxman, Présidente, Hilary Druxman Inc.

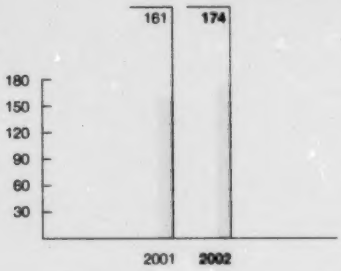
2. Hilary Druxman Inc. met l'accent sur la minutie du design.

Tout marche rondement

L'équipe de soccer des Manitoba Selects a prouvé qu'elle était à la hauteur lorsqu'elle a représenté le Manitoba au championnat national de soccer qui s'est déroulé du 25 au 28 juillet à Prince George (Colombie-Britannique). Les membres de l'équipe — des filles âgées de moins de 15 ans provenant de divers clubs de Winnipeg — ont reçu une aide financière ainsi que des sacs de sport, des sacs à dos, des tee-shirts et des gourdes du Centre de l'entrepreneurship de Winnipeg.

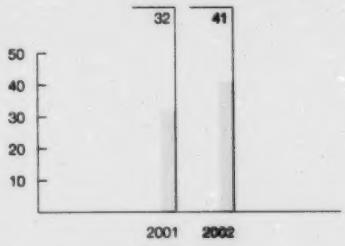
Activités de prêt autorisées

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en millions de $)



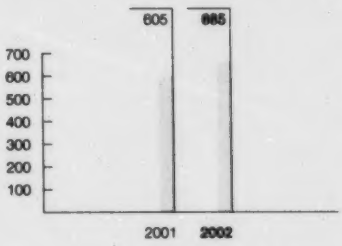
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs

pour l'exercice terminé le 31 mars
(pourcentage)



Engagement envers les clients
Activités de prêt

au 31 mars *(en millions de $)*



Activités de prêt autorisées — Répartition par province et territoire

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002		2001	
	Nombre	**Montant net (en milliers de $)**	Nombre	Montant net (en milliers de $)
Manitoba	**185**	**26 224 $**	210	18 229 $
Saskatchewan	**169**	**25 873**	349	26 792
Alberta	**512**	**116 773**	634	110 231
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**18**	**4 951**	15	6 303
Total	**884**	**173 821 $**	1 208	161 555 $
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs		**41 %**		32 %

Engagement envers les clients — Activités de prêt
Répartition par province et territoire

au 31 mars

	2002		2001	
	Nombre de clients	**Montant (en milliers de $)**	Nombre de clients	Montant (en milliers de $)
Manitoba	**496**	**107 406 $**	502	103 330 $
Saskatchewan	**553**	**117 088**	576	116 331
Alberta	**1 334**	**411 446**	1 249	355 827
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**75**	**29 416**	84	29 876
Total	**2 458**	**665 356 $**	2 411	605 364 $

Groupe-conseil

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002	2001
Revenus (en milliers de $)	**1 664 $**	1 725 $
Projets (nombre)	**400**	474

1. RBK Millwork Ltd. a simplifié ses procédés de fabrication.

2. **Paul Schnierer,** Directeur principal, Prêts, Edmonton and Randy Kuzyk, Président, RBK Millwork Ltd.

New Society Publishers
Des livres pour un monde meilleur

New Society Publishers est une entreprise d'avant-garde qui publie des livres visant à bâtir une société juste et respectueuse de l'environnement.

« Nous avons créé un précédent sur le marché en vendant des livres qui contribuent à bâtir un monde meilleur, qu'ils traitent de leadership ou des Premières nations. Il est donc important pour nous que l'entreprise prêche par l'exemple. Ainsi, nous imprimons nos livres sur du papier recyclé de postconsommation à 100 % et nous avons encouragé d'autres entreprises à innover dans le domaine de l'impression. Avec l'aide du Fonds de développement des industries culturelles de la BDC, nous avons été en mesure de dynamiser les ventes de notre entreprise grâce à des campagnes de marketing direct et de commencer à vendre des livres sur le Web; en fait, nous avons été l'une des premières maisons d'édition à faire cela. Aujourd'hui, les exportations représentent 80 % de notre chiffre d'affaires et nous dépassons largement nos objectifs de revenus. »

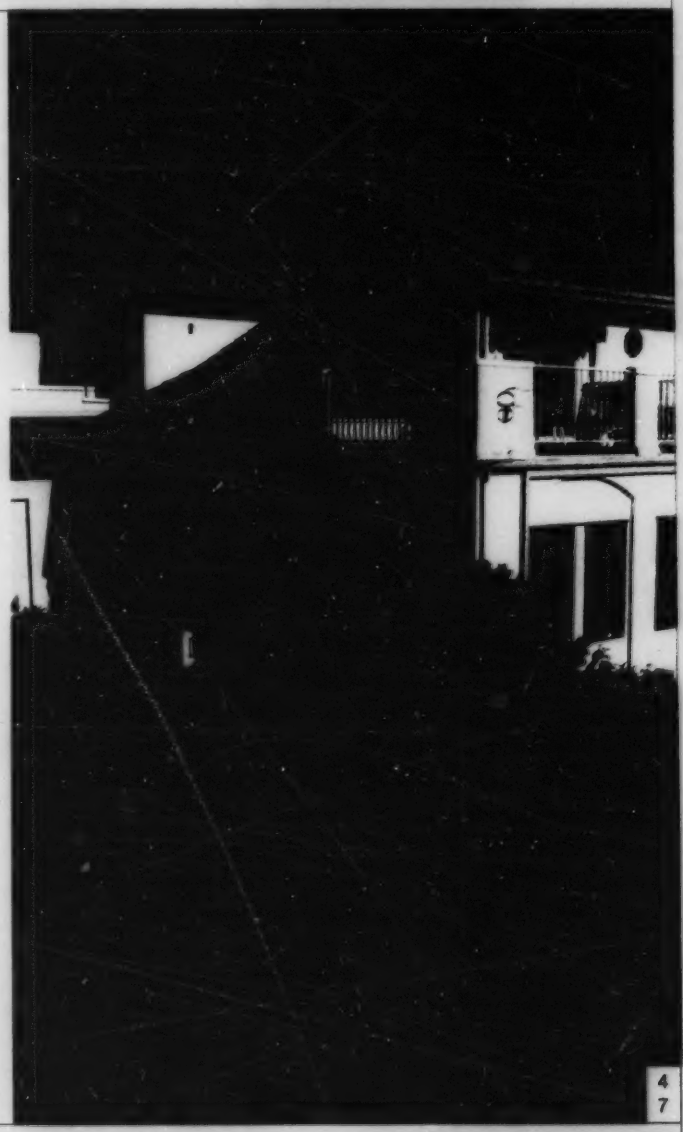
Cindy Pland | Président
New Society Publishers | Gabriola Island (Colombie-Britannique)

Lancer de nouveaux concepts commerciaux...

The Aerie Resort
Un bon financement peut vous mener loin

The Aerie Resort, luxueux centre de villégiature doté d'un spa, est membre de la prestigieuse association Relais & Châteaux et se classe parmi les 100 meilleurs hôtels du monde selon la revue *Condé Nast.*

« Les voyageurs d'aujourd'hui veulent vivre une expérience inoubliable dans une atmosphère de détente pour le corps et l'esprit. Je pense que, dès le départ, la BDC a eu, comme nous, la conviction que notre concept hôtelier innovateur attirerait des clients à longueur d'année. Notre stratégie consistait à offrir non seulement des chambres décorées avec goût, mais également des mets raffinés qui mettraient en valeur les produits locaux, allant des fruits de mer au gibier en passant par les vins renommés de la province. Nos clients peuvent également effectuer des visites à la ferme et faire du tourisme d'aventure dans la région. Comme notre clientèle n'a cessé de croître ces dernières années, la Banque nous a aidés à financer des projets d'agrandissement, ce qui nous a permis d'améliorer encore davantage nos prestations. »



Marlene Gfrerrer | Directeur général
The Aerie Resort | Malahat (Colombie-Britannique)

Que signifie innover pour la Colombie-Britannique et le Yukon

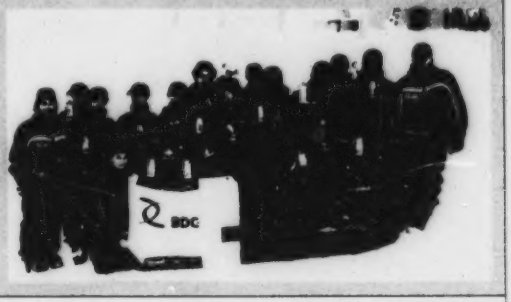
En Colombie-Britannique et au Yukon, les PME exploitent activement les nouveaux débouchés, notamment dans le secteur de l'écotourisme qui injecte chaque année plus de 30 millions de dollars dans l'économie locale. Les voyageurs en quête de véritables aventures et d'expériences culturelles sont incontestablement attirés par la beauté sauvage de la région, la diversité de sa faune et de sa flore et le patrimoine des Premières nations. Dans le prolongement naturel de cette croissance, les secteurs des services gouvernementaux, de la santé et de l'éducation du Yukon demeurent la pierre angulaire de l'économie de la région, puisqu'ils représentent 80 % de tous les nouveaux emplois qui y sont créés. Au moment où les économies de la Colombie-Britannique et du Yukon délaissent les ressources naturelles au profit d'autres secteurs prometteurs, la BDC est là pour prêter main-forte.

Direction	Succursales	
Steve Zink Vice-président et directeur de secteur Nord et Intérieur de la C.-B.	Kelowna (C.-B.)* Kamloops (C.-B.) Prince George (C.-B.)	Terrace (C.-B.) Whitehorse (Yn) Williams Lake (C.-B.)
Brian Moist Vice-président et directeur de secteur, Vancouver	Campbell River Langley Nanaimo North Vancouver	Surrey* Vancouver* Victoria

* Emplacement des centres de l'entrepreneurship

1. Chris Plant, Président, New Society Publishers et David Craig, Directeur de comptes, Victoria

2. New Society Publishers est une entreprise qui valorise le travail d'équipe.

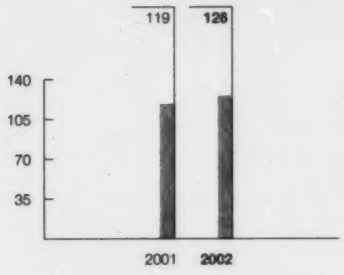


Des skieurs prometteurs

Les skieurs de compétition du Mt. Washington Ski Club dans l'île de Vancouver, qui sont âgés de 11 et 12 ans, ont affiché fièrement leurs chapeaux, leurs gourdes et leur bannière offerts par la BDC durant la saison 2001-2002. Ils ont aussi montré leur grand talent sur les pentes. Ces membres du programme K1 parrainé par la BDC sont passés de l'étape fondamentale de l'acquisition des habiletés à une étape plus structurée.

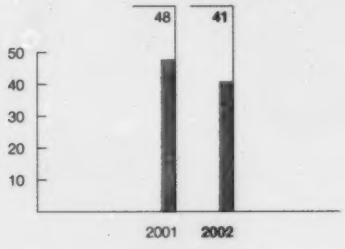
Activités de prêt autorisées

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en millions de $)



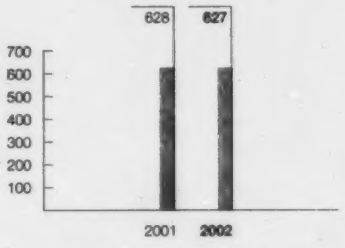
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs

pour l'exercice terminé le 31 mars
(pourcentage)



Engagement envers les clients
Activités de prêt

au 31 mars *(en millions de $)*



Activités de prêt autorisées — Répartition par province et territoire

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002		2001	
	Nombre	**Montant net (en milliers de $)**	Nombre	Montant net (en milliers de $)
Colombie-Britannique	**661**	**123 297 $**	659	116 853 $
Yukon	**19**	**3 233**	17	1 837
Total	**680**	**126 530 $**	676	118 690 $
Part des activités de prêt autorisées détenue par les IFS et les exportateurs		**41 %**		48 %

Engagement envers les clients — Activités de prêt
Répartition par province et territoire

au 31 mars

	2002		2001	
	Nombre de clients	**Montant (en milliers de $)**	Nombre de clients	Montant (en milliers de $)
Colombie-Britannique	**2 360**	**603 853 $**	2 442	601 172 $
Yukon	**101**	**22 957**	119	26 397
Total	**2 461**	**626 810 $**	2 561	627 569 $

Groupe-conseil

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2002	2001
Revenus (en milliers de $)	**1 020 $**	1 364 $
Projets (nombre)	**480**	656

1. The Aerie Resort, un centre de villégiature où l'on peut déguster une cuisine à saveur locale.

2. Mary-Ellen Bobbie, Directrice principale, Prêts, Victoria et Marcus Grimmer, Directeur général, The Aerie Resort

Régie d'entreprise

Le conseil d'administration de la BDC accorde une importance primordiale à la régie d'entreprise. Il se fait un devoir d'appliquer des pratiques efficaces qui permettent de s'assurer que la Banque exerce ses activités suivant des principes d'affaires rigoureux et conformément aux lois applicables, tout en assumant son rôle d'intérêt public au sein de l'économie canadienne. Les membres du conseil d'administration, qui viennent de régions diverses et évoluent dans différents secteurs d'activité tout comme les clients de la BDC, saisissent bien les besoins de ceux-ci et croient qu'un système de régie efficace, axé sur la transparence et une pleine et entière responsabilité, est essentiel au maintien du rôle complémentaire que joue la Banque en tant qu'institution financière vouée au secteur de la petite entreprise.

Pour s'acquitter de leur rôle, qui consiste à diriger et à gérer les affaires commerciales de la Banque, le conseil d'administration et ses comités contrôlent l'efficacité des pratiques de régie d'entreprise de la Banque et approuvent les modifications à y apporter, au besoin. Ils approuvent l'orientation stratégique et le plan d'entreprise, surveillent les résultats de la Banque, autorisent les politiques de rémunération, font en sorte que les risques commerciaux soient dûment évalués et que des systèmes appropriés de gestion des risques soient mis en œuvre. Le conseil d'administration et ses comités s'assurent également que les bons systèmes de rapports financiers, de contrôle interne et de vérification sont mis en place.

Le code de conduite et l'engagement de la Banque d'adhérer à des normes juridiques, éthiques et morales élevées sont passés en revue par les membres du conseil qui obtiennent l'assurance de la haute direction que ces normes ont été respectées par la Banque.

Ainsi, les membres du conseil d'administration, dans le but de continuer à remplir efficacement leur mandat, ont participé au cours de l'exercice 2002 à leur séance stratégique annuelle qui leur a permis non seulement de passer en revue les priorités stratégiques de la Banque et tous les facteurs importants de son environnement économique, mais également de fournir une rétroaction constructive à la direction.

Le conseil a par la suite effectué un suivi rigoureux de la réalisation des objectifs en examinant périodiquement les résultats financiers trimestriels de même que les résultats d'opération de chacune des sphères d'activité de la Banque, comparant et mesurant les résultats actuels aux résultats des exercices précédents et à ceux inscrits au plan d'entreprise.

Bien que la Banque gère efficacement les risques depuis de nombreuses années, le conseil d'administration et la direction ont continué d'accorder une attention spéciale au système de gestion intégré du risque en s'assurant qu'un processus continu et efficace est en place afin de déterminer, de mesurer et de gérer proactivement tous les risques actuels et éventuels. Cette gestion disciplinée du risque a permis à la Banque d'offrir un support accru visant à répondre aux besoins toujours croissants des PME canadiennes.

Enfin, élément important du processus de régie, l'évaluation annuelle a été complétée afin de mesurer le rendement du conseil d'administration et de ses comités.

Le conseil d'administration a tenu 10 réunions au cours de l'exercice 2002. Trois de ces réunions ont eu lieu dans différentes villes à l'échelle du pays, ce qui a permis aux membres de rencontrer des clients et des parties intéressées ainsi que des représentants des collectivités. Ces réunions ont eu des retombées positives et ont contribué à accroître la visibilité de la BDC partout au pays.

Le Conseil d'administration délègue une partie de son travail à cinq comités. Ces comités sont chargés d'étudier, de contrôler et de superviser les différentes questions que leur renvoie le conseil d'administration et de faire les recommandations qui s'imposent. Tous les comités doivent rendre compte régulièrement de leurs activités au Conseil. Leurs principales responsabilités et réalisations au cours de l'exercice 2002 sont sommairement décrites ci-après.

Bureau du conseil Le Bureau du conseil est chargé de traiter les questions importantes qui se présentent entre les réunions du conseil d'administration. Il s'est réuni à 18 reprises durant l'exercice 2002. Le Bureau du conseil a approuvé les prêts et les placements de capital de risque dont le montant dépassait les pouvoirs d'autorisation délégués aux cadres et a exercé d'autres pouvoirs déterminés par le conseil d'administration.

Président : Cedric E. Ritchie

Membres : Terry B. Grieve, V. Peter Harder, Peter G. Jollymore, Roslyn Kunin, Michel Vennat

Régie d'entreprise

Comité de régie Le Comité de régie formule les recommandations concernant l'efficacité du système de régie interne. À ce titre, il doit notamment déterminer la structure, le mandat et la composition des comités du conseil d'administration. Ainsi cette année, il a été décidé de ramener à cinq le nombre de comités et d'adresser les questions de gestion de risque et de développement des affaires directement au conseil d'administration. Le comité a de nouveau supervisé le processus d'évaluation permettant de mesurer le rendement du conseil d'administration et de ses comités. L'analyse des résultats aidera également à déterminer les domaines qui bénéficieront d'une attention accrue au cours de l'exercice suivant.

Président : Cedric E. Ritchie

Membres : Jennifer Corson, James A. Durrell, Peter G. Jollymore, Cindy Sprague

Comité des ressources humaines La Banque croit que son succès dépend de ses employés, et le Comité des ressources humaines a pour responsabilité de veiller à ce que les programmes de formation, de rémunération et de relève ainsi que les plans stratégiques des ressources humaines de la Banque soient conçus de manière à attirer et à conserver des employés compétents, productifs et motivés. En plus d'approuver le budget de rémunération annuel, le comité examine les plans de relève, la politique de rémunération et les plans stratégiques des ressources humaines de la Banque. Au cours de l'exercice 2002, il a continué de suivre de près les progrès accomplis par la Banque en vue d'attirer et de garder des employés qualifiés tout en s'assurant que la rémunération demeure concurrentielle. Le Comité des ressources humaines a en outre continué de seconder la Banque dans ses efforts en vue d'être un employeur de choix en mettant plus particulièrement l'accent sur le développement du leadership et le plan de relève des cadres supérieurs.

Président : Peter G. Jollymore

Membres : Leo E. Cholakis, Jennifer Corson, Ann Cheryl Denny, Roslyn Kunin, Roger Plamondon, Cindy Sprague

Comité de la vérification Le Comité de la vérification supervise les rapports financiers, le financement de la Banque, la gestion de la trésorerie, la mesure de la performance, les systèmes de contrôle interne et les codes de conduite. Ses membres, tous des administrateurs externes, aident le conseil d'administration à protéger les biens de la Banque et à gérer ses ressources. Le comité examine les résultats financiers trimestriels et supervise la vérification financière annuelle effectuée par les vérificateurs externes. Il examine également les travaux de l'équipe de vérification interne et d'inspection de même que les états financiers contenus dans le rapport annuel avant que le conseil d'administration les approuve. Durant l'exercice 2002, le Comité de la vérification a discuté de l'indépendance des vérificateurs externes et a commencé un examen en profondeur des responsabilités d'un comité de vérification.

Président : Terry B. Grieve

Membres : N. Murray Edwards, Roslyn Kunin, Oryssia Lennie, Cindy Sprague

Comité de la caisse de retraite Le Comité de la caisse de retraite contrôle les activités de la caisse de retraite, s'assure que celle-ci est gérée et financée conformément aux lois applicables et que tout changement apporté au régime de retraite est conforme à son mandat. Au cours de l'exercice 2002, le comité s'est réuni afin d'examiner le rendement financier et la stabilité de la caisse de retraite. Ses membres ont veillé à ce que la Banque continue de recevoir un excellent service des fournisseurs externes qui administrent la caisse de retraite. Pour l'exercice du régime de retraite terminé le 31 décembre 2001, la caisse de retraite déclarera de nouveau un surplus.

Président : Leo E. Cholakis

Membres : Clément Albert, Roslyn Kunin, Louise Piché, Roger Plamondon, Cedric E. Ritchie, Michel Vennat

Conseil d'administration

Photographiés de gauche à droite :

James A. Durrell Président
Capital Dodge Chrysler Jeep Ltd. Ottawa (Ontario)

Roger Plamondon
Saint-Sauveur-des-Monts (Québec)

Leo E. Cholakis, L.L.B | Directeur général
Kensington Building Ltd. | Winnipeg (Manitoba)

Cynthia Bertolin
Edmonton, Alberta

Michel Vennat, O.C., c.r. Président et chef de la direction
Banque de développement du Canada | Montréal (Québec)

Terry B. Grieve | Dirigeant
Ventures West Management Inc. | Saskatoon (Saskatchewan)

Roslyn Kunin, Ph.D. | Présidente
Roslyn Kunin & Associates Inc. | Vancouver
(Colombie-Britannique)

Jennifer Corson | Présidente
Renovators Resource Inc. | Halifax (Nouvelle-Écosse)

Peter G. Jollymore
Saint John (Nouveau-Brunswick)

Gordon J. Feeney
Toronto (Ontario)

Absents :

N. Murray Edwards | Président
Edco Financial Holdings Ltd. Calgary (Alberta)

V. Peter Harder | Sous-ministre
Industrie Canada Ottawa (Ontario)

Oryssia Lennie Sous-ministre
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
Edmonton (Alberta)

Cedric E. Ritchie, O. C. | Président du conseil d'administration
Banque de développement du Canada | Toronto (Ontario)

Ann Cheryl Denny | Directrice des programmes
pour les Autochtones | University College of Cape Breton
Sydney (Nouvelle-Écosse)

Cindy Sprague | Présidente et chef de la direction
OmniMark Technologies Inc. | Ottawa (Ontario)

Nous remercions M[mes] Denny et Sprague pour le rôle qu'elles ont joué dans la croissance de la Banque. Leur mandat a pris fin en mars 2002.

Direction

Michel Vennat, O.C., c.r.
Président et chef de la direction

André Bourdeau
Vice-président exécutif | Services financiers

Luc Provencher
Vice-président exécutif | Gestion intégrée du risque

Michel Ré
Vice-président exécutif | Investissements

Guy G. Beaudry
Premier vice-président | Affaires corporatives

Edmée Métivier
Première vice-présidente
Planification stratégique et gestion des ressources

Andrée LeBlanc Daviault
Avocate en chef et secrétaire institutionnelle

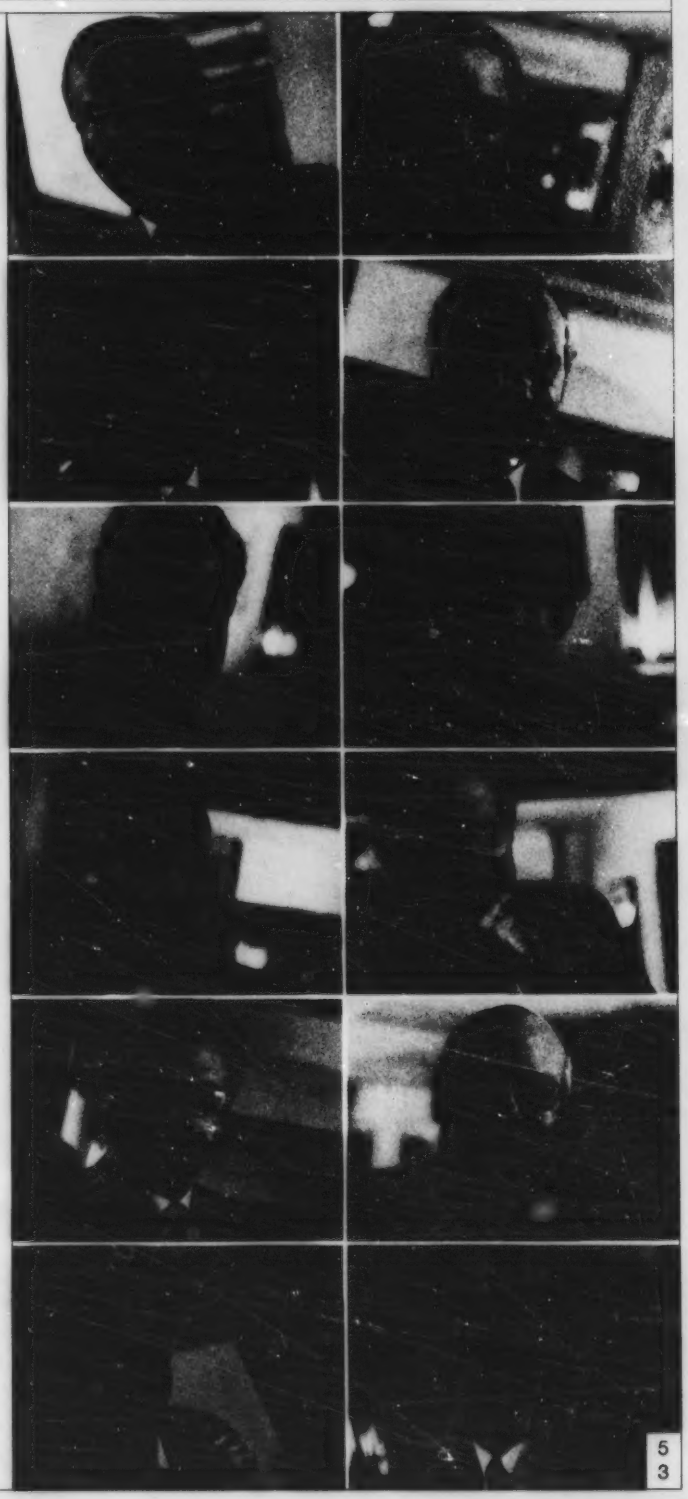
Alan B. Marquis
Premier vice-président | Finance et chef des finances

Jacques Lemoine
Premier vice-président | Crédit

Michel Desjardins
Premier vice-président | Groupe-conseil de la BDC

Richard Morris
Vice-président | Vérification, inspection et intégration des risques

Clément Albert
Vice-président et trésorier



CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Au terme de plusieurs années de croissance vigoureuse, l'économie a commencé à s'essouffler en 2001, et le début de l'année a été marqué par l'incertitude et la crainte d'une récession. Les politiques gouvernementales, alliées à la vigueur des facteurs économiques fondamentaux, ont néanmoins stimulé l'économie canadienne, dont la croissance au quatrième trimestre de 2001 affichait un taux annuel de 2 %. Bien que modeste, quel que soit le point de vue, cette croissance a quand même permis d'éviter une récession et de dépasser largement les attentes générales. Après avoir augmenté de 1,5 % en 2001, on prévoit que l'économie canadienne progressera de 2,6 % en 2002 et qu'elle grimpera d'un robuste 4,5 % en 2003 — affichant ainsi la meilleure performance parmi les pays membres du G8.

L'événement marquant du quatrième trimestre de 2001 a été la liquidation massive des stocks, qui a touché une foule de secteurs d'activité. L'industrie dans son ensemble devra donc reconstituer ses stocks pour suivre la cadence des ventes, à plus forte raison lorsque la croissance s'accentuera au cours de la deuxième moitié de 2002.

Après avoir stagné pendant toute l'année 2001, l'emploi a fait un bond au cours des premiers mois de 2002, surtout dans les petites et moyennes entreprises. Ce regain a revitalisé le marché de l'emploi et stimulé la croissance du revenu, et ses bienfaits se feront sentir tout au long de l'année.

La confiance des consommateurs n'a pas été ébranlée et, alimentée par les réductions d'impôt, a amorcé une remontée. Pour leur part, les taux d'intérêt demeurent faibles, la demande contenue perdure et l'emploi est en hausse. Tous ces indices témoignent d'une forte demande suscitée par les consommateurs.

Les petites et moyennes entreprises contribuent fortement à l'économie canadienne. Au cours de la période de 1999 et 2000 (la plus récente période pour laquelle des données sont disponibles), leur nombre s'est accru de 12 % au Canada et a dépassé 2 millions. Les PME emploient au-delà de 5 millions de Canadiens et de Canadiennes et créent chaque année 7 nouveaux emplois sur 10 au pays.

La mondialisation, le libre-échange et les nouvelles technologies soumettent les PME canadiennes à des pressions concurrentielles plus intenses. Ces pressions proviennent à la fois d'entreprises nationales et d'entreprises étrangères qui ont adopté les nouvelles technologies avec plus de rapidité et d'efficacité. Pour survivre, les PME n'ont d'autre choix que d'accroître leur productivité. Or, l'innovation est un élément important de la productivité. Les entreprises innovatrices se développent en effet plus rapidement et sont plus productives que celles qui n'innovent pas.

Étant donné leur importance relative au sein de l'économie, les PME canadiennes sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans l'adoption de pratiques innovatrices si le Canada veut améliorer sa performance. Les nouvelles technologies ont donné naissance à une nouvelle race de PME innovatrices qui sont souvent à l'origine des nouveaux produits qui voient le jour dans les secteurs d'activité en plein essor. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des jeunes entreprises de technologie de pointe, qui sont les plus grands créateurs d'emplois et les principaux agents d'innovation dans l'économie d'aujourd'hui. Au cours des années qui viennent, il deviendra de plus en plus important pour les PME d'avoir accès aux ressources qui leur permettront de miser sur l'innovation pour accroître leur productivité et survivre.

Dans un tel contexte économique, il est crucial que le secteur de la petite entreprise bénéficie du soutien, des outils et des ressources nécessaires pour continuer de contribuer de façon significative à l'économie canadienne. À mesure qu'elles s'adapteront à la concurrence plus intense et au changement technologique, les PME ne pourront pas toutes compter sur le secteur privé pour obtenir l'aide financière et les services de consultation dont elles ont besoin. La BDC continuera par conséquent de répondre chaque année aux besoins de milliers de PME canadiennes — et plus particulièrement des entreprises à croissance rapide engagées dans le secteur du savoir — en élaborant des initiatives conçues expressément pour encourager les entreprises canadiennes à adopter des pratiques plus innovatrices.

RENDEMENT FINANCIER

La Banque a obtenu de solides résultats pour l'exercice 2002 en dépit des revenus négatifs du Groupe du capital de risque dus aux conditions défavorables du marché. La croissance des portefeuilles de prêts et de placements a atteint des niveaux records, les créances irrécouvrables ont été moins élevées que le climat économique incertain ne le laissait prévoir et les frais d'exploitation ont été bien contrôlés.

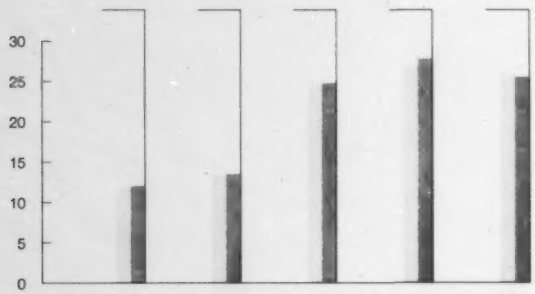
Bien que la conjoncture n'ait pas été propice aux dessaisissements, la demande à l'égard des placements de capital de risque a été soutenue. La Banque a autorisé 63 placements totalisant 106 millions de dollars au cours de l'exercice 2002, contre 71 placements représentant un total de 114 millions de dollars durant l'exercice 2001. La valeur aux livres du portefeuille de placements en cours a grimpé de 206 millions de dollars en mars 2001 à 271 millions de dollars au mois de mars 2002.

Toutefois, les gains nets réalisés sur les placements n'ont atteint que 2 millions de dollars, comparativement à 76 millions de dollars pour l'exercice 2001 et à 113 millions de dollars pour l'exercice 2000. En conséquence, le Groupe du capital de risque a enregistré une perte d'exploitation de 21 millions de dollars pour l'exercice 2002, après déduction des réductions de la valeur comptable des placements qui totalisaient 13,8 millions de dollars, d'une somme de 5,1 millions de dollars constituant la quote-part de la Banque des pertes subies par les fonds de capital de prédémarrage et des frais d'exploitation de 10,7 millions de dollars.

Le taux de rendement interne (TRI) est une mesure de rendement standard utilisée dans l'industrie du capital de risque. Le TRI du portefeuille de placements directs de capital de risque de la Banque, calculé selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes pour 10 ans, avant les frais d'exploitation, a grimpé de 12,1 % pour l'exercice 1998 à 26,1 % pour l'exercice 2002.

Taux de rendement interne (TRI) des placements de capital de risque

pour l'exercice terminé le 31 mars *(pourcentage)*



	1998	1999	2000	2001	2002
Placements directs	12,1	13,5	24,8	26,9	**26,1**
Total des placements	12,1	13,6	24,9	27,9	**25,6**

Le rendement vigoureux des activités liées aux prêts a dépassé les objectifs du Plan d'entreprise dans des proportions telles qu'il a largement compensé le manque à gagner des activités de capital de risque. La provision cumulée pour créances irrécouvrables a prudemment été maintenue à 6,6 % du portefeuille de prêts en cours.

Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 5,7 % et, bien qu'il soit inférieur au niveau record de 12,6 % atteint en 2001, il n'en est pas moins supérieur au coût des fonds à long terme du gouvernement.

Analyse de l'état des résultats

ACTIVITÉS LIÉES AUX PRÊTS

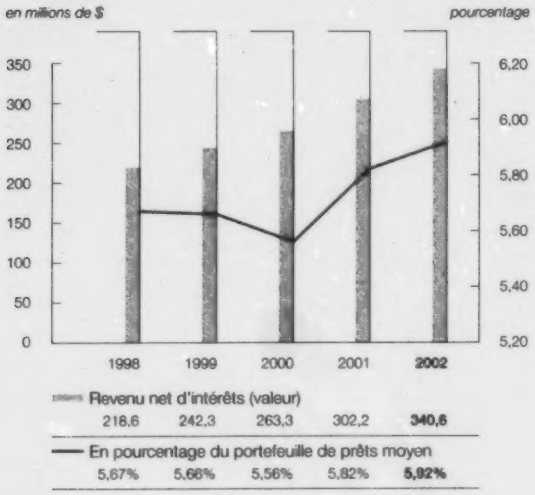
Revenu net d'intérêts Le portefeuille de prêts net de la Banque a connu une solide croissance de 12 %, passant de 5,1 milliards de dollars en mars 2001 à 5,7 milliards de dollars en mars 2002. Les clients de la Banque ont le choix entre des taux d'intérêt flottants et un certain nombre de plans à taux fixes qui sont ajustés périodiquement pour tenir compte des conditions en vigueur sur le marché. Au mois de mars 2002, le portefeuille de prêts de la BDC comprenait 3,9 milliards de dollars de prêts portant intérêt à un taux flottant moyen de 6,43 % et 1,9 milliard de dollars de prêts portant intérêt à un taux fixe moyen de 8,83 %. Le portefeuille de prêts net est financé par des emprunts de 5,0 milliards de dollars portant intérêt à taux flottants et à taux fixes, dont les échéances sont étroitement appariées à celles des actifs de portefeuille, et par des capitaux propres de 0,7 milliard de dollars. Le taux flottant moyen de 6,43 % est nettement plus bas que celui de l'exercice 2001, qui était de 9,45 %, et reflète les réductions des taux de la Banque du Canada.

La marge nette de 5,92 % correspond au revenu net d'intérêts produit par le portefeuille de prêts rentables, exprimé en tant que pourcentage du portefeuille total moyen. Elle montre une amélioration de 10 points de base par rapport à la moyenne de 5,82 % enregistrée pour l'exercice 2001. Cette amélioration est attribuable à des fonds internes plus élevés (5 points) et aux revenus supérieurs provenant des frais perçus sur les transactions complexes (5 points).

Les taux d'intérêt flottants plus bas en vigueur durant l'exercice 2002 expliquent que le revenu d'intérêts de 503,4 millions de dollars et les frais d'intérêts de 162,8 millions de dollars aient tous deux été considérablement plus faibles qu'au cours de l'exercice 2001. Le revenu net d'intérêts s'est cependant chiffré à 341 millions de dollars et a dépassé de 12,7 % celui de 302 millions de dollars dégagé durant l'exercice 2001, étant en cela conforme à la croissance du portefeuille.

Revenu net d'intérêts provenant des activités de prêt

pour l'exercice terminé le 31 mars



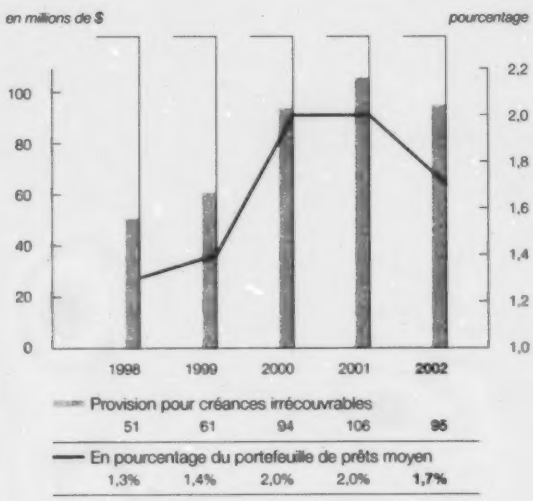
Provision pour créances irrécouvrables L'engagement de la Banque envers le secteur de la petite entreprise et l'accent qu'elle met sur les industries fondées sur le savoir (IFS) et les entreprises en démarrage accroissent la probabilité de défaut de paiement. C'est pourquoi la Banque maintient la provision cumulée pour créances irrécouvrables à un niveau prudent pour tenir compte des risques concomitants. Les prêts douteux ont été légèrement moins élevés qu'à l'exercice 2001, soit 268 millions de dollars contre 272 millions de dollars, alors que les prêts radiés sont passés de 40 millions de dollars à 49 millions de dollars. Le risque associé à ces prêts douteux, après déduction des garanties sous-jacentes, se chiffrait à 100 millions de dollars au mois de mars 2002. Ce risque était entièrement couvert par la provision cumulée spécifique et a donné lieu à l'imputation d'une charge de 56 millions de dollars à l'exercice au titre de la provision spécifique.

La provision cumulée générale de 301 millions de dollars représente 5,2 % du portefeuille de prêts rentables de 5,8 milliards de dollars, contre 262 millions de dollars, ou 5,1 % de 5,1 milliards de dollars au mois de mars 2001. Cette provision sert à couvrir les pertes non identifiées existant dans ce portefeuille au mois de mars 2002. Le maintien de la provision cumulée générale à ce niveau a nécessité l'imputation d'une charge de 39 millions de dollars à l'exercice au titre de la provision générale.

La provision combinée de 95 millions de dollars pour l'exercice 2002 représente 1,7 % du portefeuille moyen. Elle est supérieure de 4 millions de dollars à celle du dernier exercice, si l'on fait exclusion de la provision spéciale de 15 millions de dollars de l'exercice 2001. La provision cumulée totale, qui s'établit à 401 millions de dollars, continue de représenter 6,6 % du portefeuille et correspond aux résultats historiques à long terme au titre des pertes sur prêts.

Provision pour créances irrécouvrables

pour l'exercice terminé le 31 mars



Frais d'exploitation et d'administration Durant l'exercice 2002, les autorisations de prêt ont été supérieures de 13 % à celles de l'exercice 2001, tandis que les frais d'exploitation — qui se sont chiffrés à 165 millions de dollars — n'ont augmenté que de 4 %, ce qui indique que des gains importants ont été réalisés au chapitre de la productivité du personnel et du contrôle des dépenses. Les niveaux de dotation en personnel sont demeurés relativement stables au cours de l'exercice, ce qui est important si l'on songe que le coût des traitements et des avantages sociaux compte pour la moitié des frais d'exploitation de la Banque. Les autres frais ont été réduits par l'application de contrôles budgétaires.

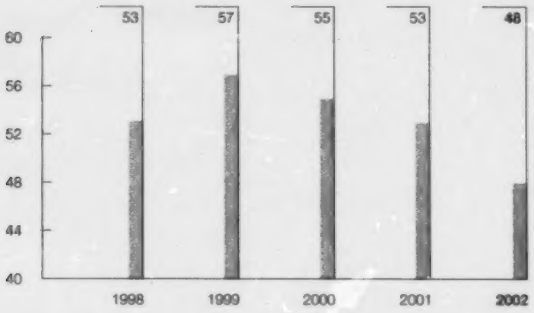
La Banque a continué d'améliorer ses programmes de formation et de perfectionnement et a mis en œuvre un projet d'amélioration des processus de grande envergure durant l'exercice.

Le crédit au titre des prestations de retraite a été ramené de 13,1 millions de dollars pour l'exercice 2001 à 9,9 millions de dollars pour l'exercice 2002, ce qui a eu pour effet de hausser le coût des avantages sociaux de 3,2 millions de dollars.

Le ratio de productivité s'est donc de nouveau amélioré, passant de 53 % durant l'exercice 2001 à 48 % au cours de l'exercice 2002. Cette mesure importante compare les frais d'exploitation au revenu net d'intérêts, et le ratio moins élevé dénote une productivité améliorée. De plus, le taux de satisfaction de la clientèle a grimpé de 88 % pour l'exercice 2001 à 90 % pour l'exercice 2002, ce qui montre une amélioration simultanée de la productivité et du service à la clientèle.

Activités de prêt — Ratio de productivité

pour l'exercice terminé le 31 mars *(pourcentage)*

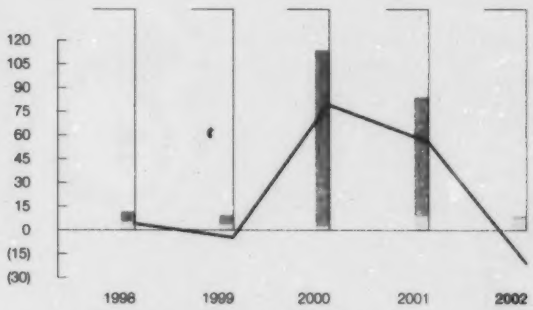


ACTIVITÉS DE CAPITAL DE RISQUE

La conjoncture défavorable a sérieusement affecté les dessaisissements durant l'exercice 2002. En conséquence, le revenu de placements a chuté de façon considérable pour se retrouver à 8,7 millions de dollars, comparativement à 84,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2001. La valeur du portefeuille de placements, soit 271 millions de dollars, s'est cependant bien maintenue. Au cours de l'exercice 2002, une perte additionnelle de 5,1 millions de dollars a été comptabilisée. Cette perte représente la quote-part de la Banque des placements effectués au titre des fonds de prédémarrage, gérés par des parties de l'extérieur, dont la valeur comptable a été réduite. Si l'on fait exclusion de la quote-part des placements, la somme de 13,8 millions de dollars inscrite au titre des réductions de la valeur comptable des placements est semblable à celle de l'exercice 2001, qui s'établissait à 13,3 millions de dollars.

Activités de capital de risque

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en millions de $)*

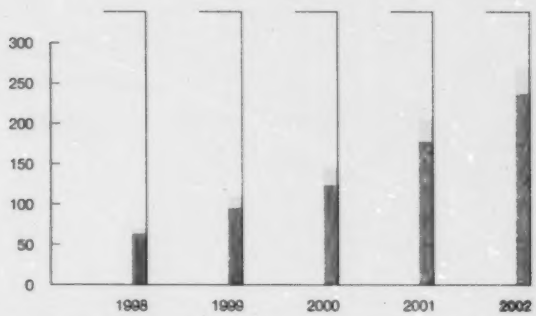


	1998	1999	2000	2001	2002
Gains réalisés sur les placements	6,9	6,0	112,7	75,8	**1,7**
Autres revenus	4,5	3,1	1,6	8,4	**7,0**
Revenu de placements total	11,4	9,1	114,3	84,2	**8,7**
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du Capital de risque	4,2	(4,1)	80,0	56,2	**(21,0)**

Malgré l'incertitude économique, le niveau d'activité des nouveaux placements directs a beaucoup augmenté durant l'exercice 2002, passant de 84 millions de dollars à 98 millions de dollars, et le portefeuille de placements total s'est accru pour passer de 206 millions de dollars à 271 millions de dollars. Au mois de mars 2002, les gains non réalisés étaient estimés à 56 millions de dollars de plus et seront portés au revenu lors de la réalisation ultérieure de ces placements si la conjoncture du marché se maintient.

Total des placements en cours

au 31 mars *(en millions de $)*



	1998	1999	2000	2001	2002
Placements directs	63,1	95,0	122,8	177,8	**237,3**
Fonds de capital de risque	6,9	15,3	22,3	28,6	**33,8**
Total des placements	70,0	110,3	145,1	206,4	**271,1**

Les frais d'exploitation et d'administration, qui se sont élevés à 10,7 millions de dollars pour l'exercice 2002, sont inférieurs à ceux du dernier exercice qui atteignaient 14,7 millions de dollars, et aucune charge à payer n'est liée au programme d'encouragement.

ACTIVITÉS DU GROUPE-CONSEIL DE LA BDC

Les services de consultation fournis aux entreprises canadiennes ont généré des revenus de 18,2 millions de dollars provenant directement des PME. Ces revenus sont légèrement supérieurs aux revenus correspondants de 17,7 millions de dollars enregistrés à l'exercice 2001. La perte d'exploitation nette de 5,7 millions de dollars est supérieure à celle de 5,1 millions de dollars subie au cours de l'exercice 2001, après constatation de frais non récurrents liés à l'amélioration des processus.

Conformément à la décision qu'elle avait prise, en septembre 1996, de financer le déficit des activités du Groupe-conseil en puisant uniquement dans ses ressources internes, la Banque n'a sollicité aucun crédit du gouvernement depuis.

Analyse du bilan

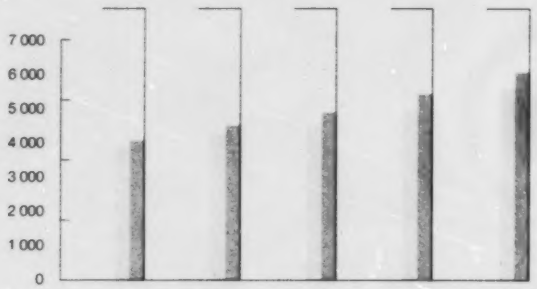
Accompagné par une croissance de 13 % des portefeuilles nets de prêts et de capital de risque, le total de l'actif a augmenté de 0,7 milliard de dollars durant l'exercice pour se situer à 6,9 milliards de dollars en mars 2002.

La Banque exerce ses activités conformément aux paramètres de liquidité établis afin de s'assurer d'avoir suffisamment de fonds disponibles pour combler les besoins de sa clientèle, tout en adoptant une approche structurée à l'égard des exigences du marché monétaire. À la clôture de l'exercice, l'encaisse et les placements à court terme totalisaient 715 millions de dollars et affichaient en cela un niveau semblable à celui de l'exercice 2001, qui était de 674 millions de dollars.

Les prêts en cours nets, les placements de capital de risque et l'encaisse et l'actif à court terme, qui constituaient les principaux actifs de la Banque, ont totalisé plus de 6,6 milliards de dollars* et ont été financés au moyen d'emprunts se chiffrant à 5,6 milliards de dollars et d'un montant de près de 1,0 milliard de dollars représentant l'avoir de l'actionnaire. La croissance du portefeuille net, qui s'est chiffrée à 680 millions de dollars au cours de l'exercice 2002, a essentiellement été financée par des emprunts de 648 millions de dollars.

Total des prêts en cours par rapport aux emprunts

au 31 mars *(en millions de $)*



	1998	1999	2000	2001	**2002**
Prêts	4 072	4 501	4 903	5 412	**6 071**
Emprunts	3 838	4 223	4 483	4 949	**5 597**

Le portefeuille de capital de risque, dont la valeur aux livres s'est établie à 271 millions de dollars, a augmenté de 65 millions de dollars durant l'exercice 2002, compte non tenu des gains non réalisés estimés à 56 millions de dollars.

Les immobilisations, qui totalisent 29 millions de dollars, sont constituées du mobilier, des améliorations locatives et des investissements dans les technologies de l'information qui ont été capitalisés, après amortissement.

Les autres éléments d'actif de 213 millions de dollars comprennent les gains non réalisés de 153 millions de dollars sur les instruments dérivés, qui sont partiellement compensés par des pertes non réalisées de 36 millions de dollars, étant donné que la Banque couvre entièrement toutes les transactions de ce genre pour minimiser le risque.

Avoir de l'actionnaire À la clôture de l'exercice, le total de l'avoir de l'actionnaire s'établissait à 960 millions de dollars, contre 923 millions de dollars à l'exercice précédent. La hausse du capital de base qui en résulte permettra à la Banque d'accroître son soutien aux PME en réponse à leurs besoins grandissants. Pour le sixième exercice de suite, la BDC a déclaré un dividende. Pour l'exercice 2002, ce dividende s'élève à 16,7 millions de dollars sur les actions privilégiées et est payable au gouvernement du Canada.

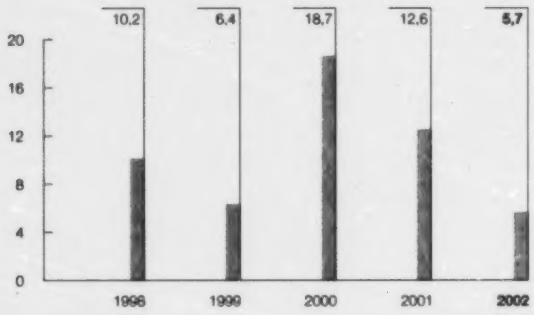
* Des actions sont détenues par des personnes visées à l'article 33 de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* dans Toon Boon Technologies Inc., un placement de 3,4 millions de dollars, et dans Alliance Medical Inc., un prêt de 380 000 $.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la Banque a exercé ses activités dans le respect des limites prescrites par la loi qui la régit. À la clôture de l'exercice, le ratio d'endettement était de 5,8:1.

Le bénéfice net de 53,7 millions de dollars réalisé durant l'exercice a procuré un rendement de 5,7 % de l'avoir moyen de l'actionnaire sous forme d'actions ordinaires, ce qui représente 6,9 % de moins qu'à l'exercice 2001. Cette diminution est due aux niveaux de capitaux propres plus élevés au cours de l'exercice 2002 et à la perte d'exploitation provenant des activités de capital de risque durant cet exercice.

Rendement du capital-actions ordinaire

au 31 mars *(pourcentage)*



Comparaison avec le Plan d'entreprise de l'exercice 2002

Malgré l'incertitude économique, le rendement des activités de prêt a été bien meilleur que ne le prévoyait le Plan d'entreprise. À 1 742 millions de dollars, les autorisations ont dépassé les objectifs de 137 millions de dollars. Le portefeuille a surpassé les prévisions de 216 millions de dollars et la marge, de 10 points de base. La provision pour pertes a été quant à elle inférieure de 15 millions de dollars au montant qui était prévu. Ces chiffres témoignent de la qualité des transactions. Les gains de productivité ont été tels que les frais d'exploitation et d'administration, qui se sont élevés à 165 millions de dollars, ont été inférieurs de 7 millions de dollars à ce que prévoyait le Plan d'entreprise. Par conséquent, le bénéfice net de 80 millions de dollars provenant des Prêts a été supérieur de 35 millions de dollars aux prévisions.

Le bénéfice des activités de capital de risque a cependant été gravement touché par un effondrement des possibilités de dessaisissement dû au marché défavorable. Au lieu du bénéfice de 17 millions de dollars qui était prévu, les activités de capital de risque ont essuyé une perte de 21 millions de dollars — ce qui représente une variation de 38 millions de dollars. Les activités de placement se sont toutefois poursuivies à un rythme énergique durant l'exercice 2002, ce qui a donné lieu à des autorisations de 98 millions de dollars au titre des placements directs, un résultat qui dépasse les 85 millions de dollars prévus dans le Plan d'entreprise, alors que le portefeuille a relativement bien maintenu sa valeur.

Les activités du Groupe-conseil ont elles aussi été touchées par le resserrement du marché. Les revenus de 18 millions de dollars sont au-dessous des prévisions de 20 millions de dollars, alors que la perte d'exploitation s'est chiffrée à 5,7 millions de dollars, contre des prévisions de 3 millions de dollars. Ces résultats sont néanmoins conformes à ceux de l'exercice 2001.

Le bénéfice net consolidé de 53,7 millions de dollars se rapproche cependant de celui de 59 millions de dollars prévu dans le Plan d'entreprise, et le très solide rendement des prêts est venu compenser la perte d'exploitation provenant des activités de capital de risque.

Plan d'entreprise de l'exercice 2003

La Banque continuera d'accroître le soutien qu'elle accorde aux PME. Le portefeuille de prêts augmentera de 7 % pour atteindre 6,5 milliards de dollars et générer un revenu net d'intérêts de 358 millions de dollars. Après déduction des frais d'exploitation de 180 millions de dollars, et des provisions totalisant 115 millions de dollars, le bénéfice net devrait se chiffrer à 63 millions de dollars.

Les activités de capital de risque se poursuivront à un rythme élevé — 90 millions de dollars sous forme de placements directs et 50 millions de dollars affectés à l'initiative concernant le Fonds de fonds. Les dessaisissements reprendront quelque peu durant l'exercice, produisant un bénéfice net proche du seuil de rentabilité. Le Plan d'entreprise prévoit une injection de capitaux propres additionnels de 75 millions de dollars pour soutenir une croissance équivalente du portefeuille de capital de risque durant l'exercice 2003.

Les activités du Groupe-conseil continueront d'être centrées sur les besoins des PME canadiennes, et les revenus augmenteront à 19 millions de dollars, tandis que la perte sera ramenée à 3 millions de dollars.

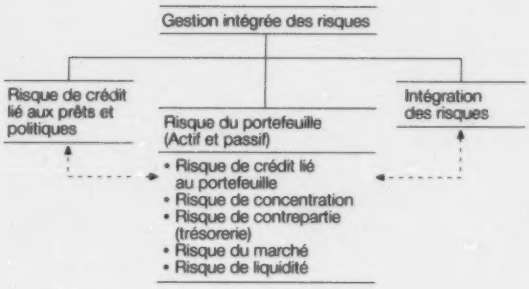
Le Plan d'entreprise de l'exercice 2003 prévoit un bénéfice net consolidé de 59 millions de dollars, comparativement à celui de 53,7 millions de dollars enregistré pour l'exercice 2002.

Intégration de la gestion des risques

APERÇU

L'examen récent du mandat de la BDC a clarifié la voie à suivre à l'avenir. Dans ce contexte, la gestion des risques est conçue pour aider la Banque à réaliser des stratégies et des objectifs compatibles avec son mandat. La Banque possède des processus bien établis, qui tendent de plus en plus vers l'intégration, pour gérer les risques liés à ses activités, à savoir essentiellement le risque de crédit, le risque du marché et le risque opérationnel.

Régie La Banque veille à respecter les directives en matière de gestion des risques financiers émises par le ministre des Finances à l'intention des sociétés d'État. La direction informe régulièrement le conseil d'administration des divers risques auxquels la Banque est exposée. Un groupe de gestion des risques a été créé récemment afin de soutenir ces activités. Ce groupe est dirigé par le vice-président exécutif, Gestion intégrée du risque et relève du chef de la direction.



Le Comité de gestion de l'actif et du passif, qui compte dans ses rangs des membres de la haute direction de la BDC, et la fonction du risque de crédit de la Banque procèdent à un examen périodique des politiques concernant les risques de crédit, du marché et de liquidité liés aux activités de la Banque. Les politiques du comité sont approuvées par le conseil d'administration et permettent de s'assurer que les risques financiers sont gérés d'une manière responsable afin de préserver l'actif de la Banque.

RISQUE DE CRÉDIT

Qualité du crédit • Portefeuille de prêts *Le risque de crédit est le risque de perte financière en cas de défaut d'un élément d'actif.*

En vertu de son mandat, la Banque est tenue d'accorder des prêts à un segment du marché national des prêts commerciaux qui présente des risques élevés. Comme le portefeuille comprend un volume disproportionné de petits prêts, il n'est pas possible d'attribuer les cotes de crédit des agences de notation indépendantes. Par conséquent, les décisions en matière de crédit reposent davantage sur l'évaluation de crédit de clients semblables d'après l'expérience de la BDC. Ces décisions d'affaires sont appuyées par les politiques et les procédures ainsi que par les outils d'évaluation du risque mis au point par le groupe de gestion des risques. Les décisions en matière de crédit sont décentralisées et confiées au personnel professionnel local en plus d'être soumises à une vérification et à un examen indépendants. Tous les prêts font par ailleurs l'objet d'un examen régulier en fonction du risque, et des rapports sont présentés couramment à la direction et au conseil d'administration.

Le niveau des prêts douteux constitue pour ces raisons une mesure de la qualité du crédit. Les prêts douteux sont des prêts à l'égard desquels il est raisonnable de penser, selon la direction de la Banque, que le montant exigible ne pourra pas être recouvré en totalité. À la Banque, malgré les hausses importantes des volumes de prêts et l'incertitude économique qui prévaut, les prêts douteux totalisaient 268 millions de dollars en mars 2002, comparativement à 272 millions de dollars à l'exercice précédent. Cela laisse supposer que le secteur de la petite entreprise a connu une performance vigoureuse. Une provision cumulée spécifique de 100 millions de dollars a été constituée pour couvrir le risque net relativement à ces prêts.

Au mois de mars 2002, la provision cumulée générale établie à l'égard des prêts rentables — qui totalisent 5,8 milliards de dollars — s'élevait à 301 millions de dollars. Cette provision est maintenue afin d'atténuer le risque de pertes ultimement lié à ces prêts, en se fondant sur les pertes historiques, sur l'application de techniques de modélisation, sur les créances irrécouvrables estimatives pour la phase actuelle du cycle économique et sur le jugement.

Afin de maintenir les provisions cumulées, des provisions équivalant à 1,7 % du portefeuille moyen, contre 2,0 % à l'exercice 2001, ont été imputées aux résultats de l'exercice 2002.

Concentration des risques • Portefeuille de prêts

Le risque de concentration désigne le risque que plusieurs prêts ou plusieurs emprunteurs fassent défaut en même temps.

Du fait qu'elle exerce ses activités au sein de l'économie canadienne, la Banque a un portefeuille de prêts extrêmement diversifié aussi bien sur le plan géographique que par secteur d'activité. Cependant, vu l'accent mis sur le financement d'entreprises en démarrage et d'entreprises à un stade de développement précoce, les prêts au profit des entreprises des secteurs du savoir et de la technologie continuent de former une part croissante des prêts à risque plus élevé. Au cours des cinq derniers exercices, le portefeuille de prêts de la Banque a augmenté à un taux annuel composé de plus de 10 % et atteint maintenant un montant net de 5,7 milliards de dollars. Cette croissance s'accompagne d'une augmentation du nombre de prêts en cours alors que la Banque continue de mettre l'accent sur les besoins des PME.

Étant donné que la Banque exerce ses activités sans aucun cautionnement de tiers et sans aucune assurance contre les pertes, elle assume entièrement le risque lié à ces opérations de prêt et enregistrera en bout de ligne des pertes à l'égard d'une certaine portion de celles-ci. Le Groupe-conseil de la BDC aide à gérer le risque que posent certaines de ces entreprises en mettant à contribution une expertise externe pour accroître leurs chances de réussite.

Qualité du crédit • Investissement des liquidités

Les activités d'investissement des liquidités de la Banque sont régies par une politique restrictive. Les titres permis aux fins de ces investissements sont ceux émis ou garantis par le gouvernement du Canada, par un gouvernement provincial ou par les institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements (ACP), qui sont assujettis à des conditions sévères en ce qui concerne les cotes de crédit. Au 31 mars 2002, plus de 90 % des investissements des liquidités de la Banque venaient à échéance à l'intérieur de trois mois.

Risque lié aux placements à court terme et aux valeurs mobilières

au 31 mars 2002 *(en millions de $)*

	Durée jusqu'à l'échéance		
Cote de crédit*	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans
AAA	0,0	0,0	0,0
AA- à AA+	443,6	9,5	57,5
A à A+	205,9	0,0	0,0
Total	649,5	9,5	57,5

* Attribuée par des agences de notation réputées.

Instruments dérivés

Le risque d'émetteur/de contrepartie désigne le risque de non-exécution de la part d'une contrepartie et la possibilité de défaut d'un actif de trésorerie ou d'une opération de transfert des risques telle qu'un instrument dérivé.

La Banque applique une politique de limite de crédit pour contrôler et gérer le risque de crédit associé aux instruments dérivés. Elle fixe des limites contractuelles globales relativement à la solvabilité de chaque contrepartie. Le risque de crédit lié à la contrepartie existe uniquement lorsque la valeur au marché des instruments dérivés est positive. La Banque signe des accords-cadres de l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association) avec chaque contrepartie à un instrument dérivé et procède à un examen périodique des contreparties pour s'assurer qu'elles respectent ses normes.

Risque de crédit lié à la contrepartie

au 31 mars 2002 *(en millions de $)*

	Durée jusqu'à l'échéance			Après impact des accords généraux de compensation
	Avant impact des accords généraux de compensation			
Cote de crédit*	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	3 ans et plus	
AAA	0,0	0,0	0,0	0,0
AA- à AA+	4,1	26,0	49,5	21,1
A à A+	6,5	0,0	0,0	4,6
Total	10,6	26,0	49,5	25,7

* Attribuée par des agences de notation réputées.

RISQUE DU MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la valeur d'éléments d'actif, d'éléments de passif ou d'autres instruments financiers varie en raison de la fluctuation des cours du marché.

Le risque du marché comprend le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque de liquidité et le risque de fluctuation des cours des valeurs mobilières.

La BDC obtient les fonds dont elle a besoin en émettant des papiers commerciaux sur le marché monétaire et des billets à long terme sur le marché financier. La Banque possède une politique en matière de risque du marché pour contrôler et gérer le risque du marché associé à ces activités financières. Les risques du marché, dont ceux liés aux taux de change, aux cours des valeurs mobilières, aux prix des marchandises ou à d'autres facteurs de risque possibles découlant des activités de financement, sont couverts par la Banque au moment de la transaction. Le risque du marché résiduel se limite strictement au risque de taux d'intérêt canadiens.

Risque de taux d'intérêt Les risques de taux d'intérêt tiennent aux différences résiduelles entre les durées et les montants des actifs de prêt et ceux des emprunts sous-jacents. La Banque utilise des stratégies d'emprunt et des instruments dérivés pour essayer de minimiser ces différences. Au 31 mars 2002, les prêts à taux fixe constituaient 33 % du portefeuille de prêts de la Banque, par rapport à 36 % à l'exercice précédent.

Le tableau qui suit illustre la position de la Banque, au 31 mars 2002, en ce qui a trait à l'écart de taux d'intérêt, après avoir pris en compte l'incidence des instruments dérivés.

Écart de sensibilité aux taux d'intérêt

au 31 mars 2002 *(en millions de $)*

	Total de l'actif	Total du passif et de l'avoir de l'actionnaire	Écart
À l'intérieur de un an	5 404	5 195	209
De 1 an à 2 ans	530	365	165
De 2 à 3 ans	277	150	127
De 3 à 4 ans	214	100	114
De 4 à 5 ans	138	72	66
Plus de 5 ans	231	0	231
Non sensible aux taux d'intérêt	103	1 015	(912)
Total	6 897	6 897	0

La Banque mesure le risque de taux d'intérêt auquel elle est exposée en établissant des modèles de variabilité de son revenu net d'intérêts basés sur une fluctuation de 2 % des taux d'intérêt. Au 31 mars 2002, cette sensibilité s'élèverait à 1 % du revenu net d'intérêts prévu.

La Banque utilise la valeur à risque (VAR) pour mesurer la sensibilité de sa valeur économique. Elle applique à cette fin un intervalle de confiance de 99 % et utilise des données historiques couvrant une période d'un an.

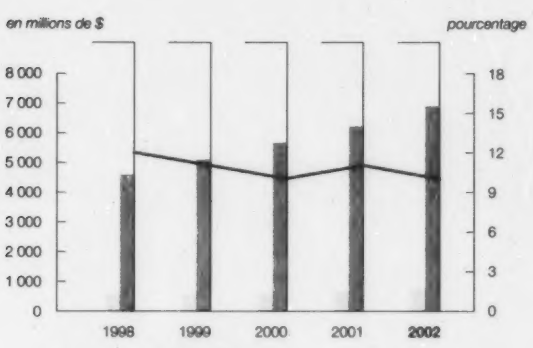
Risque de change La Banque n'est pas exposée aux fluctuations de devises. Les actifs de prêt sont maintenus en dollars canadiens tandis que les emprunts contractés en devises sont entièrement couverts en dollars canadiens au moment de la transaction au moyen de swaps croisés et de contrats de change à terme.

Risque de liquidité *Le risque de liquidité (trésorerie) est le risque qu'une entité soit incapable d'obtenir les fonds dont elle a besoin pour faire face à ses obligations financières.*

La Banque gère ses liquidités de façon à s'assurer de disposer en tout temps des fonds nécessaires. Sa politique de liquidité exige un contrôle étroit des flux de trésorerie affectés à l'exploitation et fixe des limites précises quant à la gestion courante de la trésorerie.

Ratio de liquidité

au 31 mars



	1998	1999	2000	2001	2002
Total de l'actif (valeur)	4 588	5 098	5 666	6 226	**6 897**
Encaisse, placements à court terme et valeurs mobilières (valeur)	557	546	578	674	**715**
Ratio de liquidité	12%	11%	10%	11%	**10%**

Placements Les placements de capital de risque présentent, de par leur nature, un risque élevé. Des placements fructueux peuvent être réalisés dans des sociétés fermées, ou sur les marchés financiers publics qui dépendent fortement du cours des valeurs mobilières. La Banque réduit ce genre de risques au moyen d'évaluations conservatrices, de syndicats de placements et d'un suivi régulier, et elle se dessaisit de ses placements de façon échelonnée, en tenant compte de la conjoncture du marché et des restrictions applicables à ce genre de transactions.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de pertes imputables à une erreur humaine, à une défaillance des processus ou à une panne des systèmes, ou à des événements graves mais peu fréquents comme des catastrophes naturelles.

La Banque a un cadre de contrôle interne composé de systèmes et de processus sur lequel elle s'appuie pour effectuer ses transactions d'affaires. Des politiques et des procédures exhaustives régissent le traitement de l'information, les activités de prêt, la gestion du personnel et les autres fonctions opérationnelles cruciales.

La Banque possède un processus de planification de la reprise des activités complet pour assurer la continuité de ses principales fonctions d'affaires en cas de catastrophe. Ce processus a été mis à l'essai avec succès durant l'exercice.

La BDC gère les risques associés aux défaillances techniques et aux pannes des systèmes de télécommunication à l'aide de programmes de remplacement du matériel informatique et de l'équipement et par l'application de procédures de contrôle et de sécurité visant à assurer une information exacte, opportune et gérée de manière efficace.

Pour gérer les risques associés aux ressources humaines, la Banque encourage l'excellence et soutient le perfectionnement des compétences des employés. Elle possède un plan de formation et de perfectionnement complet à l'intention du personnel et a instauré différents programmes d'encouragement pour inciter les employés à parfaire leurs compétences. Cette approche est supportée par une « culture de l'éthique » qui prend appui sur le Code de conduite et qui relève du bureau de l'Ombudsman. Le Code de conduite couvre notamment les conflits d'intérêts et les exigences de déclaration des contacts de la part de lobbyistes.

La Banque est aussi engagée activement dans un programme qui vise à en faire un employeur de choix afin de motiver les membres de son personnel et d'accroître leur mobilisation.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Banque de développement du Canada ont été dressés et présentés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. L'information qu'ils contiennent comprend normalement des montants ayant dû faire l'objet d'estimations reposant sur un jugement éclairé quant aux résultats prévus des opérations et des événements en cours. L'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel respecte le contenu des états financiers.

La direction est responsable de la justesse, de l'objectivité et de la qualité des états financiers ainsi que des systèmes comptables dont ils émanent. À cette fin, elle maintient un système de contrôle interne destiné à donner l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les biens de la Banque sont protégés et que les registres nécessaires sont maintenus. Le système de contrôle interne est complété par une revue périodique des différents aspects des opérations de la Banque effectuée par le personnel de la vérification interne et celui de l'inspection. De plus, le vice-président, Vérification et inspection et les vérificateurs externes ont plein et libre accès au Comité de la vérification du conseil d'administration, dont le rôle est de surveiller et d'examiner le contrôle interne exercé par la direction et les responsabilités de celle-ci en matière de présentation de l'information financière. Il incombe au conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité de la vérification dont les membres sont des administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque, d'examiner et d'approuver les états financiers annuels vérifiés.

Les vérificateurs externes de la Banque, KPMG s.r.l., comptables agréés, et le vérificateur général du Canada ont vérifié les états financiers de la Banque et leur rapport indique l'étendue de leur vérification et leur opinion sur les états financiers.

Le président et chef de la direction,
Michel Vennat

Le premier vice-président, Finance et chef des finances,
Alan B. Marquis

Montréal, Canada
Le 24 mai 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au ministre de l'Industrie

Nous avons vérifié le bilan de la Banque de développement du Canada au 31 mars 2002 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 mars 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Banque dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur la Banque de développement du Canada* et aux règlements administratifs de la Banque.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

Montréal, Canada
Le 24 mai 2002

La vérificatrice générale du Canada,
Sheila Fraser, FCA

Ottawa, Canada
Le 24 mai 2002

BILAN

au 31 mars *(en milliers de dollars)*

	2002	2001
ACTIF		
Encaisse et placements à court terme (note 3)	**632 441 $**	605 955 $
Valeurs mobilières (note 4)	**82 655**	67 808
	715 096	673 763
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables (notes 5 et 6)	**5 669 513**	5 054 254
Placements de capital de risque (note 7)	**271 064**	206 360
	5 940 577	5 260 614
Immobilisations, déduction faite de l'amortissement cumulé	**28 912**	32 318
Autres éléments d'actif (note 8)	**212 619**	258 823
	241 531	291 141
TOTAL DE L'ACTIF	**6 897 204 $**	6 225 518 $
PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Créditeurs et charges à payer	**64 545 $**	55 626 $
Intérêts courus sur emprunts	**129 226**	152 698
	193 771	208 324
Emprunts (note 9)		
Billets à court terme	**3 444 279**	2 604 399
Billets à long terme	**2 152 764**	2 344 722
	5 597 043	4 949 121
Autres éléments de passif (note 10)	**146 070**	144 769
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 11)	**598 400**	598 400
Surplus d'apport	**27 778**	27 778
Bénéfices non répartis	**334 142**	297 126
	960 320	923 304
Passif éventuel et engagements (note 16)		
TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	**6 897 204 $**	6 225 518 $

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante du présent état.

Approuvé par le conseil :

Terry B. Grieve,
Administrateur

Michel Vennat,
Administrateur

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en milliers de dollars)*	**2002**	2001
SERVICES FINANCIERS		
Prêts		
Revenu d'intérêts	**503 442 $**	527 419 $
Frais d'intérêts (note 12)	**162 797**	225 194
Revenu net d'intérêts	**340 645**	302 225
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	**95 000**	106 000
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	**245 645**	196 225
Frais d'exploitation et d'administration (note 13)	**165 187**	158 971
Bénéfice provenant des Prêts	**80 458**	37 254
Capital de risque		
Intérêts et dividendes	**3 608 $**	5 870 $
Gains nets réalisés sur les placements	**1 747**	75 756
Autres	**3 338**	2 549
Revenu de placements	**8 693**	84 175
Réduction de la valeur comptable des placements	**18 948**	13 306
(Perte) revenu net(te) de placements	**(10 255)**	70 869
Frais d'exploitation et d'administration (note 13)	**10 722**	14 701
(Perte) bénéfice provenant du Capital de risque	**(20 977)**	56 168
BÉNÉFICE PROVENANT DES SERVICES FINANCIERS	**59 481**	93 422
GROUPE-CONSEIL		
Revenu	**18 189**	17 724
Frais d'exploitation et d'administration (note 13)	**23 937**	22 824
PERTE PROVENANT DU GROUPE-CONSEIL	**(5 748)**	(5 100)
BÉNÉFICE NET	**53 733**	88 322
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Solde à l'ouverture de l'exercice	**297 126**	222 648
Dividende sur les actions privilégiées	**(16 717)**	(13 844)
Solde à la clôture de l'exercice	**334 142 $**	297 126 $

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante du présent état.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en milliers de dollars)*

	2002	2001
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	**53 733 $**	88 322 $
Ajustements en vue de déterminer le flux de trésorerie net :		
Gains nets réalisés sur les placements de capital de risque	**(1 747)**	(75 756)
Provision pour créances irrécouvrables et réduction de la valeur comptable des placements de capital de risque	**113 948**	119 306
Amortissement des immobilisations	**10 355**	11 785
Variation des intérêts à recevoir sur les prêts	**1 616**	(3 932)
Variation des intérêts courus sur les emprunts	**(16 552)**	14 797
Ajustement de conversion sur les emprunts et les valeurs mobilières	**(84 337)**	18 025
Variation nette des gains non réalisés et des sommes à recevoir sur les instruments financiers dérivés	**63 133**	49 403
Variation nette des pertes non réalisées sur les instruments financiers dérivés	**(12 930)**	(77 223)
Variation nette des autres éléments d'actif et de passif	**(699)**	3 035
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	**126 520**	147 762
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements sur prêts	**(1 868 894)**	(1 710 228)
Décaissements sur placements de capital de risque	**(102 547)**	(83 508)
Remboursements sur prêts	**1 157 019**	1 162 094
Produit de la vente de placements de capital de risque	**20 642**	84 705
Acquisition nette d'immobilisations	**(6 949)**	(4 224)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	**(800 729)**	(551 161)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de billets à long terme	**798 945**	511 542
Remboursement de billets à long terme	**(943 271)**	(672 561)
Variation nette des billets à court terme	**875 445**	604 247
Variation nette des valeurs mobilières	**(13 707)**	21 067
Produit de l'émission d'actions privilégiées	**—**	65 000
Dividende payé sur les actions privilégiées	**(13 844)**	(8 889)
Autres	**(2 873)**	(4 955)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	**700 695**	515 451
AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS À COURT TERME	**26 486**	112 052
ENCAISSE ET PLACEMENTS À COURT TERME À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**605 955**	493 903
ENCAISSE ET PLACEMENTS À COURT TERME À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	**632 441 $**	605 955 $
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE		
Montant des intérêts payés durant l'exercice	**179 349 $**	210 397 $

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante du présent état.

31 mars 2002 *(en milliers de dollars, sauf indication contraire)*

1. LOI CONSTITUTIVE, OBJECTIFS ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974 sous la dénomination de Banque fédérale de développement, laquelle a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque appartient entièrement au gouvernement du Canada et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les objectifs de la Banque sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, surtout les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un large éventail de services financiers et de services de consultation complémentaires à ceux des institutions financières commerciales. La Banque offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui lui permettent de répondre aux besoins courants des PME et d'obtenir un rendement du capital investi approprié, qui sert en retour à l'avancement de ses activités.

Pour financer ces objectifs, la Banque émet des titres d'emprunt garantis par le gouvernement du Canada. La *Loi sur la Banque de développement du Canada* permet également à la Banque d'émettre des instruments hybrides de capital grâce auxquels elle peut répondre aux besoins de capitaux croissants des petites et moyennes entreprises canadiennes. Sa Majesté ne pourrait être tenue du paiement des montants dus aux termes de tels instruments de capital.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. À ce titre, la direction est tenue de faire des estimations et de formuler des hypothèses qui influent sur les montants et les autres éléments d'information présentés dans les états financiers. Les résultats pourraient par conséquent différer de ces estimations. Les principales estimations portent, entre autres, sur la provision cumulée pour créances irrécouvrables, sur la réduction de la valeur comptable et sur la présentation des justes valeurs des placements de capital de risque. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations venaient à changer, cela pourrait modifier considérablement les jugements posés par la direction. Les principales conventions comptables adoptées pour la préparation des états financiers sont résumées ci-après.

Valeurs mobilières

Les titres de créance sont comptabilisés au coût après amortissement des primes et des escomptes, lesquels sont amortis sur toute la période jusqu'à l'échéance. Lorsqu'un titre a subi une perte de valeur durable, la valeur comptable du titre en question est réduite en conséquence. Les revenus d'intérêts, les gains et les pertes à l'aliénation et les rajustements effectués pour comptabiliser la perte de valeur durable sont déduits des frais d'intérêts.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés à leur montant en principal, incluant les intérêts courus à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables. L'intérêt sur les prêts est inscrit à titre de revenu d'intérêts, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf pour les prêts qui sont considérés comme douteux.

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt devient douteux, la constatation du revenu d'intérêts cesse et l'intérêt couru antérieurement qui n'a pas été payé fait l'objet d'une contrepassation. Tout intérêt reçu sur un prêt douteux est appliqué à la valeur comptable du prêt, à moins que celui-ci ne soit entièrement garanti et qu'il ne nécessite pas de provision spécifique, auquel cas le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Dans le cas des prêts douteux mesurés en fonction des flux de trésorerie futurs prévus, comme il est expliqué au paragraphe intitulé *Provision cumulée pour créances irrécouvrables*, l'augmentation de la valeur actualisée attribuable au passage du temps est inscrite à titre de revenu d'intérêts.

Provision cumulée pour créances irrécouvrables

La provision cumulée pour créances irrécouvrables est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables qui existent dans le portefeuille de la Banque. Elle reflète les meilleures estimations de la direction quant aux pertes qui existent dans le portefeuille de la Banque à la date du bilan. La provision cumulée pour créances irrécouvrables est augmentée de la provision annuelle, laquelle est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

La provision cumulée pour créances irrécouvrables comprend des provisions spécifiques et une provision générale.

Les provisions spécifiques sont constituées pour chaque prêt douteux individuel. La valeur comptable d'un prêt douteux est ramenée à sa valeur de réalisation estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt ou, lorsque le montant des flux de trésorerie ne peut être déterminé de manière raisonnable, en utilisant la juste valeur estimative de tout bien donné

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

en garantie, déduction faite des coûts de réalisation. Les provisions initiales ainsi que tout changement subséquent à celles-ci sont imputés à la provision pour créances irrécouvrables à titre d'ajustement de la provision spécifique pour les prêts douteux.

La provision générale représente la meilleure estimation de la moins-value probable imputable à la détérioration de la qualité du crédit du reste du portefeuille de prêts pour laquelle il n'est pas encore possible d'établir des provisions spécifiques. Le montant de la provision générale est estimé en se fondant sur les pertes passées ainsi que sur l'appréciation par la direction de l'incidence de la conjoncture économique sur les activités de prêt, des pertes sur prêts récentes et des tendances quant à la qualité du crédit du portefeuille de prêts.

Placements de capital de risque

Les placements de capital de risque sont comptabilisés au coût et, en conséquence, l'intérêt et les dividendes sont inclus dans le revenu lorsqu'ils sont reçus. Les investissements dans des fonds de capital de risque et de capital de prédémarrage sur lesquels la Banque exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sont comptabilisés respectivement selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. En vertu de ces méthodes, la Banque comptabilise sa quote-part des revenus et des dépenses de ces fonds. Les gains ou les pertes enregistrés à la vente des placements sont comptabilisés dans le revenu au moment où ils sont réalisés. Toutefois, lorsqu'un placement subit une baisse de valeur permanente, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette diminution.

La contrepartie autre qu'en espèces reçue à la vente des placements est présentée en tant que placements temporaires à l'intérieur des placements de capital de risque et comptabilisée selon la valeur à la date de la vente du placement de capital de risque ou selon la valeur marchande courante à la date du bilan, la valeur la moins élevée étant retenue.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Matériel informatique et logiciels	de 3 à 7 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Améliorations locatives	sur la durée du bail, maximum de 15 ans

Primes, escomptes et frais d'émission de titres d'emprunt

Les primes, les escomptes et les frais relatifs à l'émission de titres d'emprunt sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de chaque émission et imputés aux frais d'intérêts.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaire libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses libellés en devises sont pour leur part convertis en dollars canadiens selon les taux de change moyens pour l'exercice.

Instruments financiers dérivés

La Banque détient des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt, du risque de change et du risque lié au marché boursier découlant des positions figurant au bilan. Ces instruments financiers sont utilisés en tant que couverture à seule fin d'apparier ses éléments d'actif et de passif. Ces instruments dérivés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et les revenus ou les dépenses qui s'y rapportent sont constatés sur la durée de la position couverte à titre d'ajustement aux frais d'intérêts.

Les primes payées ou reçues à l'égard des instruments financiers dérivés sont reportées et portées par voie d'amortissement aux frais d'intérêts sur la durée des contrats d'instruments dérivés.

Avantages sociaux futurs

La Banque offre des régimes de retraite à prestations déterminées aux employés admissibles. Des évaluations périodiques sont faites par des actuaires indépendants afin d'établir la valeur actualisée des prestations de retraite constituées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et en se fondant sur les hypothèses les plus probables, selon la direction, quant au rendement prévu des placements du régime, à l'accroissement de la rémunération, à l'âge des employés à la retraite et à d'autres facteurs. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée est fondé sur les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des titres de créance à long terme de qualité.

La charge ou le crédit net au titre des prestations de retraite comprend le coût des prestations de retraite fournies relativement aux services rendus au cours de l'exercice, obtenu par calcul actuariel, les intérêts théoriques sur le passif au titre des prestations de retraite, le revenu prévu à l'égard des actifs des régimes de retraite, d'après une moyenne des valeurs liées au marché, et l'amortissement des gains ou pertes des régimes, des redressements découlant de modifications aux régimes et des soldes transitoires provenant de l'adoption de la politique comptable actuelle. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

L'amortissement des gains ou pertes actuariels est constaté dans la charge de l'exercice si le gain actuariel net non amorti ou la perte actuarielle nette non amortie à l'ouverture de l'exercice dépasse 10 % de la valeur de l'obligation au titre des prestations constituées ou 10 % de la juste valeur marchande des actifs des régimes, si ce dernier montant est plus élevé. L'amortissement correspond à l'excédent divisé par la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés actifs.

La Banque offre également des avantages, sous forme d'assurance-vie et d'assurance-maladie, aux retraités admissibles ainsi que d'autres avantages aux employés et retraités, qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice en se fondant sur des évaluations actuarielles.

3. ENCAISSE ET PLACEMENTS À COURT TERME

L'encaisse et les placements à court terme comprennent les soldes des comptes bancaires, déduction faite des chèques non compensés, et les dépôts bancaires à court terme ayant une échéance de moins de 90 jours à la date initiale d'acquisition.

4. VALEURS MOBILIÈRES

	Durée jusqu'à l'échéance			
	À l'intérieur de un an	De 1 à 3 ans	**2002 Total**	2001 Total
Canada				
Valeur comptable	25 879 $	— $	**25 879 $**	25 605 $
Rendement	6,75 %	—	**6,75 %**	6,59 %
Juste valeur	25 936 $	— $	**25 936 $**	26 132 $
Institutions financières				
Valeur comptable	— $	56 776 $	**56 776 $**	42 203 $
Rendement	—	2,84 %	**2,84 %**	5,80 %
Juste valeur	— $	57 497 $	**57 497 $**	43 165 $
Total				
Valeur comptable	25 879 $	56 776 $	**82 655 $**	67 808 $
Rendement	6,75 %	2,84 %	**4,09 %**	6,10 %
Juste valeur	25 936 $	57 497 $	**83 433 $**	69 297 $
Contrats de swap				
Montant nominal de référence	24 950 $	53 585 $	**78 535 $**	64 950 $
Rendement rajusté (1)	2,00 %	2,26 %	**2,18 %**	5,40 %
Des montants libellés en devises sont inclus dans la valeur comptable des titres				
		Dollars US - 2001 36 964 $		58 240 $
		Dollars US - 2002 45 814 $	**72 962 $**	

(1) Après avoir pris en compte l'effet des instruments dérivés correspondants (voir la note 15).

Tous les titres détenus au 31 mars portent intérêt à taux fixes et ont été émis par des entités canadiennes. Les rendements sont fondés sur les valeurs comptables et sur les taux d'intérêt contractuels redressés pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Le classement des durées à l'échéance est établi selon l'échéance contractuelle du titre. La juste valeur est établie en se fondant sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, et pourrait ne pas être réalisée à la vente des titres. Si les taux pratiqués sur le marché ne sont pas disponibles, les justes valeurs sont déterminées à partir des cours du marché de titres essentiellement identiques. Le cas échéant, la Banque a conclu des swaps croisés et des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque de change associés aux titres susmentionnés.

5. PRÊTS

Le tableau qui suit résume les dates de révision ou d'échéance, en prenant les dates les plus proches, ainsi que les taux d'intérêt effectifs des prêts en cours au 31 mars. Les taux d'intérêt effectifs sont calculés selon une moyenne pondérée.

	2002		2001	
Rentables — flottant	**3 854 234 $**	**6,43 %**	3 282 891 $	9,45 %
Rentables — fixe				
Moins de un an	**473 370**	**8,19 %**	415 658	9,67 %
De 1 à 2 ans	**439 889**	**8,50 %**	220 343	9,28 %
De 2 à 3 ans	**211 761**	**9,16 %**	364 963	9,37 %
De 3 à 4 ans	**247 302**	**9,64 %**	174 633	9,66 %
De 4 à 5 ans	**162 552**	**9,34 %**	235 669	9,74 %
Plus de 5 ans	**413 633**	**9,08 %**	446 009	9,22 %
Rentables	**5 802 741**		5 140 166	
Douteux	**267 958**		272 242	
Total des prêts	**6 070 699**		5 412 408	
Provision cumulée pour créances irrécouvrables				
Générale	**(300 746)**		(261 982)	
Spécifique	**(100 440)**		(96 172)	
	(401 186)		(358 154)	
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables	**5 669 513 $**		5 054 254 $	

Les concentrations, par province et territoire, du total des prêts en cours au 31 mars sont illustrées dans le tableau qui suit. La Banque est d'avis qu'elle n'a aucune concentration significative résultant d'un débiteur unique ou d'un groupe de clients liés.

Répartition géographique	2002		2001	
Terre-Neuve et Labrador	**215 141 $**	**3,6 %**	188 830 $	3,5 %
Île-du-Prince-Édouard	**42 261**	**0,7 %**	41 140	0,8 %
Nouvelle-Écosse	**128 716**	**2,1 %**	112 203	2,1 %
Nouveau-Brunswick	**223 168**	**3,7 %**	213 562	4,0 %
Québec	**2 483 772**	**40,9 %**	2 239 607	41,4 %
Ontario	**1 832 667**	**30,2 %**	1 519 773	28,1 %
Manitoba	**99 684**	**1,6 %**	91 788	1,7 %
Saskatchewan	**102 522**	**1,7 %**	98 984	1,8 %
Alberta	**354 743**	**5,8 %**	309 950	5,7 %
Colombie-Britannique	**539 734**	**8,9 %**	543 699	10,0 %
Yukon	**20 964**	**0,3 %**	24 093	0,4 %
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**27 327**	**0,5 %**	28 779	0,5 %
Total des prêts en cours	**6 070 699 $**	**100,0 %**	5 412 408 $	100,0 %

6. PROVISION CUMULÉE POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Le tableau qui suit résume l'évolution de la provision cumulée pour créances irrécouvrables au 31 mars.

	2002	2001
Solde à l'ouverture de l'exercice	**358 154 $**	294 804 $
Radiations	**(49 008)**	(40 130)
Revenu d'intérêts provenant de l'augmentation de la valeur attribuable au passage du temps	**(5 100)**	(4 885)
Recouvrements	**2 140**	2 365
	306 186	252 154
Provision pour créances irrécouvrables	**95 000**	106 000
Solde à la clôture de l'exercice	**401 186 $**	358 154 $

7. PLACEMENTS DE CAPITAL DE RISQUE

La Banque détient un portefeuille de placements de capital de risque orienté vers les sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Les concentrations de placements de capital de risque sont indiquées ci-dessous. La Banque est d'avis qu'elle n'a aucune concentration significative pour un même client.

	2002		2001	
Secteur d'activité	**Valeur comptable**	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
Biotechnologie/médecine/soins de la santé	**80 692 $**	**87 418 $**	65 745 $	95 830 $
Informatique	**49 504**	**53 028**	38 530	41 712
Fonds de capital de prédémarrage	**25 917**	**39 676**	28 406	58 721
Fonds de capital de risque	**7 885**	**10 495**	250	9 050
Électronique	**49 707**	**69 615**	27 139	40 728
Communications	**39 257**	**48 562**	34 235	55 410
Énergie	**6 015**	**6 015**	2 794	2 824
Industrie	**3 484**	**3 890**	3 658	3 658
Consommation et domaines connexes	**2 538**	**2 574**	2 538	2 574
Autres	**6 065**	**6 200**	3 065	3 614
Placements de capital de risque	**271 064 $**	**327 473 $**	206 360 $	314 121 $

(Voir note 14 pour la juste valeur)

Le tableau ci-dessus comprend des placements temporaires totalisant 13 567 $ (11 829 $ en 2001), dont la juste valeur est de 14 548 $ (11 829 $ en 2001).

Les placements sont en général détenus pendant 4 à 7 ans. La Banque se départit de ses placements par l'inscription en bourse des actions des sociétés émettrices ou par la vente des actions à d'autres actionnaires ou à des tiers. Les rendements des placements varient d'une année à l'autre en raison du montant des dividendes et des revenus d'intérêts reçus et des dessaisissements effectués, et du moment où ceux-ci sont reçus ou effectués. Le tableau qui suit présente un sommaire du portefeuille de placements de capital de risque selon le genre de placement.

Valeur comptable	**2002**	2001
Actions ordinaires	**121 441 $**	114 491 $
Actions privilégiées	**129 879**	77 040
Débentures	**19 744**	14 829
Placements de capital de risque	**271 064 $**	206 360 $

La Banque a investi dans les fonds de capital de prédémarrage T²C² Bio, T²C² Info et Western Technology Seed Fund et dans le Fonds de capital de prédémarrage pour des projets technologiques dans l'Est du Canada, sur lesquels elle exerce un contrôle conjoint. Le tableau ci-dessous illustre la part proportionnelle de l'actif, du passif, des revenus, des dépenses et des flux de trésorerie de ces fonds appartenant à la Banque qui a été comptabilisée.

	2002	2001
Actif à court terme	**3 949 $**	2 924 $
Placements de capital de risque	**21 581**	25 077
Autres éléments d'actif	**13**	20
Passif à court terme	**15**	76
Revenu de placements	**2 311**	1 666
Réduction de la valeur comptable des placements	**5 142**	—
Frais d'exploitation et d'administration	**1 318**	1 119
(Perte) bénéfice net(te)	**(4 149) $**	547 $
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :		
activités d'exploitation	**(872) $**	(1 006) $
activités d'investissement	**410**	(8 588)
activités de financement	**1 748**	9 270

8. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2002	2001
Gains non réalisés et sommes à recevoir sur les instruments financiers dérivés	**153 283 $**	216 415 $
Actif au titre des prestations constituées	**51 419**	37 883
Frais d'émission non amortis sur billets à long terme	**794**	1 868
Autres	**7 123**	2 657
	212 619 $	258 823 $

8. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (suite)

Les gains non réalisés et les sommes à recevoir sur les instruments financiers dérivés sont recouvrables des contreparties aux contrats dérivés et correspondent généralement aux redressements en devises et aux autres redressements sur les emprunts sous-jacents. Les pertes non réalisées et les sommes à payer aux contreparties en vertu des contrats sur les instruments financiers dérivés ont été présentées dans les « Autres éléments de passif » (note 10) et les « Intérêts courus sur emprunts ».

9. EMPRUNTS

La Banque émet des titres d'emprunt sur les marchés des capitaux mondiaux afin de financer son portefeuille de prêts. Le risque de change est entièrement couvert au moyen d'instruments dérivés. En outre, la Banque conclut, lorsqu'il y a lieu, des contrats de swap de taux d'intérêt, des contrats de swap croisé et des contrats de swap sur rendement d'actions pour couvrir les risques liés aux taux d'intérêt et au marché boursier. Le tableau qui suit montre les billets en circulation au 31 mars.

		2002			2001		
Date d'échéance	**Devise**	**Taux effectif**	**Montant nominal**	**Valeur comptable**	Taux effectif	Montant nominal	Valeur comptable
Billets à court terme							
2002	Dollars US				4,47 %-5,81 %	610 100 $	
	Dollars CAN					1 658 840	2 604 399 $
2003	Dollars US	1,77 %-2,90 %	1 235 065 $				
	Dollars CAN		1 488 305	**3 444 279 $**			
Total des billets à court terme				**3 444 279 $**			2 604 399 $

		2002			2001		
Date d'échéance	**Devise**	**Taux effectif***	**Montant nominal**	**Valeur comptable**	Taux effectif	Montant nominal	Valeur comptable
Billets à long terme							
2002	Dollars US				4,57 %-5,60 %	152 500 $	
	Yens				4,79 %	2 000 000	
	Dollars CAN				4,36 %-5,03 %	318 000	573 905 $
2003	Dollars US	1,77 %-1,84 %	13 000 $				
	Dollars CAN	1,88 %-6,25 %	276 500	**296 272 $**	4,77 %-6,25 %	163 500	163 500
2004	Dollars CAN	1,59 %-6,10 %	317 500	**317 500**	4,67 %-6,10 %	368 154	368 154
2005	Yens				4,69 %	500 000	
	Dollars CAN	1,83 %-5,15 %	181 000	**181 000**	4,78 %-5,13 %	60 000	68 384
2006	Dollars CAN	1,75 %-5,65 %	235 098	**235 098**	4,56 %-5,65 %	178 984	178 984
2007	Dollars US				4,71 %-4,75 %	15 196	
	Euros	1,85 %	4 587		4,61 %	4 587	
	Dollars CAN	1,70 %-6,01 %	257 094	**263 224**	4,51 %-6,01 %	188 477	214 504
2008	Dollars CAN	1,80 %-4,20 %	114 600	**114 600**	4,61 %-5,71 %	105 600	105 600
2009	Dollars CAN	1,68 %-5,39 %	227 297	**227 297**	4,64 %-5,39 %	131 950	131 950
2010	Yens				4,69 %-5,53 %	5 100 000	
	Dollars US	1,83 %-5,82 %	25 000		5,82 %	15 000	
	Dollars CAN	1,70 %-1,92 %	102 665	**142 493**	4,72 %-4,95 %	28 000	129 728
2011	Yens				4,54 %-4,65 %	1 500 000	
	Dollars US	1,79 %	10 000		4,71 %	10 000	
	Dollars CAN	1,66 %-2,07 %	65 000	**80 850**	4,36 %-5,25 %	65 000	103 927
2012	Yens	1,87 %	500 000		4,65 %-4,91 %	7 600 000	
	Dollars CAN	1,87 %-1,93 %	35 000	**48 276**	4,70 %-4,83 %	43 000	144 868
2014	Yens	1,83 %-1,86 %	1 600 000	**19 212**			
2015	Yens	1,81 %-1,85 %	2 600 000	**31 220**	4,58 %-4,91 %	10 700 000	133 723
2016	Yens				4,68 %-4,70 %	2 200 000	27 495
2017	Yens	1,82 %-1,92 %	16 300 000	**195 722**			
Total des billets à long terme				**2 152 764 $**			2 344 722 $

** Les taux effectifs des billets à long terme sont indiqués après avoir donné effet aux contrats de swap, le cas échéant. Les renseignements relatifs aux dates de révision des contrats de swap de taux d'intérêt sont fournis à la note 15.*

9. EMPRUNTS (suite)

Le tableau qui précède comprend des billets à long terme payables d'une valeur de 1 592 764 $ pour l'exercice 2002 et de 1 745 068 $ en 2001, qui ont fait l'objet de contrats de swap de taux d'intérêt, de contrats de swap croisé, de contrats de swap sur rendement d'actions et d'options avec d'autres institutions financières. Ces emprunts servent à financer une partie du portefeuille de prêts à taux d'intérêt flottant de la Banque.

Les dates d'échéance des billets remboursables par anticipation et des billets prorogeables sont présentées suivant la première date à laquelle une option peut être exercée à l'égard desdits billets.

La Banque a émis un certain nombre de billets structurés dont l'intérêt et/ou le capital à l'échéance sont liés aux fluctuations des indices boursiers, des taux de change, des taux de swap et d'autres références du marché. Les autres billets peuvent être remboursés par anticipation avant l'échéance ou voir leur échéance prorogée si des options d'achat ou de prorogation sont exercées par la Banque ou les porteurs des billets. Les billets indiqués dans le tableau qui précède se répartissent comme suit :

	2002	2001
Billets portant intérêt	**560 000 $**	790 160 $
Billets liés à des indices boursiers	**731 689**	485 298
Billets liés à des taux de change	**104 890**	291 454
Billets liés à des taux de swap	**69 643**	119 867
Billets remboursables avant l'échéance	**188 822**	270 950
Billets prorogeables au-delà de l'échéance	**118 000**	153 000
Autres billets structurés	**379 720**	233 993
	2 152 764 $	2 344 722 $

Au 31 mars 2002, les versements et les échéances des billets à long terme s'établissent comme suit :

2003	**296 272 $**
2004	**317 500**
2005	**181 000**
2006	**235 098**
2007	**263 224**
2008 et au-delà	**859 670**
	2 152 764 $

10. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2002	2001
Revenu reporté	**927 $**	1 420 $
Passif au titre des prestations constituées	**88 436**	78 903
Pertes non réalisées sur les instruments financiers dérivés	**36 150**	42 012
Autres	**20 557**	22 434
	146 070 $	144 769 $

11. CAPITAL-ACTIONS ET LIMITATIONS LÉGALES

Capital-actions

Autorisé :

(a) Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale et sans droit de vote pouvant être émises en série;

(b) Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 $ (cent dollars) chacune.

En circulation	2002			2001		
	Nombre d'actions	Montant	Taux de dividende	Nombre d'actions	Montant	Taux de dividende
Actions privilégiées						
Catégorie A — Série 1	500 000	50 000 $	5,592 %	500 000	50 000 $	5,595 %
— Série 2	500 000	50 000	6,545 %	500 000	50 000	6,545 %
— Série 3	500 000	50 000	5,515 %	500 000	50 000	5,515 %
— Série 4	400 000	40 000	5,548 %	400 000	40 000	6,270 %
— Série 5	400 000	40 000	6,251 %	400 000	40 000	6,270 %
— Série 6	650 000	65 000	4,879 %	650 000	65 000	4,933 %
		295 000			295 000	
Actions ordinaires	3 034 000	303 400		3 034 000	303 400	
Total du capital-actions en circulation		598 400 $			598 400 $	

Les *actions privilégiées catégorie A* sont assorties d'un dividende cumulatif, préférentiel et fixe et sont échangeables, au gré du porteur, avec l'approbation du ministre des Finances, contre des actions ordinaires entièrement libérées à raison d'une action ordinaire pour chaque action privilégiée catégorie A. Tous les dividendes accumulés ou déclarés et impayés à compter de la date d'échange sont payables par la Banque, au prorata, tout comme s'ils avaient été cumulés quotidiennement. Les taux de dividende sur les actions privilégiées catégorie A portent sur des périodes allant de un an à cinq ans et sont rajustés au début de la période subséquente de manière à égaler le taux d'intérêt débiteur du Trésor publié par le ministre des Finances, majoré d'une prime spécifiée de 0,230 % à 0,375 %.

Limitations légales

La somme des emprunts contractés par la Banque et du passif éventuel constitué par les garanties qu'elle consent ne peut dépasser le produit de l'avoir de l'actionnaire et du coefficient douze.

En outre, le total du capital versé, du surplus d'apport qui s'y rapporte et de tout produit considéré comme des capitaux propres ne peut à aucun moment dépasser 1,5 milliard de dollars.

12. FRAIS D'INTÉRÊTS

	2002	2001
Intérêts sur emprunts	195 127 $	264 166 $
Revenu provenant de valeurs mobilières et de placements à court terme	(32 330)	(38 972)
	162 797 $	225 194 $

13. FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2002			2001		
	Services financiers		Groupe-conseil	Services financiers		Groupe-conseil
	Prêts	Capital de risque		Prêts	Capital de risque	
Traitements et avantages sociaux	89 437 $	4 835 $	18 479 $	79 276 $	9 365 $	16 369 $
Locaux et équipements	24 654	1 017	1 305	25 486	868	2 353
Autres frais	51 096	4 870	4 153	54 209	4 468	4 102
	165 187 $	10 722 $	23 937 $	158 971 $	14 701 $	22 824 $

14. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les montants indiqués ci-après représentent les justes valeurs des instruments financiers figurant au bilan et des instruments financiers hors bilan détenus ou émis par la Banque. Ces valeurs sont obtenues en appliquant les méthodes d'évaluation et les hypothèses dont il est question plus loin. Les justes valeurs estimatives représentent les contreparties approximatives sur lesquelles des parties agissant en toute liberté pourraient s'entendre pour échanger les instruments. Bon nombre d'instruments financiers ne peuvent toutefois être facilement négociés, faute de marché. C'est pourquoi, en pareil cas, les justes valeurs sont estimées selon la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation qui sont affectées de manière significative par les hypothèses utilisées. Les justes valeurs estimatives qui en découlent ne devraient donc pas être interprétées comme les valeurs de réalisation auxquelles donnerait lieu un règlement immédiat des instruments.

Les valeurs comptables ne sont pas redressées de manière à refléter les augmentations ou les réductions des justes valeurs dues aux fluctuations des taux d'intérêt étant donné que la Banque entend généralement, avec le temps, réaliser la valeur de ces instruments financiers en les conservant jusqu'à échéance.

	2002			2001		
	Valeur comptable	**Juste valeur**	**Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable**	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable
Bilan						
Actif						
Encaisse et placements à court terme	**632 441 $**	**632 441 $**	**— $**	605 955 $	605 955 $	— $
Valeurs mobilières (note 4)	**82 655**	**83 433**	**778**	67 808	69 297	1 489
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables	**5 669 513**	**5 680 904**	**11 391**	5 054 254	5 080 582	26 328
Placements de capital de risque	**271 064**	**327 473**	**56 409**	206 360	314 121	107 761
Autres éléments d'actif	**7 123**	**7 123**	**—**	2 657	2 657	—
	6 662 796 $	**6 731 374 $**	**68 578 $**	5 937 034 $	6 072 612 $	135 578 $
Passif						
Créditeurs et charges à payer	**64 545 $**	**64 545 $**	**— $**	55 626 $	55 626 $	— $
Intérêts courus sur emprunts	**129 226**	**129 226**	**—**	152 698	152 698	—
Billets à court terme	**3 444 279**	**3 444 279**	**—**	2 604 399	2 604 399	—
Billets à long terme	**2 152 764**	**2 155 999**	**3 235**	2 344 722	2 427 158	82 436
	5 790 814 $	**5 794 049 $**	**3 235 $**	5 157 445 $	5 239 881 $	82 436 $
			65 343 $			53 142 $
Instruments financiers dérivés (note 15)	**13 148 $**	**(19 977) $**	**(33 125) $**	87 077 $	89 430 $	2 353 $
Total			**32 218 $**			55 495 $

14. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les justes valeurs sont établies à partir de l'éventail de méthodes d'évaluation et d'hypothèses que voici :

Instruments financiers évalués à la valeur comptable — On suppose que la juste valeur estimative des éléments d'actif et de passif qui suivent équivaut approximativement à la valeur comptable étant donné qu'il s'agit d'éléments à court terme :

- Encaisse et placements à court terme
- Autres éléments d'actif
- Créditeurs et charges à payer
- Intérêts courus sur emprunts
- Billets à court terme

Valeurs mobilières — La juste valeur des titres est fournie à la note 4 afférente aux états financiers.

Prêts — Dans le cas des prêts rentables à taux variable, la juste valeur estimative est présumée égale à la valeur comptable. Pour ce qui est des prêts rentables à taux fixe, la juste valeur estimative est déterminée en actualisant les flux de trésorerie aux taux d'intérêt pratiqués sur le marché, au 31 mars, à l'égard de nouveaux prêts semblables, jusqu'à l'échéance ou la révision. Pour les prêts douteux, la juste valeur correspond à la valeur comptable, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 2 sous *Provision cumulée pour créances irrécouvrables.*

Placements de capital de risque — La juste valeur estimative des placements de capital de risque effectués durant l'exercice en cours est présumée égale à la valeur comptable. Dans le cas des placements dans des sociétés dont les actions sont cotées en bourse, la juste valeur correspond au cours des actions au 31 mars. La juste valeur des autres placements est estimée au moyen des multiples établis à l'égard des bénéfices.

Billets à long terme — La juste valeur des billets à long terme est fondée sur les cours du marché pour des émissions semblables, ou sur les taux courants offerts à la Banque sur des billets ayant la même durée résiduelle.

Instruments financiers dérivés — La juste valeur des instruments financiers dérivés est fournie à la note 15 afférente aux états financiers.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Banque détient des instruments financiers dérivés à titre d'opérations de couverture dans le seul but d'apparier ses éléments d'actif et de passif et de se protéger contre les risques du marché. Ces opérations permettent de réduire le risque de non-appariement des revenus et des dépenses découlant des fluctuations des taux d'intérêt et de change auquel la Banque est exposée.

Suivant les circonstances, ces opérations peuvent comprendre ce qui suit :

Swaps

Les swaps supposent l'obligation d'échanger des paiements sur un montant nominal de référence spécifique, pour une période déterminée. Un *swap de taux d'intérêt* suppose l'échange de versements d'intérêt à taux fixe ou flottant. Un *swap de devises* suppose l'échange de devises à des prix spécifiques et à des dates prédéterminées. Un *swap croisé* suppose l'échange à la fois de taux d'intérêt et de montants nominaux de référence libellés en deux devises différentes. Dans le cas d'un *swap sur rendement d'actions,* l'un des paiements échangés représente la variation de l'indice boursier avec le temps, alors que l'autre est fondé sur les taux fixes ou flottants convenus.

Contrats à terme

Les *contrats à terme* sont des ententes contractuelles qui portent sur l'achat ou la vente de devises ou d'instruments financiers à des prix spécifiques et à des dates futures.

Options

Les *contrats d'option* sont des ententes en vertu desquelles le vendeur de l'option accorde à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant donné de devises, de marchandises ou d'instruments financiers au prix convenu au moment où l'option a été négociée. Le vendeur reçoit une prime à l'égard de la vente de l'instrument.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Le tableau qui suit illustre la juste valeur du portefeuille d'instruments dérivés de la Banque au 31 mars, telle qu'elle est représentée par les gains ou les pertes non réalisés.

	2002			2001		
	Positive	**Négative**	**Montant net**	Positive	Négative	Montant net
Instruments financiers dérivés						
Contrats de swap de taux d'intérêt	**4 355 $**	**8 521 $**	**(4 166) $**	7 385 $	21 199 $	(13 814) $
Contrats de swap sur rendement d'actions	**68 670**	**65 554**	**3 116**	70 854	41 391	29 463
Contrats de garantie de taux d'intérêt	**85**	**1 597**	**(1 512)**	295	14	281
Contrats de swap croisé	**8 159**	**24 867**	**(16 708)**	65 402	26 649	38 753
Contrats de change à terme	**4 871**	**5 578**	**(707)**	34 747	—	34 747
Juste valeur totale	**86 140 $**	**106 117 $**	**(19 977) $**	178 683 $	89 253 $	89 430 $
Déduction faite de l'impact des accords généraux de compensation	**60 410**	**60 410**	**—**	56 812	56 812	—
Total	**25 730 $**	**45 707 $**	**(19 977) $**	121 871 $	32 441 $	89 430 $

La juste valeur des instruments dérivés est déterminée au moyen de diverses méthodes dont les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des instruments qui présentent les mêmes échéances et caractéristiques, et l'analyse de la valeur actualisée nette ou d'autres méthodes d'évaluation du prix suivant le cas.

Risque de crédit

Les montants nominaux de référence des instruments financiers détenus par la Banque ne reflètent pas le risque de crédit ou le risque du marché associé aux contrats. Le seul risque de perte provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements. En cas de défaut de la contrepartie, le risque auquel s'exposerait la Banque dans ces opérations serait limité à la différence de valeur des devises en question et/ou de taux d'intérêt telle quelle est représentée par les justes valeurs positives des opérations en position de gain non réalisé. La Banque limite le risque auquel elle est ainsi exposée en traitant uniquement avec des institutions financières dont la cote de crédit est conforme aux directives du ministère des Finances, et elle est d'avis qu'elle n'a pas de concentration significative dans une quelconque institution financière. La Banque vérifie régulièrement sa position et la cote de crédit de ses contreparties et s'efforce de réduire le risque de crédit en concluant des accords généraux de compensation avec les contreparties. Le risque de crédit associé aux contrats dont la position est favorable se trouve éliminé par un accord général de compensation uniquement dans la mesure où les contrats en position défavorable qui ont été conclus avec la même contrepartie ne seront pas acquittés avant les contrats en position favorable. Le risque de crédit global auquel la Banque est exposée à l'égard des instruments dérivés peut changer considérablement dans un laps de temps très court étant donné qu'il est affecté par chacune des transactions assujetties à l'entente.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Risque de crédit lié à la contrepartie	Cote de risque de la contrepartie			
	AAA	AA- à AA+	A à A+	Total
Valeur de remplacement positive brute	**48 $**	**79 547 $**	**6 545 $**	**86 140 $**
Impact des accords généraux de compensation	**(48)**	**(58 395)**	**(1 967)**	**(60 410)**
Valeur de remplacement (après application des accords généraux de compensation)	**— $**	**21 152 $**	**4 578 $**	**25 730 $**
Valeur de remplacement (après application des accords généraux de compensation) — 2001	39 164 $	78 382 $	4 325 $	121 871 $
Nombre de contreparties				
31 mars 2002	**1**	**9**	**4**	
31 mars 2001	3	9	3	

Le tableau qui suit résume le montant nominal de référence, selon la durée jusqu'à l'échéance ou la date de révision, et la valeur de remplacement des instruments financiers dérivés :

	Durée jusqu'à l'échéance ou la révision								2002		2001	
	À l'intérieur d'un an	%	De 1 à 3 ans	%	De 3 à 5 ans	%	Plus de 5 ans	%	**Montant nominal de référence**	**Valeur de remplacement**	Montant nominal de référence	Valeur de remplacement
Contrats de taux d'intérêt												
$CAN à payer — fixe	71 300 $	4,87	32 297 $	5,71	47 195 $	5,58	— $	—	**150 792 $**	**— $**	319 993 $	— $
$CAN à recevoir — fixe	138 359	4,90	—	—	—	—	152 800	5,62	**291 159**	**2 612**	552 530	5 295
Swaps de référence	150 000	s.o.	—	—	—	—	—	—	**150 000**	**156**	1 015 000	426
Contrats de swap sur rendement d'actions	53 859	s.o.	188 500	s.o.	412 129	s.o.	517 499	s.o.	**1 171 987**	**68 670**	557 239	70 854
Autres contrats	23 000	s.o.	—	—	18 812	s.o.	15 647	s.o.	**57 459**	**1 587**	22 195	1 664
	436 518		220 797	—	478 136	—	685 946	—	**1 821 397**	**73 025**	2 466 957	78 239
Contrats de garantie de taux d'intérêt	1 400 000	—	—	—	—	—	—	—	**1 400 000**	**85**	240 000	295
Contrats de swap croisé	24 950	s.o.	43 585	s.o.	25 104	s.o.	502 529	s.o.	**596 168**	**8 139**	904 877	65 402
Total des contrats de taux d'intérêt	1 861 468	—	264 382	—	503 240	—	1 188 475	—	**3 817 565**	**81 289**	3 611 834	143 936
Contrats de devises												
Contrats de change à terme	2 009 089	s.o.	—	—	—	—	—	—	**2 009 089**	**4 871**	952 077	34 747
Total des contrats de devises	2 009 089	—	—	—	—	—	—	—	**2 009 089**	**4 871**	952 077	34 747
Total	3 870 557 $	—	264 382 $	—	503 240 $	—	1 188 475 $	—	**5 826 654 $**	**86 140 $**	4 563 911 $	178 683 $
Déduction faite de l'impact des accords généraux de compensation	—	—	—	—	—	—	—	—	**—**	**60 410**	—	56 812
Total	3 870 557 $	—	264 382 $	—	503 240 $	—	1 188 475 $	—	**5 826 654 $**	**25 730 $**	4 563 911 $	121 871 $

s.o. - sans objet ou les taux pondérés ne sont pas significatifs

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Le montant nominal de référence représente le montant auquel un taux ou un prix est appliqué afin de calculer l'échange des flux de trésorerie.

La valeur de remplacement représente ce qu'il en coûterait pour remplacer, aux taux courants du marché, tous les contrats en position de gain non réalisé.

Les taux représentent la moyenne pondérée des taux d'intérêt que la Banque s'est engagée par contrat à payer ou à recevoir jusqu'à l'échéance ou la révision. La contrepartie à taux flottant de presque tous les contrats de swap en dollars canadiens est fondée sur les acceptations bancaires canadiennes d'une durée de un ou trois mois. Tous les montants en dollars US sont convertis en dollars CAN.

16. PASSIF ÉVENTUEL ET ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2002 :

(a) La Banque fait l'objet de diverses poursuites judiciaires découlant du cours normal de ses activités. La direction est d'avis que le montant global du passif qui résultera de ces poursuites ne sera pas important.

(b) Les montants non déboursés sur les prêts autorisés totalisent 748 938 $. Ces engagements de prêt s'échelonnent sur une période moyenne de trois mois (71 176 $ à taux fixe, 677 762 $ à taux flottant). Les taux d'intérêt effectifs sur ces engagements de prêt varient de 4,25 % à 20,0 %. Les montants non déboursés sur les placements de capital de risque autorisés totalisent 66 887 $.

(c) Les engagements minimums exigibles en vertu des contrats de location-exploitation des locaux de la Banque sont les suivants :

2003	**17 270 $**
2004	**16 890**
2005	**16 594**
2006	**15 716**
2007	**14 193**
2008 - 2020	**101 098**
	181 761 $

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Banque offre aux employés admissibles des régimes de retraite à prestations déterminées (les « régimes de retraite ») qui leur procurent des avantages postérieurs à l'emploi en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen de fin de carrière. La Banque offre également des avantages, sous forme d'assurance-vie et d'assurance-maladie, aux retraités admissibles ainsi que d'autres avantages aux employés et retraités (les « autres régimes »).

La charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi est incluse dans le poste « Traitements et avantages sociaux » et s'établit comme suit :

	Régime de retraite agréé		**Régimes supplémentaires de retraite**		**Autres régimes**	
	2002	2001	**2002**	2001	**2002**	2001
Charge (crédit) au titre des régimes						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**12 501 $**	10 024 $	**909 $**	519 $	**2 653 $**	2 191 $
Intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées	**24 682**	22 733	**1 871**	1 361	**4 785**	4 554
Rendement prévu des actifs des régimes	**(37 258)**	(35 025)	**(190)**	(216)	**—**	—
Amortissement de l'obligation (actif) transitoire	**(13 441)**	(13 441)	**(267)**	(267)	**315**	315
Amortissement de la perte actuarielle nette	**—**	—	**497**	—	**2**	19
Perte due à la compression des engagements	**—**	—	**—**	—	**765**	—
Charge (crédit) de l'exercice terminé le 31 mars	**(13 536) $**	(15 709) $	**2 820 $**	1 397 $	**8 520 $**	7 079 $

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Les tableaux qui suivent présentent, dans l'ensemble, l'information relative aux régimes d'avantages sociaux futurs, sur la base de l'année civile :

	Régime de retraite agréé		Régimes supplémentaires de retraite		Autres régimes	
	2002	2001	**2002**	2001	**2002**	2001
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées						
Solde à l'ouverture de l'exercice	**348 124 $**	309 057 $	**26 057 $**	18 356 $	**68 271 $**	61 672 $
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**12 501**	10 024	**909**	519	**2 653**	2 191
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	**24 662**	22 733	**1 871**	1 361	**4 785**	4 554
Prestations versées	**(15 780)**	(15 911)	**(390)**	(403)	**(2 015)**	(1 921)
(Gain) perte actuariel(le)	**(8 568)**	22 221	**1 414**	6 224	**901**	1 775
Solde à la clôture de l'exercice	**360 939**	348 124	**29 861**	26 057	**74 595**	68 271
Variation de juste valeur des actifs des régimes						
Solde à l'ouverture de l'exercice	**474 038 $**	445 481 $	**3 943 $**	4 084 $	**— $**	— $
Cotisations des salariés[1]	**167**	35	**—**	—	**—**	—
Cotisations de l'employeur	**—**	—	**131**	145	**398**	461
Rendement réel des actifs des régimes durant l'exercice	**(5 891)**	44 433	**143**	117	**—**	—
Prestations versées	**(15 780)**	(15 911)	**(390)**	(403)	**(398)**	(461)
Solde à la clôture de l'exercice	**452 534**	474 038	**3 827**	3 943	**—**	—
Excédent (déficit) à la clôture de l'exercice	**91 595 $**	125 914 $	**(26 034) $**	(22 114) $	**(74 595) $**	(68 271) $
Cotisations de l'employeur après le 31 décembre	**—**	—	**34**	20	**92**	150
Obligation (actif) transitoire non amortie[2]	**(87 368)**	(100 809)	**249**	(17)	**2 169**	3 249
Perte actuarielle nette non amortie	**47 192**	12 778	**7 282**	6 324	**2 367**	1 756
Actif (passif) au titre des prestations constituées à la clôture de l'exercice[3]	**51 419 $**	37 883 $	**(18 469) $**	(15 787) $	**(69 967) $**	(63 116) $

1 Présentement, les employés de la Banque ne cotisent pas aux régimes de retraite pour les services rendus au cours de l'exercice. La Banque a pour responsabilité ultime de veiller à ce que les obligations au titre des régimes de retraite soient capitalisées adéquatement avec le temps. Dans des circonstances particulières, il est permis aux employés de cotiser certains montants aux régimes de retraite pour racheter des années de service qui ne sont pas gagnées.

2 Les soldes transitoires au 1er avril 2000 et les coûts des services passés découlant des modifications aux régimes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés actifs. Au titre des régimes de retraite, la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés actifs varie de 6,8 ans à 8,5 ans. La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés actifs couverts par les autres régimes est de 13 ans pour tous les régimes, sauf un, où elle est de 8,5 ans.

3 Le montant net est constaté dans le bilan sous « Autres éléments de passif » ou « Autres éléments d'actif », selon le cas.

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Les montants présentés à la page précédente relativement à l'obligation au titre des prestations constituées et à la valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice comprennent les montants suivants concernant les régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	Régimes supplémentaires de retraite		Autres régimes	
	2002	2001	**2002**	2001
Juste valeur des actifs des régimes	**3 827 $**	3 943 $	**— $**	— $
Obligation au titre des prestations constituées	**29 861**	26 057	**74 595**	68 271

Les hypothèses actuarielles significatives retenues pour évaluer les obligations de la Banque au titre des prestations constituées (moyennes pondérées) sont les suivantes :

	Régime de retraite agréé		Régimes supplémentaires de retraite		Autres régimes	
	2002	2001	**2002**	2001	**2002**	2001
Hypothèses actuarielles significatives						
Taux d'actualisation à l'ouverture de l'exercice	**7,00 %**	7,30 %	**7,00 %**	7,30 %	**7,00 %**	7,30 %
Taux d'actualisation à la clôture de l'exercice	**6,70 %**	7,00 %	**6,70 %**	7,00 %	**6,70 %**	7,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes, à long terme[1]	**8,00 %**	8,00 %	**5,00 %**	5,00 %	**—**	—

[1] *Le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes est calculé à partir des éléments d'actif évalués à leur juste valeur marchande.*

On prévoit que le taux de croissance moyen de la rémunération équivaudra au taux d'inflation qui devrait être de 3,25 % (en 2001, 3,75 %) majoré d'un gain de productivité de 0,5 % et d'un ajustement relatif aux augmentations au mérite et aux promotions.

Aux fins de l'évaluation, on suppose que le taux de croissance du coût des soins médicaux suivra le rythme de l'inflation, qu'il subira une augmentation additionnelle de 3,0 % en 2003 et qu'il diminuera ensuite graduellement de 0,5 % chaque année pour atteindre 1,5 % en 2006 et au cours des années subséquentes (en 2001, une augmentation additionnelle de 3,5 % pour 2002 et une diminution graduelle de 0,5 % chaque année pour atteindre 1,0 % pour 2007 et les années subséquentes).

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

De par son appartenance au gouvernement du Canada, la Banque est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par celui-ci. La Banque a conclu des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités.

19. RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les activités de la Banque sont groupées par secteur d'exploitation, à savoir les Prêts, le Capital de risque et le Groupe-conseil. L'information sur les revenus, les frais et le bénéfice net de ces secteurs d'exploitation est présentée dans l'état des résultats d'une manière conforme à celle utilisée au cours des exercices précédents.

20. DONNÉES FINANCIÈRES COMPARATIVES

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2002.

STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES

pour l'exercice terminé le 31 mars *(en milliers de $)*	**2002**	2001	2000	1999	1998
SERVICES FINANCIERS					
Total du financement engagé au 31 mars					
Montant	**7 201 678 $**	6 353 362 $	5 641 379 $	5 090 228 $	4 586 083 $
Nombre de clients	**21 016**	19 884	18 807	17 923	17 414
Engagé envers les clients					
Activités de prêt au 31 mars					
Montant	**6 827 489 $**	6 057 285 $	5 446 309 $	4 933 237 $	4 461 411 $
Nombre de clients	**20 861**	19 753	18 708	17 833	17 335
Engagé envers les clients					
Placements au 31 mars					
Montant	**374 189 $**	296 077 $	195 070 $	156 991 $	124 672 $
Nombre de clients	**155**	131	99	90	79
Total du financement autorisé					
Nombre	**6 519**	6 519	6 412	6 082	5 815
Montant net	**1 848 109 $**	1 652 076 $	1 435 288 $	1 271 937 $	1 234 968 $
Activités de prêt autorisées					
Nombre	**6 456**	6 448	6 350	6 035	5 773
Montant net	**1 742 088 $**	1 537 914 $	1 372 492 $	1 230 130 $	1 171 977 $
Placements autorisés					
Nombre	**63**	71	62	47	42
Montant net	**106 021 $**	114 162 $	62 796 $	41 807 $	62 991 $
STATISTIQUES FINANCIÈRES					
Revenu net d'intérêts en % du portefeuille de prêts moyen	**5,92 %**	5,82 %	5,56 %	5,66 %	5,67 %
Provision pour créances irrécouvrables en % du portefeuille de prêts moyen	**1,7 %**	2,0 %	2,0 %	1,4 %	1,3 %
Frais d'exploitation et d'administration en % du portefeuille de prêts moyen	**2,9 %**	3,1 %	3,0 %	3,2 %	3,0 %
Activités de prêt — ratio de productivité	**48,5 %**	52,6 %	54,7 %	57,4 %	53,3 %
GROUPE-CONSEIL					
Revenu provenant des activités	**18 189 $**	17 724 $	19 396 $	17 823 $	21 458 $

DONNÉES FINANCIÈRES

(en milliers de $)	**2002**	2001	2000	1999	1998
ÉTAT DES RÉSULTATS					
pour l'exercice terminé le 31 mars					
Bénéfice net (perte nette)					
Prêts	**80 458 $**	37 254 $	25 320 $	42 124 $	50 737 $
Capital de risque	**(20 977) $**	56 168 $	80 039 $	(4 124) $	4 217 $
Groupe-conseil	**(5 748) $**	(5 100) $	(4 254) $	(5 216) $	(9 480) $
Bénéfice net	**53 733 $**	88 322 $	101 105 $	32 784 $	45 474 $
BILAN					
au 31 mars					
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables	**5 669 513 $**	5 054 254 $	4 608 188 $	4 248 745 $	3 838 305 $
Placements de capital de risque	**271 064 $**	206 360 $	145 107 $	110 298 $	70 046 $
Total de l'actif	**6 897 204 $**	6 225 518 $	5 666 333 $	5 098 461 $	4 587 989 $
Total de l'avoir de l'actionnaire	**960 320 $**	923 304 $	783 826 $	583 832 $	507 058 $
Total du passif	**5 936 884 $**	5 302 214 $	4 882 507 $	4 514 629 $	4 080 931 $
Portefeuille de prêts moyen	**5 749 376 $**	5 194 279 $	4 736 601 $	4 281 607 $	3 855 662 $

La BDC est structurée de manière à fournir divers produits financiers souples et spécialisés ainsi que des services de consultation qui aident les PME canadiennes à croître et à soutenir la concurrence sur un marché mondial en évolution constante. La Banque a pour philosophie d'être à l'écoute des entrepreneurs et de répondre à leurs besoins en leur fournissant des solutions d'affaires opportunes et pertinentes.

Les Services financiers de la BDC

La Banque offre une vaste gamme de prêts à terme remboursables selon des modalités souples. La BDC soutient des entreprises à toutes les étapes de croissance et qui appartiennent à presque tous les secteurs de l'activité économique. La Banque aide activement les entreprises de fabrication et les entreprises touristiques, et cible tout particulièrement les entreprises fondées sur le savoir et les entreprises exportatrices. La BDC répond aussi aux besoins particuliers de marchés cibles en croissance, comme les femmes entrepreneurs, les entrepreneurs autochtones et les jeunes entrepreneurs.

La Banque offre du financement subordonné jusqu'à concurrence de 250 000 $ aux entreprises en croissance au sein de créneaux prometteurs. Ce type de financement plus risqué constitue un intermédiaire entre le financement par emprunt et le financement par actions.

Le Groupe investissement de la BDC

Le Groupe investissement de la BDC offre du capital de risque et du financement subordonné. L'équipe du capital de risque fournit des fonds propres aux entreprises de haute technologie qui en sont à leurs débuts et qui ont une vision claire de leur marché, qui présentent un excellent potentiel de croissance et qui sont axées sur l'exportation. L'équipe du financement subordonné offre des quasi-fonds propres pour les besoins de financement du fonds de roulement des PME en croissance rapide et plus matures.

Le Groupe-conseil de la BDC

Par l'entremise de son réseau national de consultants du secteur privé, le Groupe-conseil de la BDC fournit aux petits entrepreneurs des solutions abordables, personnalisées et efficaces qui leur permettent de mieux gérer leurs entreprises. Il aide aussi les entrepreneurs à évaluer, à planifier et à mettre en œuvre des stratégies gagnantes, surtout dans les domaines de la croissance, de la qualité, de l'exportation et des affaires électroniques. Le Groupe-conseil de la BDC fournit des solutions qui permettent aux entreprises en quête de croissance de faire leur marque dans l'économie mondiale.

BDC Connex^MC

BDC Connex offre en ligne toute la gamme de produits financiers, notamment la marge de crédit Globale^MC et le programme Prêts aux étudiants entrepreneurs. Cette succursale virtuelle, facilement accessible, s'adresse aux PME désireuses de se renseigner sur les produits et services de la BDC et de faire des affaires en ligne.

This document is also available in English.

N° de catalogue CC141-2002F
ISBN 0-662-87305-X